

Les décisions du conseil central de planification

LA FRANCE CONSTRUIRA DOUZE CENTRALES NUCLÉAIRES EN 1976 - 1977

LIRE PAGE 24

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fouvet

1,20 F

Algérie, 1 DA; Maroc, 1 dir.; Tunisie, 100 m.; Allemagne, 1 DM; Belgique, 7 sch.; Espagne, 10 P.; Canada, 20 c.; Danemark, 2,75 kr.; Grèce, 18 dr.; France, 100 F.; Italie, 200 L.; Japon, 120 ¥.; Pays-Bas, 1,20 G.; Royaume-Uni, 10 s.; Suède, 100 kr.; Suisse, 1,20 S.; U.S.A., 60 cts.; Yougoslavie, 4 D.

Tarif des abonnements page 17

5, RUE DES ÉCLAIRÉS
75217 PARIS - CEDEX 08
G.C.F. 4397-53 Paris
TÉLEX PARIS NO 30872
TÉL. : 770-91-29

BULLETIN DE L'ÉTRANGER

Majorité introuvable à Copenhague

Les démocrates occidentaux commencent à se méfier des élections prévues pour dénouer les situations difficiles, mais qui les embrouillent à plaisir. M. Poul Hartling en fait à nouveau l'expérience au Danemark, décidément ingouvernable depuis que, en décembre 1973, le nombre des partis représentés au Folketing est passé de six à dix. La consultation anticipée du 9 janvier dernier n'a rien éclairci, et le chef du gouvernement, bien que son parti libéral ait connu un succès appréciable, n'est pas parvenu à trouver une majorité parmi les cent soixante-dix-neuf députés danois. Faute d'une seule voix, M. Hartling a dû se démettre, le 29 janvier, six jours seulement après l'ouverture de la session parlementaire. Une motion déposée par les sociaux-démocrates et soutenue, en effet, d'élargir l'assise du gouvernement minoritaire qu'il avait maintenu au-delà des élections, sans lui donner pour autant les moyens d'une entreprise aussi difficile.

C'est désormais au président du parlement, M. Knud Skytte, qu'il appartient de rechercher l'introuvable coalition majoritaire. Il n'a associé, que pour la forme, ses premières consultations, les trois partis d'extrême gauche : communiste, socialiste du peuple et socialiste de gauche, dont les vingt députés — réclamant le « traité immédiat du Danemark de l'OTAN et de la C.E.E. — ne sont pas « récupérables ». En revanche, les sociaux-démocrates, les libéraux, les radicaux, les conservateurs et même le Parti du progrès (dit encore « anti-impôts ») la pittoresque et démagogue S. Ghstrup, se sont déclarés disposés à poursuivre les négociations sur les problèmes sociaux et les indispensables mesures de redressement économique. Hélas ! sociaux-démocrates et libéraux, ni disposeraient d'une confortable majorité avec quatre-vingt-neuf sièges, sont séparés par de graves désaccords. Le fait même que M. Hartling ait été exclu à la démission par les sociaux-démocrates ne porte guère l'optimisme sur les chances d'entente entre le dirigeant évincé M. Jørgensen, qui devrait, en une logique, reprendre le flambeau.

Les problèmes intérieurs sont gravés par l'incertitude que le Danemark attente brimée au regard du Marché commun. Le Parlement danois vient d'approuver l'adhésion en 2 qu'en raison des liens économiques étroits existant entre le Danemark et les autres pays nordiques, les négociations, pour convaincre à ce que une base plutôt réticente, ont promis que le Danemark traiterait le sort de la Grande-Bretagne. A en croire les déclarations des chefs de partis, cent-neuf députés seraient déjà prêts à espérer un accord au sein du conseil européen, mais il est évident que les négociations ne sont pas terminées et que les discussions se poursuivent en attendant concessions et de ceux délais.

MÉE ÉTHIOPIENNE SE LIVRE SANGLANTE REPRÉSAILLES A ASMARÀ

nos informations page 24

LE PREMIER « SOMMET » FRANCO-ALLEMAND DE 1975

M. Schmidt cherche à rapprocher les points de vue de Paris et de Londres sur la « renégociation »

La première des deux rencontres franco-allemandes « au sommet », qui, selon le traité de 1963, doivent se dérouler chaque année, s'ouvre le lundi 3 février à Paris. M. Schmidt, entouré d'une nombreuse délégation, s'entreprendra pendant deux jours avec M. Giscard d'Estaing dans une atmosphère apaisée après les malentendus de l'automne dernier. Comme l'explique notre correspondant à Bonn, le chancelier a le souci de faciliter la « renégociation » des conditions de l'adhésion de la Grande-Bretagne au « conseil européen » de Dublin, en mars prochain, et le référendum qui compte organiser M. Wilson. Il souhaiterait faire office de médiateur entre Londres et Paris, dont l'attitude est jugée la plus « dure ».

De notre correspondant

Bonn. — A la veille du « sommet » franco-allemand, tout se passe comme si les causes de conflit, de malentendus, ou simplement les problèmes avaient été désamorcés ou masqués par des propos habiles. Les milieux officiels de Bonn donnent une image tranquille des rapports entre la France et la République fédérale, à l'instar des deux ministères des affaires étrangères qui, lors de leur récente rencontre dans la capitale fédérale, avaient déclaré que leurs gouvernements étaient fondamentalement d'accord sur tous les problèmes.

Les Allemands ne cachent pas que le mérite en revient, d'une part, à M. Giscard d'Estaing dont la politique étrangère « amiable » éloignerait bien des frictions inutiles, et, d'autre part, au chancelier Schmidt qui a joué à l'automne dernier, avec succès, le rôle d'un honnête courtier entre les présidents français et allemands. Le « compromis » de la Martinique a permis, dit-on ici, de décaler la situation en ce qui concerne la coopération énergétique entre l'Europe et les États-Unis et d'éviter au gouvernement ouest-allemand de choisir entre Paris et Washington. Le « malentendu » provoqué en septembre dernier par le différend sur l'augmentation des prix agricoles est oublié, et la mini-crise de l'automne, à la suite d'un article du *Yorker Zeitung*, hebdomadaire du parti social-démocrate, et d'un article du *New York Times* indiquant que M. Schmidt était déçu par la politique giscardienne, est considéré comme une affaire de journaux qui n'a pas affecté l'amitié entre les deux hommes d'État.

Un ordre du jour classique

La liste des thèmes qui seront évoqués lundi et mardi par M. Giscard d'Estaing et M. Schmidt ressemble à l'ordre du jour de la plupart des « sommets » internationaux. On rappelle à Bonn qu'aucune décision ne saurait être prise à Paris sur les problèmes européens, car ni le gouvernement français ni le gouvernement ouest-allemand n'ont jamais voulu placer leurs partenaires devant un fait accompli. L'échange de vues entre M. Giscard d'Estaing et Schmidt d'une part, leurs ministères d'autre part, devrait cependant servir à préparer le prochain « conseil européen » prévu les 10 et 11 mars à Dublin.

Le chancelier est accompagné des ministres Genscher (affaires étrangères), Apel (finances), Friederichs (économie), Erdt (agriculture), Leber (défense), Matthöfer (recherche scientifique), des secrétaires d'État Wischnewski (af-

NOUVEAU PRÉSIDENT DU MOUVEMENT

M. Michel Poniatowski invite les républicains indépendants à soutenir le « réformisme moderne » de M. Giscard d'Estaing

Les réunions politiques du week-end prouvent que les reclassements imposés par l'élection présidentielle ne sont pas terminés. Au sein des congressistes du parti socialiste débattant en présence d'un invité attentif, M. Paul Laurent, membre du secrétariat du P.C.F., des difficultés de l'union de la gauche. Et aussi des problèmes soulevés à l'intérieur du parti par le CERES.

A Paris, M. Michel Poniatowski, seul candidat à la présidence de la Fédération des républicains indépendants, a mis en œuvre une réorganisation du mouvement. Celui-ci est invité à accepter plus chaleureusement le « réformisme moderne » de M. Giscard d'Estaing et à soutenir la concurrence

qu'il est l'objet à l'intérieur de la majorité présidentielle.

Le comité central de l'U.D.R. se réunit dimanche dans une nouvelle composition pour désigner le bureau exécutif du mouvement et pour entendre un discours de M. Jacques Chirac.

En marge de ces manifestations, le remaniement ministériel intervenu vendredi provoque des commentaires divergents, surtout en ce qui concerne la nomination comme secrétaire d'État à la défense du général Bigard, dont la personnalité et le passé restent très contestés. A ceux qui saluent le réalisme des nominations gouvernementales s'opposent ceux qui s'inquiètent d'un retour à l'autoritarisme.

Les républicains indépendants paraissent les moins touchés par la grâce réformatrice, les moins convaincus par le nécessité du changement. M. Giscard d'Estaing s'en était ouvert auprès de plusieurs de ses interlocuteurs et s'était irrité des pesanteurs « anti-réformistes » de ses propres amis. En retour, la liberté de mouvement laissée à M. Chirac pour reprendre en main l'U.D.R., les encouragements tacites donnés à M. Duroulet pour organiser la gauche réformatrice, pouvaient provoquer l'inquiétude des giscardiens. Invités par le président de la République à se reprendre, ils ont réalisé cet agglomération au cours de leur congrès sous la direction de M. Poniatowski, qui devait brigner, avec un succès assuré d'avance, la présidence du parti.

ANDRÉ LAURENS.

(Lire la suite page 6.)

Un round d'observation au congrès socialiste

De notre envoyé spécial

Paris. — La puissance, le renouvellement du parti socialiste, se manifestent physiquement dans le lieu de la salle de décoration de la salle dans laquelle sont rassemblées plus de mille cinq cents personnes, la masse des délégations étrangères, les applaudissements scandés saluant par exemple les représentants du parti communiste français ou ceux de la gauche chilienne, ne sont pas sans évoquer le style des congrès communistes. A cet effet, au fil des heures, l'attention se lasse et que le brulaha des conversations particulières, les allées et venues des délégués, redonnent aux assises socialistes une tonalité renouant davantage avec la tradition.

Autre signe de puissance et de renouvellement, la présence de très nombreuses délégations étrangères, et notamment, pour la première fois, de délégués du parti communiste d'Union soviétique. M. François Mitterrand doit se rendre, comme on le sait, dans quelques semaines à Moscou, à l'invitation du comité central de ce parti.

La première journée du congrès a essentiellement été marquée, l'après-midi, par les réunions à huis clos des quatre courants qui traversent le parti socialiste et, le soir, par la première séance de la commission des résolutions.

La réunion du CERES (courant numéro deux, a été l'occasion pour les dirigeants de faire plusieurs mises au point sur le différend qui les oppose à M. Martinet à propos de la revue *Frontière*. Les délégués de cette tendance ont désigné leurs candidats au comité directeur et élaboré vingt et un amendements à la motion de M. Mitterrand qu'ils ont déposés le soir même à la commission des résolutions en vue de permettre une synthèse entre les quatre textes qui restent en compétition. Comme prévu, en effet, les motions déposées par la Gauche socialiste et par M. Arthur Nortebart, député du Nord, sont éliminées pour avoir obtenu moins de 5 % des mandats.

THIERRY PFISTER.

(Lire la suite page 7.)

LE SYSTÈME DE DÉFENSE EN QUESTION

En désignant M. Yvon Bourges au poste de ministre de la défense et en confiant au général de corps d'armée Marcel Bigeard la charge, comme secrétaire d'État à la défense, de s'occuper plus particulièrement de la condition militaire, le président de la République mène une double opération. D'une part, il installe au ministère de la défense un haut fonctionnaire d'origine gaulliste et un gestionnaire qui appliquera des orientations suggérées par l'Élysée et par le premier ministre. D'autre part, il utilise, afin de rassurer une société militaire en désarroi, l'image de marque du général Bigeard.

Tenn depuis longtemps pour vraisemblable, le départ de M. Jacques Soufflet a néanmoins surpris. On pouvait escompter la désignation d'un nouveau ministre de la défense vers le mois de juin, alors que le chef de l'État devra choisir — parmi ceux auxquels il accorde sa confiance — les deux généraux qui prendront, au départ de leurs titulaires actuels, le poste de chef d'état-major des armées et celui de chef d'état-major de l'armée de terre. A un changement de ministre et de deux des responsables principaux de l'état-major pouvaient alors correspondre un changement de style, une évolution de la politique de défense et une réflexion nouvelle sur le type d'armée.

I. — La conjonction des mécontents

par JACQUES ISNARD

maître du jeu. Et pourtant, les avertissements ont été donnés chacun en son temps.

Durant les trente dernières années, pour ne pas parler de la défaite de 1940, l'institution militaire a été secouée par une série d'événements, intérieurs ou extérieurs, qui ont laissé des cicatrices souvent profondes : le dégageant des cadres en 1947 ; l'occupation, puis le stationnement en République fédérale d'Allemagne ; la guerre d'Indochine ; la campagne d'Algérie et les aventures du 13 mai 1968, des « barricades », du putsch des généraux et de l'O.A.S. ; la réorganisation des forces françaises après le retrait de l'OTAN et le départ d'outre-mer ; la modernisation nucléaire d'une armée dont le moins qu'on puisse dire est qu'elle a mis du temps à être acceptée par les civils comme par les militaires.

(Lire la suite pages 4 et 5.)

AU JOUR LE JOUR

Histoire de remanier

Si l'on a bien saisi la technique du remaniement à retardement, les « histoires de journalistes » correspondent à l'instant précis où l'on albâtre le mécho qui mettra le feu aux poudres destinées à soulever le malaise de l'armée et des P.T.T.

Les « histoires de journalistes » n'étant, j'ai moi-même, agréables pour ceux qui partent, M. Giscard d'Estaing en a usé comme le font les écrivains qui détournent l'attention de leur victime en lui donnant une claque sur la joue avant de planter la seringue.

Pour ne pas vexer le gouvernement, nous ferons comme si nous n'avons rien vu de ce qui se passe dans les milieux qui ont fait de M. Giscard d'Estaing un tel homme de bien. Mais ce sera difficile, car avec la nouvelle infirmité que vient d'engager le service de santé de l'armée, les claque sur les fesses risquent de faire plus de bruit que les « histoires de journalistes ».

BERNARD CHAPUIS.

Pour posséder une lithographie originale

Il faut savoir qu'à raison de mensualités très raisonnables et sans intérêt, les Editions de Franco, Membre de la Chambre Syndicale de l'estampe du dessin et du tableau, vous permettent d'acquérir une estampe originale d'un artiste célèbre : lithographie, gravure, etc... En effet, grâce aux estampes originales, à tirage limité, signées et numérotées, vous pouvez vous offrir la joie de posséder une œuvre d'art authentique portant une signature célèbre. Comme un tableau elle pourra prendre de la valeur. Pour cela, ce vous recommandant de ce journal, recopiez, ou complétez et découpez le bon ci-dessous et adressez-le aux Editions d'Art de Franco, 17 rue Hôtel des Postes B.P. 646 - 06012 Nice Cedex. Cette maison d'édition vous adressera gratuitement sa documentation complète sur les estampes originales des grands maîtres contemporains dont elle est l'éditeur.

L'unique adresse gratuite et sans engagement de sa part, une documentation complète sur les estampes originales (Le Monde des Arts)

nom _____

adresse _____

UN MOIS A SAINT-DENIS

Hiver Prévert

Je ne suis pas un oiseau, j'ai de la chance. Un moineau.

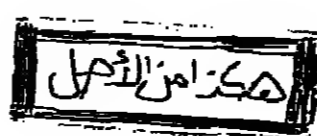
Pour faire le portrait de Prévert, il faut se lever tôt et n'être sûr de rien. Et puis, le photo-anniversaire, à soixante-quinze ans, il y a de quoi s'effrayer.

Houhouhou, au Théâtre Gérard-Philipe de Saint-Denis, ce sont ses amis qui, sous la conduite de Jean-Paul Liégeois, ont entravés de la soirée. Sur la place, l'église, des poids lourds, des enfants, des bistrots, le pluie ; quand la vie se met à ressembler à du Prévert.

Au premier étage du théâtre, une manière de studio de cinéma se déroule en petit labyrinthe : une palissade de vrai bois et un mur de fausses briques. Des tas de photos les arment, approchent ou plus près ce gros homme tout en finesse que les culottes n'ont

BERNARD RAFFALLI.

(Lire la suite page 18.)



AFRIQUE

CARNETS DE ROUTE EN ÉTHIOPIE < SOCIALISTE >

IV. — Maquis et embuscades ?

De notre envoyé spécial J.-C. GUILLEBAUD

D'Addis-Abeba en Érythrée, de la révolution bavarde au silence des Moyens Ages, Jean-Claude Guillebaud parcourt la diverse Éthiopie. Il nous ouvre aujourd'hui ses carnets de route sur la province du Tigré (« Le Monde » des 30 et 31 janvier et du 1^{er} février).

● Makalé (capitale du Tigré). Nous voici au cœur d'une province « dissidente ». L'absence de soldats visibles n'en est que plus surprenante. Makalé est un étrange bout du monde et, si l'on franchit les montagnes d'Alama, le Tigré apparaît un univers qui contraste avec l'Éthiopie des montagnes et des plateaux. Ce détail topographique n'est pas sans importance politique. Ici commence un pays de pierres et de sables, basti par un vent chargé de poussière. La route à proximité des villages est bâtie d'habitations aplatis dans la roquette, faites de pierres sèches mal ajustées. Quelques cactus, de longues caravanes de chameaux, des bandes de hyènes au lever du jour. Un mot vient à l'esprit que l'on murmure comme malgré soi : l'Arabie !

Où l'Arabie, car si le Wollo, plus au sud, participe encore d'un univers africain avec ses couleurs, ses cris aigus et ses palabres, le Tigré apporte une transition vers une sorte de lenteur cérémonieuse, un paysage blanc et minéral où les « chamas » de toile claire évoquent déjà la djellaba. Sur 300 kilomètres de route en lacets, taillée dans la pierre, entre Makalé et Asmara (capitale de l'Érythrée), le décor ne changera guère. Dans ce empire mal unifié que la révolution menace d'éclatement, il s'agit donc de « voir » et de « sentir » pour comprendre un peu mieux cette vieille crainte que l'on évoque aujourd'hui à Addis : une sécession de l'Érythrée et du Tigré réunis. Les deux provinces ne sont-elles pas, déjà, rapprochées par la géographie, par l'histoire et la culture « Tigrinya » ?

Rodons d'abord dans Makalé, cette flaque de maisons insaisissables, sans autre grâce qu'une sorte d'indolence égyptique. Près du palais du gouverneur, le « marché du sel » rassemble dans un fouillis de harnais et de cordes, les caravanes de chameaux venus de la dépression des Dabab, et du fabuleux lac Asale. Les bêtes sont chargées de blocs gris-

tres découpés à la pioche dans les salines du désert et qui furent longtemps une précieuse monnaie d'échange. Mais aujourd'hui, les mêmes caravanes et les mêmes chameliers danakils conviennent parfois une marchandise moins précieuse : des armes de contrebande, déchargées de quelques boutes, en face d'Aden, et destinées aux rebelles du F.L.E. Et les touristes ont déserté Makalé et sont « marchés au sel ».

Il n'est pas simple d'enquêter dans le Tigré, et l'on peut comprendre l'incohérence des informations publiées depuis des mois au sujet de cette province. La langue, tout d'abord, est à bien des égards un obstacle redoutable. L'imarbat, on le sait, est la langue officielle de l'Éthiopie — celle qu'on enseigne dans les écoles et dont use l'administration. Mais au Tigré et en Érythrée on parle deux dialectes incompréhensibles pour un Amharha : le « *ti-grinya* » et le « *ti-gré* ». À plusieurs reprises notre jeune guide, originaire d'Addis-Abeba, secouera la tête. « *He comprend très bien ce que je leur demande, j'en suis sûr — mais il refuse de parler omorhique.* » Ici, questionner quelqu'un en amharique, c'est déjà placer la conversation sur un plan « politique », celui de la « domination culturelle » et du centralisme amharha. Il n'en faut pas plus pour que visages et bouches se ferment.

Sauf si l'on murmure un nom : Mengesha Seyoum. Un nom que n'importe qui comprend. Depuis des mois, tout Makalé parle de Mengesha Seyoum à mots couverts. Tout le Tigré pense à Mengesha Seyoum. Tigré lui-même, ce « *Ras* » (seigneur), ex-gouverneur du Tigré apparenté à l'empereur, dont il a épousé une petite-fille, a disparu de sa capitale en septembre 1974, lorsque le régime militaire, après avoir vainement tenté d'arrêter ce « vestige du féodalisme », a mis sa tête à prix. Depuis lors, Mengesha Seyoum, qui fut le fondateur de la révolution, nonné la création d'un « Front de libération du Tigré », figure une sorte de mystérieux Robin des bois, tantôt annoncé à la tête de plusieurs centaines de soldats dans les campagnes du Tigré, tantôt présenté comme ayant rejoint les maquis érythréens, à qui il aurait apporté une alliance et un « *nota* ».

Tous ces récits contiennent un mélange d'information et d'hypothèses romanesques qu'il faut s'efforcer de ramener à de plus justes proportions. Après beaucoup de conversations et un maximum de recoupement, voici ce qui nous paraît être le plus proche de la réalité. Mengesha Seyoum — effectivement très populaire dans une province qu'il avait contribué à moderniser, mais strictement pas dans tous les districts ni dans tous les milieux — s'est bien enfui de Makalé, au début du mois de septembre. C'est à cette occasion qu'il a pris contact avec une des branches de la rébellion érythréenne. Ce sont même, semble-t-il, des maquisards qui ont organisé sa fuite à destination du Soudan, en lui fournissant des « *filières* ». Mais l'alliance, à vrai dire, n'est pas purement militaire. Les guerriers révolutionnaires et ce dissident d'« *extrême droite* » paraissent s'être arrêtés là.

« Les gens du F.L.E. n'ont peut-être pas envie de se compromettre avec Mengesha, nous dit un jeune étudiant. Et puis n'oubliez pas que, *voici plusieurs années, sous l'empereur, c'est lui qui avait refusé d'aider les Érythréens, en coupant la route Makalé - Asmara, par exemple. Chacun son tour, n'est-ce pas ?* »

Installé à l'étranger, rejoint par son beau-frère (et voisin) de Gondar, l'ex-gouverneur du Begembar Neggar Tegegne (1), Mengesha, dit-on, « *organise la résistance* » au nouveau régime militaire en cherchant à se procurer des armes et des armes. Pourtant, « *ils ne doivent pas être négligés par le refus d'aider les Érythréens, en coupant la route Makalé - Asmara, par exemple. Chacun son tour, n'est-ce pas ?* »

Installé à l'étranger, rejoint par son beau-frère (et voisin) de Gondar, l'ex-gouverneur du Begembar Neggar Tegegne (1), Mengesha, dit-on, « *organise la résistance* » au nouveau régime militaire en cherchant à se procurer des armes et des armes. Pourtant, « *ils ne doivent pas être négligés par le refus d'aider les Érythréens, en coupant la route Makalé - Asmara, par exemple. Chacun son tour, n'est-ce pas ?* »

la campagne. *) Une « *montée des désordres* » dans cette province que le « *Deurg* » n'a pas encore réussi à « *reprimer* » en main. Plusieurs districts (Adona, Axum et Cherd) refusent de reconnaître le pouvoir et de payer l'impôt. Le banditisme se développe à la faveur de cette « *sous-administration* ». Autant de mécontentements que Mengesha Seyoum peut espérer catalyser et structurer en une véritable « *dissidence* ».

En revanche, il lui faudrait compter, le cas échéant, avec une « *opposition interne* » qui ne serait pas sans poids. A Makalé, toute la population n'est pas acquise à la cause de l'ex-gouverneur. Les étudiants, les enseignants et d'une façon générale tous les intellectuels continuent une « *gauche* » hostile à toute « *restauration* » du féodalisme, même éclairé. « *Mengesha ne pourrait compter que sur les paysans ignorants, nous dit-on. Les étudiants reprochent au contraire aux représentants du « *Deurg* » de ne pas être plus énergiques dans la répression.* »

M. Haïlé Selassié Belal, n. ex-gouverneur nommé par le « *Deurg* » à la place de Mengesha Seyoum, nous le confirme en hochant la tête. « *Si l'école des étudiants ne devait faire, arriver immédiatement des dizaines de personnes. Il n'en est pas question. Nous n'arriverons que ceux dont les quels on pourrions apporter des preuves précises de corruption.* » M. Belal est un petit homme à moustaches qui loge encore à Thibet et paraît aborder les « *affaires du Tigré* » avec autant de précautions que s'il s'agissait de dynamite. Mélanolique, ce monsieur chargé d'« *installer le socialisme* » sur ces terres lointaines et qui fait craquer ses articulations en parlant : « *Ah ! Je suis sûr que vous vous attendiez à me trouver entouré de soldats, protégé par des mitrailleurs. Regardez, moi, je circule sans escorte. Promettez-moi dans Makalé, nous verrons que ce n'est pas la guerre civile.* »

C'est vrai. Mais l'insistance avec laquelle M. Haïlé Selassié Belal répète que « *l'ordre règne dans le Tigré* » — avant même qu'on lui pose la question — constitue tout de même une information.

Prochain article : IMPASSE EN ÉRYTHRÉE

AMÉRIQUES

Etats-Unis

M. Wilson se félicite de l'identité des vues britanniques et américaines

De notre correspondant

Washington. — « *Aucun désaccord, aucun malentendu sur tous les problèmes discutés entre nous.* » C'est ainsi que M. Wilson a résumé ses entretiens avec le président Ford et M. Kissinger. Dans la mesure, en effet, où les sujets litigieux n'ont pas été abordés, il peut considérer comme un succès ses premiers contacts avec le président Ford, qui, dit-on de source britannique, aurait très favorablement surpris son interlocuteur par sa connaissance des doctrines de part et d'autre en tout cas, on se déclare très satisfait. A tel point que, à la différence des entretiens récents du président Ford avec le chancelier Schmidt et le président Giscard d'Estaing, aucun communiqué n'est venu conclure cette rencontre.

A ceux qui s'en étonnaient, il fut répondu qu'un communiqué n'était pas nécessaire à l'issue de conversations très détendues entre des interlocuteurs qui sont en accord complet. Mais apparemment, à l'égard des problèmes de l'Europe ni ceux du golfe Persique n'ont été discutés. La politique énergétique, l'évolution de la situation diplomatique au

Proche-Orient, l'affaire de Chypre, les perspectives de la détente, ont été au centre des échanges de vues.

Sur tous ces chapitres, M. Wilson a été particulièrement discret. Il s'est contenté de répondre aux journalistes que si la négociation égypto-israélienne n'est pas favorable, elle était encore loin d'avoir satisfait les demandes britanniques. Le plus élevé, comme l'avait déjà indiqué M. Kissinger au cours de sa dernière conférence de presse.

Au sujet de l'Europe M. Wilson a été particulièrement discret. Son discours au Press Club brillait par l'absence de toute référence aux relations de la Grande-Bretagne avec la Communauté. Il s'est contenté de répondre aux journalistes que si la négociation égypto-israélienne n'est pas favorable, elle était encore loin d'avoir satisfait les demandes britanniques. Le plus élevé, comme l'avait déjà indiqué M. Kissinger au cours de sa dernière conférence de presse.

Autre problème délicat, le pétrole de la mer du Nord. Les compagnies américaines sont plus préoccupées par l'intention du gouvernement britannique de contrôler 51 % des sociétés qui par l'imposition d'une taxe spécifique, sont données l'importance des investissements prévus, qui s'comptent en milliards de dollars les compagnies voudraient obtenir quelque assurance sur leur liberté d'action. Elles en discuteront dans quelques jours avec M. Harold Lever, principal conseiller financier du premier ministre.

Dans son discours au Press Club comme au cours de ses entretiens avec les leaders du Congrès, M. Wilson avait dressé un tableau optimiste de la Grande-Bretagne, cette « *détente* » et le « *charbon* », « *prête* » à apporter une contribution majeure à la solution des problèmes énergétiques mondiaux. Les perspectives pétrolières sont très favorables, a-t-il dit en substance. « *Dans cinq ou six ans nous atteindrons l'indépendance énergétique grâce à nos propres ressources en pétrole sous-marin et en charbon.* » Selon M. Wilson, en 1980 la production de pétrole de la mer du Nord correspondra à tout de la consommation pétrolière britannique prévue.

HENRI PIERRE.

Mexique

L'ÉCRIVAIN CARLOS FUENTES EST NOMMÉ AMBASSADEUR EN FRANCE

Mexico (A.F.P.). — M. Carlos Fuentes, l'un des écrivains et auteurs les plus réputés du Mexique, a été désigné comme ambassadeur en France. Il a annoncé le ministère des affaires étrangères, le vendredi 31 janvier.

Agé de quarante-trois ans, M. Carlos Fuentes débuta en 1950 dans la carrière diplomatique qu'il quitta en 1962 pour consacrer exclusivement à la littérature et aux activités littéraires. Ses ouvrages — notamment le roman le plus transparent et le plus célèbre, « *La noche boca sur* » — ont été traduits dans vingt langues, et ses pièces de théâtre ont été représentées dans les théâtres de Paris, Bruxelles et au Festival d'Avignon. Le nouvel ambassadeur en France a déjà écrit pour le théâtre et pour le cinéma. M. Fuentes, qui a succédé à M. Silvio Zavala, un historien de grand renom, avait vivement critiqué le gouvernement mexicain lors de la visite de M. Giscard d'Estaing en 1968. Il s'est rallié, ainsi que d'autres intellectuels éminents comme M. Oswaldo Pardo, à l'administration du président Luis Echeverría.

Prochain article : IMPASSE EN ÉRYTHRÉE

SELON DES TÉMOINS

L'armée se livre à de sanglantes représailles à Asmara

Asmara, capitale de l'Érythrée, est depuis vendredi 31 janvier le théâtre de violents affrontements entre rebelles du Front de libération de l'Érythrée et soldats éthiopiens. Le couvre-feu a été décrété vendredi soir, et samedi matin l'artillerie éthiopienne est entrée en action à l'ouest d'Asmara.

Selon des témoins, des patrouilles de l'armée éthiopienne ratisaient la ville, tirant sur tout ce qui bouge.

Angola

LISBONNE A TRANSFÉRÉ SES POUVOIRS A UN GOUVERNEMENT DE TRANSITION

Luanda (Reuter, U.P.I.). — Le Portugal a officiellement transféré ses pouvoirs en Angola, vendredi 31 janvier, à un gouvernement de transition chargé d'administrer le pays jusqu'à son indépendance totale, prévue pour le 11 novembre prochain.

Les quatre membres du conseil présidentiel ont prêté serment vendredi. Il s'agit du général Antonio Silva Cardoso, haut commissaire portugais en Angola, et de MM. Johnny Eduardo (F.N.L.A.), Lopo De Nescimento (M.P.L.A.) et José N'Dele (UNITA). Le gouvernement comprend deux ministères, soit trois pour chaque mouvement de libération et trois Portugais.

penétrant à l'intérieur des maisons et y commettant des assassinats. Les forces de l'ordre sont restées enfermées dans les casernes depuis plusieurs semaines. Elles sont maintenant en opérations, soit en ville, soit à la périphérie d'Asmara.

La situation est très confuse : il est encore impossible de préciser la nature et l'importance des affrontements. Les forces de l'ordre auraient lancé une opération de représailles. Selon certaines informations parvenues vendredi soir à Addis-Abeba, des maquisards érythréens armés de bazookas, de mortiers et de lance-grenades avaient pris position autour des casernes d'Asmara, contre les bâtiments desquels ils avaient ouvert le feu.

Ces événements, les plus graves, semble-t-il, qu'ait connus l'Érythrée depuis le début de la rébellion, se produisent au moment même où le ministre éthiopien de l'information, qui se trouve à Damas, à la tête d'une mission de bonne volonté, vient de déclarer : « *Le gouvernement éthiopien n'est pas disposé à accorder l'indépendance à l'Érythrée.* »

demandé à toutes les associations, Comités et Syndicats omis de l'Espagne, à tous les échelons, d'envoyer des délégations de protestation à l'Ambassade d'Espagne, 13, avenue George-V, à Paris, le 5 FÉVRIER, de 9 heures à 13 heures et de 17 h 30 à 19 h 30. — et organise un GRAND MEETING le vendredi 7 février 1975 à 18 h. 30 à la Bourse du Travail à Paris 3, rue du Château-d'Eau, Paris.

Informer les C.J.S.E. de vos actions et délégations et soutenir une campagne en adressant vos fonds à Angela GRIMAU, C.C.P. La Source 328-63-73.

CISE - 198, rue Saint-Jacques, Paris - Tél. : 325-55-80

ASIE

Indochine

L'épreuve de force paraît engagée entre le gouvernement de Saigon et les bouddhistes ho-hao

L'épreuve de force paraît engagée entre le gouvernement de Saigon et la secte bouddhiste anticommuniste ho-hao, dont le pouvoir veut dissoudre les milices privées. Le Monde du 1^{er} février. Les dirigeants de la secte affirment avoir deux millions de fidèles et cent mille miliciens. Deux cents d'entre eux ont été arrêtés vendredi 31 janvier dans le Delta, affirme le gouvernement. Des incidents sanglants ont éclaté ; il y aurait déjà trois tués et une dizaine de blessés ; l'armée a reçu l'ordre de barrer les routes, de disperser les rassemblements et éventuellement de désarmer les miliciens. Dans une lettre à M. Thieu, le prési-

dent Luong Trong Tuong, qui dirige la secte depuis onze ans demandant la libération de deux districts ho-hao créés le 29 janvier et ajoute : « *Si le gouvernement manque de drogue dans la recherche d'une solution pacifique, des événements importants se produiront, susceptibles de nuire au pays. La responsabilité en incombera entièrement au gouvernement.* »

D'autre part, des combats ont lieu près de Tan-Chau, port fluvial situé à l'ouest de Saigon, là où se forment les convois remontant le Mékong jusqu'à Phnom-Penh. L'aviation saigonaise intervient en force mais un porte-parole a démenti qu'elle bombarde le Cambodge.

De l'autre côté de la frontière, la bataille continue pour le contrôle de la route ; vendredi, deux cargos ont réussi à passer avec près de 3 000 tonnes de riz, mais deux pétroliers sont bloqués par les révolutionnaires attaquant les positions républicaines face au palais royal de la capitale. Les Khmers rouges tiennent, d'autre part, la guerre autour de Kompong-Chhnang, 90 kilomètres au nord de Phnom-Penh.

● A WASHINGTON, vingt et un membres démocrates de la Chambre des représentants ont, vendredi, voté une action en justice pour faire interdire les vols américains de reconnaissance et de transport d'aide au régime de Phnom-Penh. Se fondant sur des informations ayant pour sources le Penangon et l'ambassade des États-Unis à Phnom-Penh, ces parlementaires ont ainsi demandé à un juge de Boston de déclarer illégaux les vols de conseillers militaires américains au Cambodge. (A.F.P., Reuter.)

PROCHE-ORIENT

Avant de se rendre au Caire

M. Gromyko séjourne à Damas

M. Andreï Gromyko, ministre des affaires étrangères soviétique, arrive ce samedi 1^{er} février à Damas, pour une visite de quarante-huit heures. Il se rendra ensuite en Égypte, où il précèdera de quelques jours le secrétaire d'État américain M. Kissinger, qui doit entreprendre, à partir du 10 février prochain, une nouvelle tournée au Proche-Orient.

Le séjour de M. Gromyko a été préparé par la visite, mercredi dernier, en U.R.S.S. du chef d'état-major syrien, le général El-Khatib El Chehab, qui s'est entretenu avec son homologue soviétique, le général Koulikov. Les importantes livraisons d'armes soviétiques à la Syrie vont se poursuivre et se compléter d'une aide civile.

Au Caire, où il est attendu lundi, M. Gromyko signifiera, selon l'hebdomadaire égyptien Akhbar El Yom, d'importants accords économiques, et discutera de nouvelles de la question de la visite au Caire de M. Brejnev, qui a été ajournée. La question des livraisons d'armes soviétiques à l'Égypte figure aussi à l'ordre du jour. L'agence Tass a annoncé vendredi qu'un accord avait été conclu entre l'U.R.S.S. et l'Égypte, aux termes duquel les Soviétiques procéderaient au déminage d'un vaste espace maritime aux approches de Port-Saïd.

De son côté, le quotidien caennais Akhbar a publié vendredi une déclaration de M. Ismail Fahmy, dans laquelle le ministre égyptien des affaires étrangères affirme que « *l'Égypte est convaincue de la nécessité de voir la France, représentant l'Europe, participer officiellement à la conférence de Genève* ». Rappelons que M. Sadate avait envisagé cette éventualité lors de sa conférence de presse à Paris, le 29 janvier, mais a pas au début de ses travaux de Genève.

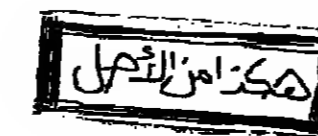
● A TEL-AVIV, le ministre de la défense, M. Shimon Peres, a déclaré vendredi que l'Égypte

avait récemment violé l'esprit de l'accord de dégelage en prodant à des concentrations de forces sur le Golan, ce qui est contraire à l'esprit de l'accord de dégelage. M. Sadate a déclaré jeudi, au cours d'une conférence, que « *l'Égypte n'est acquiescente à aucune position qui permettrait de signer avec Israël un accord de non-agression sans l'assentiment des trois États arabes* ». Il a ajouté que, pour un tel accord, Israël devrait abandonner les cols de Giddi et les gisements pétroliers d'Abou-Rodéas, et devrait être assuré de recevoir des quantités de pétrole équivalent à la production de ces puits.

Un communiqué militaire libanais publié vendredi a annoncé d'autre part, que dix Libanais soupçonnés de coopération avec les forces israéliennes avaient été libérés après interrogatoire, rapatriés au Liban.

● A BEYROUTH, le colon Moustapha El Boudry, chef d'état-major de l'Armée de libération de la Palestine (A.L.P.), qui, à la fin de sa tournée en Syrie, a accompli sept mille hommes, est également stationné en Syrie. Il a accusé, dans deux interviews publiées vendredi par les journaux Al Hayat et The Daily Star, le président de l'O.L.P., M. Y. Arafat, d'entraver l'activité de l'Armée de libération de la Palestine (A.L.P.) en U.R.S.S. (A.F.P., Reuter, A.P., U.P.I.)

● M. Jacques Chirac a été installé à partir de vendredi à l'hôtel Al Ahrar. Du côté caennais, on confirme de source libanaise que le président Sadat a été invité, au cours de sa visite officielle, l'une à l'invitation qui a été acceptée, aucune date n'est encore fixée pour l'un ou l'autre des voyages.



150

LIQUES

DIPLOMATIE

tous-Unis

félicité de l'identité
anniques et américaines

LA REPRISE DES NEGOCIATIONS SUR LES ARMEMENTS STRATEGIQUES

Soviétiques et Américains vont s'efforcer de « transformer l'essai » de Vladivostok

Alors que les négociations de Vienne sur la réduction des forces en Europe centrale se sont rouvertes le 30 janvier dans un climat de scepticisme, les conversations soviéto-américaines sur la limitation des armements stratégiques (SALT) ont repris vendredi à Genève à un niveau des suspenses beaucoup plus favorables. M. Semenov, chef de

la délégation soviétique, qui s'est entretenu avant son arrivée à Genève avec M. Brejnev, a indiqué qu'il abordait ces nouveaux entretiens de « manière constructive et concrète » et qu'il croyait savoir que la délégation américaine adopterait la même attitude.

La raison de cet optimisme est évidente : depuis la suspension des négociations, le 2 novembre dernier, MM. Ford et Brejnev ont abouti le 24 novembre, à Vladivostok, à la « période » recherchée depuis deux ans. Sans doute les différends surgis depuis lors à propos de la loi américaine sur le commerce ont-ils jeté une ombre sur les relations des deux Grands, mais rien d'insoluble pour le moment, quelle doit avoir des retombées sur les négociations SALT, les plus secrètes mais aussi les plus « stables » que Washington et Moscou conduisent depuis plus de cinq ans à travers les hauts et les bas de la détente.

En principe, les négociations de Genève n'ont donc plus qu'à « transformer l'essai » de Vladivostok, autrement dit à consigner en un traité en bonne et due forme, avant le prochain « sommet » soviéto-américain de fin de juin, l'accord établi dans ses grandes lignes il y a deux mois par MM. Ford et Brejnev.

Cet accord prévoit, rappelons-le, que pour une période s'étendant jusqu'à 1985 les deux parties disposeront chacune de deux mille quatre cents vecteurs d'armements nucléaires stratégiques : missiles balistiques terrestres, sous-marins, bombardiers à long rayon d'action. En outre, un nombre maximum de mille trois cent vingt missiles terrestres et sous-marins (les bombardiers sont exclus de ce « sous-plafond ») pourront être équipés d'ogives multiples indépendamment guidées, ou MIRV. Les Américains disposent déjà — en décembre — de huit cent vingt-deux missiles « mirvés », tandis que les Soviétiques ne commencent à en installer que deux cent cinquante.

En second lieu, on s'était inquiété à Washington d'une formulation un peu imprécise de l'accord de Vladivostok, selon laquelle les négociations pour la conclusion d'un nouvel accord pour la période postérieure à 1985 (SALT II), ne commencent pas avant 1981. Kissinger a remis les choses au point à ce sujet, indiquant que, dans son esprit, les conversations pourront reprendre dès cette année, après la signature de l'accord de Vladivostok, parvenu à une réduction des plafonds.

Le premier « sommet » franco-allemand de 1975

(Suite de la première page.) Les milieux officiels allemands et le chancelier sont beaucoup plus pessimistes qu'on ne paraît le croire à Paris. Ils ne constatent aucune amélioration dans une conjonction — des situations française et britannique, et ils n'ont pas une grande confiance dans la capacité de l'administration Ford à rétablir l'équilibre américain. Les responsables de la politique économique allemande viennent de revoir, en baisse, les hypothèses qu'ils avaient formulées quelques mois plus tôt, sur 1975. Le P.N.B. ne devrait plus augmenter de 3 %, mais seulement de 2 %, alors que le taux moyen de chômage sera de 3,5 % (800 000 chômeurs). Le gouvernement s'attend à 1,5 million de sans-travail pour le début de l'été. L'efficacité de la « petite relance » décidée au mois de décembre est de plus en plus mise en doute. M.M. Schmidt et Giscard d'Estaing se demandent une nouvelle fois comment rompre l'activité économique par la lutte contre le chômage sans encourager l'inflation.

LE REMPLACEMENT DES F-104

« Washington n'est pas en mesure d'ordonner aux compagnies américaines de se retirer de la compétition »

déclare l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris

Hôte d'honneur du déjeuner de l'Association de la presse anglo-américaine, le vendredi 31 janvier, l'ambassadeur des Etats-Unis à Paris, M. Kenneth Rush, a prononcé une importante allocution faisant le point des relations franco-américaines, qu'il a qualifiées d'« assez satisfaisantes ».

Il a déclaré notamment : « A Paris tout comme à Washington se manifeste à nouveau la détermination de mener les affaires diplomatiques avec calme, cordialité, réalisme, et aussi peu d'artificialité que le permet la nature humaine ».

Portugal

L'U.R.S.S. POURRAIT OBTENIR DES FACILITES PORTUAIRES POUR SA FLOTTE DE PECHERIE DE L'ATLANTIQUE

Lisbonne (A.P.). — L'Union soviétique a demandé au gouvernement portugais des facilités pour la pêche de sa flotte de pêche de l'Atlantique a-t-on appris de source officielle à Lisbonne le vendredi 31 janvier.

Allemagne fédérale

M. Schmidt demande à Berlin-Est de cesser ses agissements « contraires à la détente »

Bonn. — Les deux jours de débats au Bundestag sur la « politique allemande », c'est-à-dire sur les relations entre la République fédérale et la République démocratique allemande, n'ont apporté aucun rapprochement entre les positions du gouvernement, soutenues par les partis sociaux-démocrate et libéral, et celles de l'opposition chrétienne-démocrate. Le chancelier Schmidt et M. Carstens, président du groupe parlementaire de la C.D.U.-C.S.U., avaient tous deux exprimé le souhait d'une politique commune à tous les partis représentés au Bundestag dans les relations avec l'Est, soit en s'accusant réciproquement de la rendre impossible par intransigence. Dans sa déclaration, M. Schmidt a eu des mots très réservés sur le comportement de Berlin-Est, accusé d'avoir à plusieurs reprises violé les traités et accords. La République fédérale est prête à développer la coopération avec la R.D.A. a-t-il dit en substance, mais Berlin-Est doit mettre fin à ses agissements « contraires à la détente ».

Espagne

LES ULTRAS RECLAMERAIENT LA DEMISSION DE M. ARIAS NAVARRO

Madrid (A.P.). — L'extrême-droite espagnole a entrepris une nouvelle campagne de presse tendant à miner la position de M. Carlos Arias Navarro, auquel elle ne pardonne pas son timide programme de libéralisation. Les adversaires les plus acharnés du premier ministre envisagent de le contraindre à démissionner pour laisser la place au président des Cortes, M. Arias Navarro, qui a été élu le 15 décembre 1974. Ils mènent campagne auprès du général Franco. Cette tendance d'extrême droite, qui comprend nombre d'adhérents de la Phalanx, redoute que le programme du premier ministre, qui autorise la constitution, dans des limites étroites d'« associations politiques », de se transformer en une clarification de la situation vers la mi-février, lors du retour de M. Manuel Fraga Iribarne, actuellement ambassadeur à Londres, qui veut tenter de former une « association politique » de centre droit (le Monde du 31 janvier).

VENTES

ANCE

Le Monde du 31 janvier 1975

LE-ORIENT

se rendre au Liban

sejourne à Damas

Le Monde du 31 janvier 1975

LA DEUXIEME CONFERENCE INTERPARLEMENTAIRE SUR LA COOPERATION ET LA SECURITE SE TIENT A BELGRADE

Belgrade. — La deuxième conférence interparlementaire sur la coopération et la sécurité européennes a commencé ses travaux vendredi 31 janvier, à Belgrade. Il s'agit de la première de vingt-neuf pays (y compris celles des Etats-Unis et du Canada), ainsi que des observateurs français, allemands, israéliens, etc. La délégation française est composée des sénateurs André Fosset (Union centriste), Léon Jean Godroy (R.S.), et de Jean Godroy (R.S.).

POUR LEONID PLOUCHTCH : APPEL AUX JURISTES ET AUX PSYCHIATRES

« Il est devenu urgent de sauver Plouchtch et les siens. C'est un devoir qui s'impose non seulement à ses collègues, mais à tout homme digne de ce nom... Il faudrait obtenir qu'il soit examiné par des experts psychiatres internationaux, et que des juristes et des collègues puissent se rendre compte, sur place, des conditions de sa détention... »

APPEL

De la part de : M. PLOUCHTCH, délégué de l'U.R.S.S. à l'Institut de physique de l'Académie des Sciences d'U.R.S.S., démissionnaire, Prospect Mira 13, apt 28 (tel. : 231-38-15) ; M. F. GUILLET, professeur, membre correspondant de l'Académie des Sciences d'Arménie, demeurant Moscou, rue Protovostan 102, apt 7, tel. : 129-51-90.

LE MONDE

Le Monde du 31 janvier 1975

Les hommes changent, les problèmes restent

Le départ de MM. Jacques Soufflat et Pierre Lelong est au centre des premiers commentaires — publiés dans nos dernières éditions du 1^{er} février — qu'a suscités le remaniement ministériel. M. Jacques Chirac a tenu à préciser, vendredi matin à l'Élysée Matignon, que ces deux ministres « avaient exprimé eux-mêmes le désir de quitter le gouvernement et que leur action ne pouvait en aucun cas être considérée comme un échec ».

Les organisations de gauche et d'extrême gauche, en revanche, accordent à ces changements une signification politique. L'arrivée de deux nouveaux responsables au ministère de la défense — un ultra-conservateur et un général spécialiste de la répression —, selon la P.S.U. — illustre pour M. Charles Hémery, membre du comité directeur du P.S., « l'ingérence du gouvernement en ce qui concerne le malaise de l'armée ». M. Hémery pense, en particulier, que la présence du général Bigeard « servira à cautionner les indispensables mesures à prendre pour le contingent », mais qu'en-dehors de ces mesures immédiates il importe que le gouvernement définisse « une véritable politique de l'indépendance nationale ».

La Ligue communiste révolutionnaire, qu'anime M. Alain Krivine, estime que « le gouvernement a peur de la révolte des casernes et semble vouloir y répondre par la matraque ». L'ingérence que semble partager M. Pierre Mendelsohn, sénateur non inscrit de la Charente : « Là où on espérait un Lazare Carnot, on nous offre Murel ».

Cependant, « derrière l'intransigeance », souligne l'organisation communiste Révolution, « on voit apparaître la profonde faiblesse du régime, sa grande crainte devant les luttes populaires. Le pouvoir espère ravalier la façade en chassant les hommes ».

Lutte ouvrière, mouvement trotskiste, dont Mlle Arlette Leguiller est l'un des dirigeants, en conclut que le remaniement est à la fois « une farce imaginée par Chirac et Giscard d'Estaing pour faire croire aux travailleurs et aux jeunes appelés que le changement d'un ministre ou d'un secrétaire d'État signifie un changement de leur sort et une victoire — victoire toute morale sans doute, mais victoire tout de même — des postiers et des appelés du contingent. » précieuses indices pour les travailleurs et pour les jeunes que seule la lutte paie ».

Le système

(Suite de la première page.)

Une aussi longue histoire — en une génération — a imprégné le corps des officiers et des sous-officiers. Cette série de guerres a modifié, du moins pour les plus anciens d'entre nous, la conception qu'ils se faisaient, au départ, du principe traditionnel de la subordination du pouvoir militaire au pouvoir civil. Trop longtemps éloignés de France, de nombreux cadres se sont jugés sacrifiés à un peuple qui leur semblait s'embourgeoiser, et ils en ont conçu un complexe de supériorité.

Comme il est fréquent en de telles circonstances, il est apparu

une certaine sécheresse de la société militaire, la résistance à des bouleversements pourtant inévitables, au nom d'habitudes de vie et de modes de penser figés auxquels la majorité des cadres, les moins jeunes, sont restés attachés.

Les mentalités n'ont pas évolué aussi vite que les matériels, les événements politiques ou la technique. Le conservatisme de nombreux officiers et sous-officiers s'est nourri de la disparition progressive de divers avantages de la carrière militaire. Les rémunérations des cadres d'active ont perdu du terrain par rapport aux traitements de la fonction publique. Les gouvernements successifs ont cru pouvoir le rattraper en accordant des indemnités spéciales.

Les militaires professionnels ont appris à se méfier d'une telle politique. Leur retraite est calculée sur une solde qui ne comprend pas ces suppléments. Leur rémunération de base est si peu attrayante, les servitudes du métier sont demeurées si nombreuses, qu'il n'est pas étonnant d'enregistrer une désaffection croissante pour le métier des armes et — ce qui est plus grave à terme — un amoindrissement du recrutement en quantité et en qualité.

Cette situation n'est pas particulière à la France. Dans la plupart des pays de l'alliance atlantique, les armées offrent des conditions financières, qui, en règle générale, ne sont pas meilleures que celles du secteur public. Or, un paradoxe veut que ces mêmes armées cherchent à attirer une main-d'œuvre qualifiée que leur dispute — avec succès — le secteur privé. La solde de base joue donc presque obligatoirement au détriment des armées, sauf en période de marasme économique ou de chômage.

Dans le cas de la France, le fait que le gouvernement ait choisi de consacrer 25 % des dépenses militaires à l'achat des armements et 17 % à la recherche et à la mise au point des matériels pourrait expliquer la modicité des soldes. Le traitement des cadres français est au huitième rang

M. Giscard d'Estaing : une adaptation aux circonstances

M. Valéry Giscard d'Estaing a commenté, vendredi 31 janvier, en fin d'après-midi, au cours de la réception offerte par M. Jean-Pierre Fourcade aux fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances, le remaniement ministériel.

« Ce n'est pas un remaniement classique, a dit le chef de l'État, mais une adaptation du gouvernement à un certain nombre de tâches et de circonstances. »

M. Giscard d'Estaing a précisé qu'il avait « mérité personnellement ce remaniement avec la coopération active du premier ministre ».

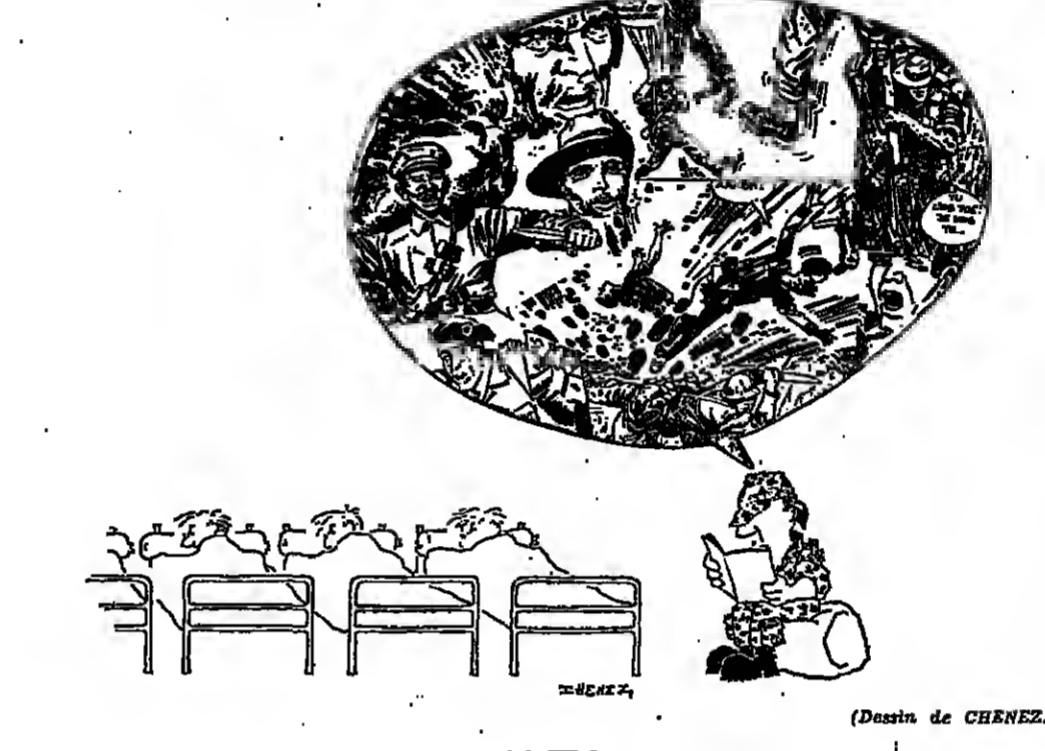
Le président de la République a ensuite donné des explications sur les divers changements de personnes. Pour le ministère de la défense, « il s'agissait, a-t-il déclaré, de tenir compte d'une situation de fait : M. Soufflat n'avait demandé qu'il soit mis fin à ses fonctions ». Sur la nomination du général Bigeard, le chef de l'État a dit : « Il faut adapter la condition militaire et j'ai pensé que quel qu'un issu du rang, ayant fait toute sa carrière dans l'armée, pourrait apporter une expérience

humaine, propre à résoudre ce problème ».

A propos du départ de M. Lelong, M. Giscard d'Estaing a précisé : « Je ne suis pas de ceux qui rendent un ministre responsable de conditions difficiles. Or M. Lelong a eu des fonctions importantes à un moment difficile, notamment en raison de la grève de l'autisme. »

Le chef de l'État a justifié la nomination d'un secrétaire d'État à l'agriculture par « l'importance des négociations agricoles internationales ». « J'ai pensé, a-t-il dit, qu'il était bon que le ministre de l'agriculture ait un adjoint. Le meilleur choix était certainement celui de M. Deniau qui, ancien membre de la Commission de Bruxelles, connaît parfaitement les dossiers. »

Enfin, selon le président de la République, le promoteur de M. Ségard doit permettre à celui-ci d'avoir plus de poids vis-à-vis de l'extérieur. M. Giscard d'Estaing a indiqué que le ministre du commerce extérieur allait poursuivre ses voyages à l'étranger : « J'ai donné pour consigne à M. Ségard, a-t-il conclu, de le voir le moins souvent possible. »



(Dessin de CHENEVIX-TESSON.)

Le général Bigeard : la France aime son armée

Le général de corps d'armée Marcel Bigeard, participant, vendredi 31 janvier, à l'émission de R.T.L. « Face au défi », a déclaré que tous ceux qui l'ont connu « savent que Bigeard a été et restera un soldat. Ça ne peut pas être autrement. Ce milieu politique est un milieu tout à fait étranger à moi ». Le président aime son armée, j'en suis persuadé. Les jeunes Français sont disponibles et je suis persuadé que cela

pratiques pendant près de quarante ans. Je pense que je peux très bien faire mon travail tout en restant Bigeard », a-t-il ajouté. A propos du malaise dans l'armée, le général Bigeard estime que « c'est trop tôt pour en parler. Le monde tourne à une vitesse effrayante et on ne peut pas bien voir ce qui se passe. Et la France aime son armée, j'en suis persuadé. Les jeunes Français sont disponibles et je suis persuadé que cela

va s'arranger », a-t-il précisé, affirmant qu'« à 95 % la France n'est pas contre l'armée. Les 5 % qui restent nous émeuvent un peu, on va s'expliquer avec eux, on arrivera à faire le point ». Le nouveau secrétaire d'État a déclaré qu'il serait « très libéral » sur « le point mieux voir les gens et s'expliquer avec eux ».

Le général Bigeard a ensuite évoqué la constitution du comité permanent du service militaire dont il était jusqu'à présent le vice-président. Précisant qu'il n'avait pas participé à la désignation des personnes qui y figurent, il a regretté que des « camarades de l'opposition » n'y figurent pas.

Un journaliste lui ayant demandé si, restant le « militaire », il ne craignait pas la réaction de la classe politique, le nouveau secrétaire d'État a répondu : « La politique, c'est une jungle. Dans une jungle, il faut faire attention et je m'arrêterai d'un coup-gorge pour dégager un peu de chemin ».

M. Michel Debré, intervenant à son tour, a affirmé que « dans une très large mesure, l'état moral de l'armée ne dépend pas du seul titulaire du portefeuille de la Rue Saint-Dominique ».

M. Debré a notamment poursuivi : « Il y a maintenant, et ce n'est pas un secret que je dévoile, des petites écoles de formation pour des jeunes avant l'entrée au service de telle façon que, dès l'entrée à l'intérieur de l'armée, quand ils revêtiront l'uniforme, des éléments de subversion ».

M. Debré a encore indiqué qu'étant donné la personnalité du général Bigeard, il pensait que les réactions à sa nomination au niveau des officiers, étaient l'assentiment et la satisfaction ».

Le général Bigeard a été lui-même, sous la 11^e République, le secrétaire d'État à la défense en 1954. Le général Guillaumat occupait le ministère de la guerre dans un éphémère cabinet Briand du 23 juin au 10 juillet, et le général Nollet dans le cabinet Herriot du 14 juin 1924 au 17 avril 1925.

Si l'on fait abstraction de la période exceptionnelles de Vichy et de la guerre — le général de Gaulle a cumulé lui-même la défense nationale et la présidence du conseil du 21 novembre 1944 au 21 janvier 1946. — il y a donc quarante ans qu'un général n'avait pas été au gouvernement.

Si le général Koenig et le général Billotte ont été ministres de la défense nationale en 1954 et en 1955, ils étaient l'un et l'autre députés.

● M. MICHEL JOBERT : « Ce n'est pas un événement mondial. C'est une affaire que l'on commentera en Grande et en Ile-de-France. Quant au général Bigeard, comme c'est un homme qui ne s'embarrasse pas de détails, peut-être arrivera-t-il à l'essentiel quant à la nécessité d'une réforme de la condition militaire en France et aussi à empêcher toute déviation de la politique de défense nationale telle que le général de Gaulle et G. Pompidou l'ont développée et qui est fondamentale pour l'indépendance de la France. » De M. Jacques Chirac, M. Jobert a dit : « C'est un homme qui a de l'affection pour moi. Il dit. Disons que cette affection ne se manifeste pas de façon trop évidente. »

● M. PAUL LAURENT (P.C.) : « Le remaniement a surtout pour but de faire passer sur le dos de deux ministres l'incertitude qui règne de la responsabilité globale du gouvernement. Il est inquiétant de voir arriver au gouvernement des personnalités connues pour leurs tendances autoritaires. En ce qui concerne la nomination du général Bigeard, il s'agit visiblement d'une tentative de militarisation du pouvoir. »

● M. FRANÇOIS LONCLE (radicaux de gauche) : « L'accession de M. Achille-Fouad au secrétariat aux postes et télécommunications revêt un caractère purement électoral. La soumission de l'ancien député de la Grande à nos inquiétudes quant à l'avenir du service public des P.T.T. »

● A la défense nationale (...) nous attendons Massu. Ce fut Bigeard, digne bras droit de l'ex-ministre de la guerre, M. Yvon Bourges. Tout cela manque de sérieux. »

● M. CAMILLE LAURENS (C.N.L.) : « Le « tandem » nommé à la défense a la tâche délicate de redonner à l'armée un « moral » dont beaucoup pensent qu'il est atteint et de l'adapter aux missions nouvelles de cette fin de siècle. »

● M. MAX LEJEUNE (M.D.S.F.) : « La nomination du général Bigeard, aux titres militaires et à la popularité incontestée, vise à remédier avec beaucoup de réalisme au malaise de l'armée. »

(Publié.)

Le Docteur ROUBIER de Lyon nous fait connaître qu'il n'est pas cassé par le manifeste « Intellectuels, Unesco et Propagande Staline » publié en page 5 dans le Monde du 19-20 janvier 1975.

DANS LES JOURNAUX PARISIENS

L'HUMANITE : pour quel changement ?

« Reste à savoir si le remplacement du ministre par M. Bourges, un autre U.D.R., même assisté du général Bigeard, suffira à transformer réellement le climat dans l'armée. Le général Bigeard estime qu'il y a des choses à changer dans les casernes. Oui, mais lesquelles et dans quel sens ? »

« Les récentes manifestations de militaires ont témoigné de l'existence de jeunes recrues à être traitées comme des citoyens, et non comme des robots voués aux tâches ardues et à l'obéissance passive. »

« Le gouvernement est-il disposé à s'orienter vers un statut démocratique qui assure aux soldats et aux cadres la dignité et le respect ? »

« On peut avoir quelques doutes à ce sujet. » (RENE ANDRIEU.)

LE FIGARO : au-devant de l'événement.

« On attendait plus ou moins J.-J. S.-S. et c'est Bigeard qui arrive. L'insolite l'emporte sur le curieux et les pronostiqueurs sont en déroute. Les politiciens a priori de ces surprises, et le comble est été de voir, au même gouvernement, l'inattendu baroudeur avec l'impensable radical-réformateur débiter de questions militaires. Pour le spectacle, bien sûr, car sur le fond des choses ce premier remaniement du septennat ne doit pas être tenu pour négligeable. »

« Depuis quelques semaines, le chef de l'État et son premier ministre analysaient parallèlement les développements probables des prochains mois. Et leur prestation

se fiant sur deux difficultés d'annonçant comme certaines : dans l'agriculture et dans l'armée. Deux hommes nouveaux, placés auprès de ministres à part entière, les prendront en charge (...).

« Pour les agriculteurs comme pour l'armée, cette redistribution des responsabilités ministérielles semble donc obéir à la consigne du chef de l'État : aller au-devant de l'événement et ne pas se laisser surprendre. » (XAVIER MARCHETTI.)

L'AURORE : l'éponge est passée.

« Ce qui trappera, essentiellement, les observateurs, c'est le retour au pouvoir d'hommes politiques, qui, tels Bourges et Achille-Fouad, ont été les soutiens les plus actifs de Chaban et ont tenu des postes de responsabilité dans sa campagne présidentielle. »

« La reprise en main de l'U.D.R. par Jacques Chirac trouve ici une confirmation éclatante. Plus personne ne résiste. Tout le monde accourt. L'éponge est passée sur la grande crise de mai. Personne n'écoute plus la petite fille de Michel Jobert. »

« Mais Giscard dans cela ? »

« Le chef de l'État n'est certainement pas insensible au fait que ceux qui l'ont le plus violemment combattu viennent maintenant le passer, finissent par lui redonner — à quelques rayures près — ses lettres anciennes, alors qu'en mai dernier les Français avaient — en votant Giscard ou Mitterrand — manifesté leur goût pour d'autres couleurs. » (DOMINIQUE PAJON.)

LIBERATION : c'est le giscardisme.

« Bigeard, vous le savez tous, c'est l'Indo, c'est Alger, la « question », les massacres de la Casbah, l'assassinat de Maurice Audin ou de Larbi Ben M'hidi, « disparus » entre des milliers d'autres. Mais Bigeard, c'est aussi le héros d'une mythologie douloureuse, celle du para, du baroudeur, du type sorti-du-rang et qu'a pas

froid aux yeux, qui parle franc et droit. Un journaliste se demandait hier soir si, au prochain conseil des ministres, F. Giroud, la directrice de l'Express qui se faisait alors et qui nous en a parlé à Alger et le général Bigeard se serrera la main. La question ne devrait pas se poser. Bigeard et Giroud, c'est pareil. Ils vont découvrir qu'ils étaient des adversaires fraternels et ils s'uniront pour le changement. C'est ce que le « giscardisme », la République populaire, a annoncé pour le Nouvel An. »

L'IMPREVU : les apprentis sorciers.

« Dans ce gouvernement de bonnes manières, vous avez introduit un prébècle. Dans ce gouvernement censitaire, vous avez introduit un homme du bas. On se laisse piquer par les serpents des adversaires fraternels et ils s'uniront pour le changement. C'est ce que le « giscardisme », la République populaire, a annoncé pour le Nouvel An. »

Alger. — La radio algérienne a ignoré, dans toutes ses émissions en français et en arabe, le remaniement ministériel survenu en France. L'information anglaise à destination de l'Afrique s'est contentée d'annoncer la nomination de M. Yvon Bourges, le nouveau ministre de la défense s'étant longtemps occupé de la coopération franco-africaine. Enfin, El Moudjahid publie ce samedi 1^{er} février, en une belle information en-bas de page, la liste des nouveaux ministres.

De toute évidence, à quelques semaines de la visite officielle du président Giscard d'Estaing, et alors que les relations franco-algériennes sont au beau fixe, la presse a voulu éviter de commenter la nomination du général Bigeard, dont le nom est désagréablement lié à la guerre d'Algérie. Les Algériens qui ont écouté les interviews accordées par le

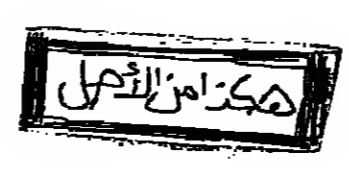
La presse algérienne s'abstient de tout commentaire

De notre correspondant

secrétaire d'État à la défense aux différentes radios françaises, ont noté que lui-même s'est gardé d'évoquer cette période de sa vie ou ne l'a fait qu'en passant. On pense-t-on ici, un bon point pour lui.

Il n'en demeure pas moins que si la presse algérienne avait voulu émettre des critiques sans s'exprimer directement, elle aurait pu citer les opinions décevantes exprimées par l'opposition en France. Elle aurait pu reproduire les vigoureux condamnations des cercles d'unités américaines dans le sud de la France et les facilités accordées aux forces de l'O.T.A.N. au moment même où M. Kissinger faisait planer des menaces sur les pays de la presqu'île arabique.

PAUL BALTA.



AU CONGRÈS DU PARTI SOCIALISTE A PAU

La motion de M. Mitterrand obtient 68 % des mandats et celle du CERES 25,4 %

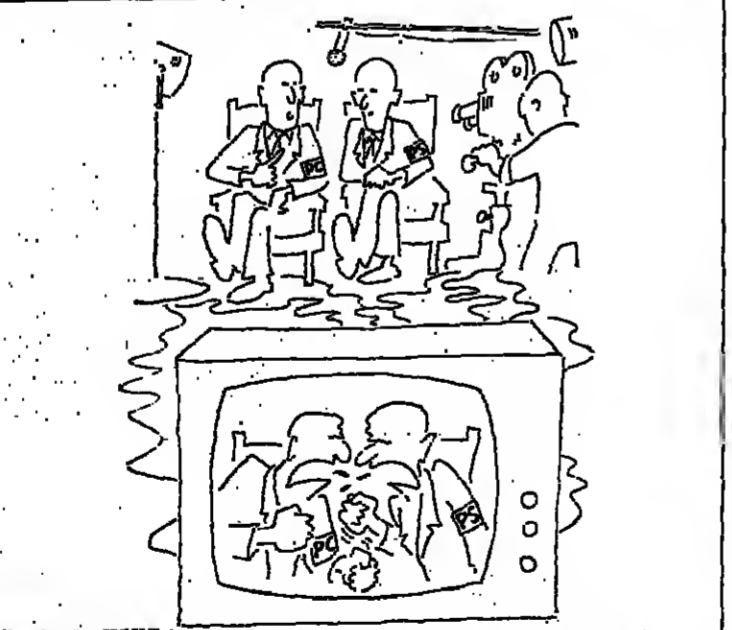
La première journée du congrès du parti socialiste a été consacrée, pour l'essentiel, au vote définitif sur les quatre motions présentées aux délégués. La distribution des voix détermine la répartition des postes entre les diverses tendances au sein des instances dirigeantes (comité directeur et bureau exécutif) et de la commission des résolutions. La motion dont M. Mitterrand et Mauroy sont les premiers signataires a obtenu 68 % des mandats, celle du CERES en a recueilli 25,4 %.

Pau. — Ouvrant les travaux du congrès vendredi 31 janvier, M. André Labarrère, député socialiste, maire de Pau, exprime quatre souhaits. Le premier est que les luttes de tendances ne durcissent pas exclusivement le débat, comme elles ont eu tendance à le faire au cours de la préparation du congrès. Selon lui, elles ont même parfois défigurée. La tendance, souligne-t-il, n'est que

M. CHAPUIS : la bataille de l'unité
Après-midi est occupé par la réunion des quatre courants qui ont déposé des motions pour le congrès. L'assemblée plénière reprend à 18 h. 30 par une intervention de M. Robert Chapuis, ancien secrétaire national du P.S.U. Après avoir rappelé le cheminement de ses amis, à travers les assises du socialisme, jusqu'à l'adhésion au parti socialiste, l'orateur déclare :

UN ROUND D'OBSERVATION

(Suite de la première page.)
Sur les vingt et un amendements du CERES, trois sont significatifs. Ils représentent ses positions à propos des élections municipales (mise en place de listes d'union de la gauche dès le premier tour), des relations avec le parti communiste (proposition d'action commune à la base) et du programme commun (unique possibilité de mobilisation des travailleurs, car seule réponse d'ensemble à la crise). Les autres amendements représentent les revendications traditionnelles du CERES sur les sections d'entreprises et le développement de la formation des militants, par exemple. Les quarante-cinq délégués du courant majoritaire à la commission des résolutions se sont d'abord à enregistrer les noms de ses représentants du courant numéro deux. Avant d'engager le débat au fond, M. Jean-Pierre Chevènement, député de Belfort, a toutefois déjà lu le problème des amendements et celui de la présence du CERES au sein du futur secrétariat du parti. Cette question a été longuement débattue au cours de la réunion du courant majoritaire.



M. CHALANDON : les stalinien et les libertaires
M. Albin Chalandon, secrétaire général adjoint de l'U.D.R., a déclaré vendredi 31 janvier :

« Le parti communiste est stalinien parce que le communisme est, par nature, stalinien. Le parti socialiste est libertaire et de ce fait, irrésistiblement porté vers le gauchisme. Ainsi, dans l'ordre des idées, il y a une logique interne sous la gauche à tempérer progressivement du pouvoir et imposer ses orientations. »

De notre envoyé spécial
n'y a pas aujourd'hui de polémique contre le programme commun, pas de polémique contre le parti communiste. Il n'y a qu'une polémique ouverte par le parti communiste contre le parti socialiste à propos du programme commun, comme à propos d'un certain nombre de situations antérieures à la signature de ce programme. (1)

L'ancien secrétaire national du P.S.U. précise, une nouvelle fois, la position de ses amis à l'égard du programme commun en rappelant que, en devenant membre du parti socialiste, ils prennent en compte ses engagements. « On nous dit que, aujourd'hui, il faut choisir entre lutte de classes et réformisme. On veut nous soumettre que n'y a pas d'autre voie pour le parti socialiste que celle du réformisme, et sur ce point des hommes aussi différents que Gaston Fissonnier et Jean Lecanuet semblent se rejoindre. C'est que l'évolution du parti socialiste dérange tout le monde. Elle ne se fait pas dans le sens d'une plus grande contestation, d'une plus grande distance avec le système actuel. Qui plus est, elle se fait globalement, non par la victoire d'une tendance sur une autre, mais par la tendance générale, collective, du parti socialiste. »

En conclusion, M. Robert Chapuis estime que le congrès doit constituer une nouvelle étape dans le développement du parti socialiste comme « parti de lutte de classes » et il ne peut pas être le seul, note-t-il, mais il ne peut laisser à aucun autre le droit de prétendre être le seul. M. Jean-Pierre Oppenheim (Bouches-du-Rhône) explique ensuite comment en tant que syndicaliste il a rejoint le parti socialiste à partir de l'appel du 20 décembre et signé par un certain nombre de membres de la C.F.D.T. et quelques membres de la C.G.T., qui ont soutenu à l'occasion du congrès la motion CERES. Selon lui, le problème qui se pose est présent à ce parti est de savoir s'il va se détacher du programme commun et représenter une alternative à la bourgeoisie ou si, en liaison avec le parti communiste, il est capable d'ef-

QUARANTE-TROIS DÉLÉGATIONS ÉTRANGÈRES

Le congrès du parti socialiste a été marqué par la présence de quarante-trois délégations étrangères. Parmi elles, on trouve : le parti communiste français, le parti communiste belge, britannique, allemand, italien (les deux formations socialistes italiennes : le P.S.I. et le P.S.I.D.), le parti ouvrier suédois, norvégien, israélien, portugais, grec, suisse, vietnamien, guinéen, gyanais.

Sont également présents une délégation du gouvernement révolutionnaire provisoire du Vietnam et de Front de libération nationale ainsi que des représentants des différentes formations de l'Unité populaire chilienne et notamment M. Carlos Altamirano, secrétaire général du parti socialiste chilien. De note la présence de l'ancien président Bosch (République Dominicaine), l'U.S.M.F. marocain, le Baas syrien ainsi que le Nasser israélien qui est également entouré des représentants de nombreux partis communistes ou partis ouvriers européens sont également présents à Pau : ceux d'Union soviétique, de Yougoslavie, de Roumanie, de Pologne, d'Italie et d'Espagne.

factuer la rupture avec le capitalisme. Pour que triomphe cette seconde hypothèse, M. Oppenheim pense qu'il convient de renforcer au sein du parti socialiste « le courant de gauche ». Dans le même temps il se refuse à être une caution syndicale, ouvrière, ou même de gauche du courant dominant du parti socialiste. Bien au contraire, « la lutte de courants » lui paraît nécessaire à mener car il refuse de s'intégrer dans un « amalgame où on ne peut s'ap-

lignie ensuite le durcissement de la politique des partis communistes à travers le monde. Gilles estime que le parti communiste français reprend sa liberté et s'affirme par lui-même, il ne reste plus au parti socialiste qu'à en faire autant.

M. André Acquier, ancien dirigeant de la Fédération C.F.D.T. de la métallurgie et animateur de la troisième « composante » des assises du socialisme, orecese qu'il adhère, ainsi que la plupart des militants de sa « composante », à un parti et non à une tendance. En ce qui concerne la situation économique, il indique que le parti socialiste ne doit pas laisser la crise « se développer sur le dos des travailleurs ». M. Mitterrand, présent dans tous les combats contre les conséquences de cette crise. A ce propos, il se félicite de l'accord d'unité d'action existant entre la C.G.T. et la C.F.D.T. et il voit une garantie et une preuve que l'unité est possible pour des gens se référant à l'union de la gauche et au socialisme. Sur le plan politique, il souligne qu'il n'est pas possible d'arriver au pouvoir sans le parti communiste et sans appliquer le programme commun.

M. FUZIER : unitaire pour deux
Le vote indicatif sur les quatre motions, qui intervient ensuite donne les résultats suivants sur 4750 mandats, la motion numéro 1 (Mitterrand, Mauroy, Rocard, Poperen) obtient 3232 mandats (68 %); la motion numéro deux (CERES) en obtient 1208 (25,4 %); la motion numéro trois (Fuzier) en recueille 188, et la motion numéro quatre (Notébart), 144. Il y a 6 abstentions et un absent. Deux amendements à des motions avaient été également soumis au vote des fédérations. L'amendement à la motion numéro un, déposé par M. Gilles Marinier, André Acquier et Robert Chapuis recueille 735 mandats (15,4 %); un amendement à la motion numéro deux, déposé par M. Wolf Nord, membre du comité directeur, indiquant que les effectifs du comité directeur devraient être ramenés à six et un membre, n'a obtenu que 30 mandats. M. Claude Fuzier prend alors

la parole au nom de la bataille socialiste, et constate que sa tendance ayant obtenu moins de 5 % des mandats ne sera représentée ni dans les futures instances dirigeantes du parti socialiste ni à la commission des résolutions du congrès. Il assure que ses amis et lui se refusent à « faire la course » mais que son courant se veut « unitaire ».

En ce qui concerne les relations avec le parti communiste, M. Claude Fuzier estime qu'il convient d'être « unitaire pour deux par les questions que l'on pose et les propositions que l'on fait ». Le parti, poursuit-il, n'a pas tout fait pour s'en tenir à une attitude passive face à la politique engagée par le parti communiste. Il n'a pas à se justifier, mais il doit engager le dialogue en posant des questions au parti communiste.

L'orateur cite alors comme exemple l'interprétation du chapitre sur l'Europe du programme commun faite par le parti communiste et qui, selon lui, n'est pas la même que l'interprétation faite par le parti socialiste. D'autre part, il souhaite que soient d'ores et déjà préparées les prochaines échéances électorales. Il insiste pour que le parti socialiste prenne une position nette sur sa tactique lors des prochaines élections municipales. « Quel que soit le système, estime-t-il, c'est la liste commune des forces de gauche qui est nécessaire dès le premier tour sur la base d'un programme municipal commun. » En ce qui concerne les élections législatives, M. Claude Fuzier se demande s'il ne conviendrait pas de poser au parti communiste la question de savoir si une candidature unique dès le premier tour ne devrait pas être décidée pour tous les députés sortants de l'union de la gauche. T. F.

Advertisement for 'Maison du Parti Socialiste' with text: 'Pour acheter sa maison le Parti Socialiste a besoin de votre aide. Répondez à cet appel!' and contact information: '7 bis, Pl. du Palais Bourbon à Paris'. Includes a drawing of a hand holding a brick.

et de la majorité
LE CONSEIL DE DISTRICT
L'AGGLOMÉRATION DE FORT RECLUS LA DEMANDE
DE SON PRÉSIDENT, M. R.L.

ÉDUCATION

Le président de la République reçoit les fédérations de parents d'élèves

M. Antoine Lagarde, président de la Fédération nationale des parents d'élèves des écoles publiques, a été reçu le vendredi 31 janvier par le président de la République, auquel il a exposé les observations de sa fédération sur la réforme de l'enseignement et les problèmes de la jeunesse. Le docteur Lagarde a notamment mis l'accent sur la nécessité de tenir compte des rythmes de vie des enfants, et en particulier de profiter de la réforme pour développer l'éducation physique et sportive à l'école. Il a souligné aussi que des responsabilités soient progressivement données aux élèves.

D'autre part, il a demandé que la participation des parents à la vie des établissements secondaires ne soit pas réduite, et que celle-ci soit étendue aux écoles primaires : cette participation, a-t-il notamment fait

valoir au président de la République, permet d'ouvrir l'école sur l'extérieur. Le docteur Lagarde a également demandé que soit instaurée une gratuité de l'enseignement ; il a enfin souligné que les enseignants soient recrutés sur leurs connaissances académiques, mais aussi sur leurs aptitudes pédagogiques.

C'est la première fois que des représentants de parents d'élèves sont venus par le président de la République à l'occasion d'une réunion de l'enseignement. M. Giscard d'Estaing doit recevoir M. Cornac, président de l'autre grande organisation, la Fédération des conseils de parents d'élèves des écoles publiques, le jeudi 6 février, avant la réunion du comité interministériel sur le projet de réforme de l'enseignement préparé par M. Haby.

L'université Paris-VI se déclare menacée de cessation de paiements

L'université Pierre-et-Marie-Curie (Paris-VI), qui est le « plus grand rassemblement scientifique et médical de France, sinon d'Europe », est « menacée d'asphyxie immédiate, faute de moyens financiers suffisants », a déclaré M. André Herpin, président de cette université, au cours d'une réunion de presse tenue vendredi 31 janvier à Paris.

« En France constants, le budget global de Paris-VI (qui doit atteindre 74 millions de francs en 1975) a diminué de près de 20 % entre 1972 et 1974, alors que le nombre des étudiants est resté approximativement le même », a déclaré le président de Paris-VI. D'autre part, et c'est ce qui inquiète le plus les responsables financiers de Pierre-et-Marie-Curie, l'analyse du budget 1975, qui n'est pas encore voté par le conseil de l'université, laisse prévoir un dépassement de 8,5 millions de francs, ce qui conduit obligatoirement à la cessation des activités de Paris-VI, en raison de l'impossibilité de fournir les fournitures comme l'E.D.F. ou les P.T.T.

En fait, on n'en est pas encore là : en 1974, les engagements ont été, en effet, dépassés les prévisions de 4,2 millions de francs, et le dépassement cumulé des deux années précédentes est aussi de 4,2 millions de francs. Soit en tout 8,4 millions de francs d'arriérés.

En revanche, le chiffre de 8,5 millions de francs de dépassement pour 1975 n'est encore qu'une estimation, qui ne tient pas compte notamment d'une éventuelle « rallonge » accordée par le secrétariat d'Etat. La progression du dépassement budgétaire d'une année sur l'autre inquiète cependant les responsables d'une université qui a conservé jusqu'à une bonne réputation financière.

Ces difficultés amènent à réexaminer les dépenses d'enseignement et de fonctionnement des

UN « COMITÉ DE LIAISON DES ÉTUDIANTS DE FRANCE » REGROUPE DIVERSES ASSOCIATIONS « MODÉRÉES »

Plusieurs organisations d'étudiants « réformistes » ou « modérées » viennent de constituer le Comité de liaison des étudiants de France (CLEF). Ce comité regroupe l'Association nationale des étudiants en lettres, droit, sciences, sciences économiques et technologiques de France (ANEF) — elle-même récemment créée par fusion d'autres associations — notamment le Comité de liaison universitaire pour la rénovation universitaire (le Monde du 30 octobre) — et cinq organisations corporatives : l'Association nationale des étudiants en médecine de France (ANEMF), l'Association nationale des étudiants en pharmacie de France (ANEPF), la Fédération nationale des associations d'étudiants en grandes écoles (FNAEG) et l'Union nationale des étudiants en chirurgie dentaire (UNECD). Quelques associations locales ont également adhéré au CLEF.

Le programme d'action de ce comité porte essentiellement sur l'aide aux étudiants et l'instauration d'une « véritable gestion » des œuvres universitaires et des conseils élus dans les universités. Le CLEF est présidé par M. Alain Mériaux, son secrétaire général est M. Jean-Gabriel Nancy, président de l'ANEMF.

* CLEF, 30, rue Grégoire-de-Tours, 75006 Paris, tél. : 03-22-57.

JEUNESSE

DEVANT LE HAUT COMITÉ

M. Chirac a estimé qu'il faut mieux informer les jeunes

M. Jacques Chirac, premier ministre, a rappelé, jeudi 31 janvier, devant le haut comité de la jeunesse, des sports et des loisirs, les grandes orientations de la politique que le gouvernement entend mener en matière de jeunesse (« le Monde » du 1^{er} février).

M. Chirac a tenu d'abord à réaffirmer avec « toute la force et toute la clarté nécessaires que rien n'est plus étranger (au gouvernement) que cette conception d'une jeunesse mobilisée, embriaguée, encastrée rigoureusement dans un système de pensée élaboré et imposé par ceux qui détiennent le pouvoir... »

D'où la nécessité pour les jeunes d'être « informés ». Ce sera le cas avec les nouvelles sociétés de radio-diffusion et de télévision. Il a été décidé que leurs programmes devaient être composés de flashes d'informations pratiques. Qu'ensuite y prendrait place « des émissions spécialement conçues qui devraient contribuer à faire mieux connaître à l'ensemble de la nation les responsabilités présentes et les problèmes des jeunes Français et Françaises ».

A ce propos M. Chirac a fait savoir « qu'une place importante devra être faite aux activités des associations dans ces émissions ». Enfin, troisième volet de cette action-informative : « donner aux jeunes eux-mêmes l'occasion de s'exprimer sur leurs

problèmes et sur les solutions qu'ils proposent ».

Mais, pour M. Chirac, cette information n'a de sens et d'utilité que dans la mesure où « on permet à ceux qui le souhaitent d'exercer affectivement leurs responsabilités ». Après avoir rappelé que cette évidence avait conduit à l'abaissement de l'âge de la majorité à dix-huit ans, M. Chirac a dit qu'elle suppose aussi « l'abaissement jusqu'à seize ans de l'âge d'éligibilité dans les associations de jeunesse ».

Cependant, la rénovation du système éducatif, qualifiée de « fondamentale » et qui devrait permettre aux jeunes d'exercer mieux leurs responsabilités, ne résoudra pas tous les problèmes.

En matière d'emploi, principale préoccupation des jeunes, de logement, de loisirs, le gouvernement est prêt à poursuivre les actions

déjà engagées ou à promouvoir les actions nécessaires « dans un climat réel de concertation ». De même, a proposé du service national, dont M. Chirac a fait savoir : « Le gouvernement mesure l'importance de ce problème. L'éligibilité fondamentale de la réponse qui sera donnée à cette question ne peut être que la mot responsabilité... »

Le Mouvement de la jeunesse communale de France (M.J.C.F.), par la voix de son secrétaire général M. Jean-Michel Catala, a fait savoir que, selon lui, « le grand majorité des jeunes, s'ils ont porté attention sur propos du premier ministre, sont renforcés dans leur conviction qu'ils n'ont rien à attendre du gouvernement Chirac, que seule la lutte leur permettra d'imposer la satisfaction de leurs revendications... »

Pour permettre l'application du « projet Mazeaud »

Le Haut Comité de la jeunesse et des sports réclame un effort budgétaire du gouvernement

Après le Comité national olympique et sportif français (C.N.O.S.F.), le Haut Comité de la jeunesse et des sports, organisme consultatif composé de

représentants des fédérations sportives, des associations de jeunesse et de plein air, et de sportifs désignés pour leurs compétences, s'est réuni le 31 janvier à l'hôtel Matignon, sous la présidence de M. Chirac, le premier ministre, puis à Marly-le-Roi, sous la présidence de M. Mazeaud, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et au sport, pour étudier le « premier » des propositions tendant à la promotion du sport » présenté par ce dernier.

Comme le C.N.O.S.F. la veille, le Haut Comité de la jeunesse et des sports s'est principalement inquiété des moyens que le gouvernement serait prêt à accorder au mouvement sportif. Le Haut Comité de la jeunesse et des sports a accepté le principe d'une taxe parafiscale sur les droits d'entrée les plus élevés aux manifestations sportives, mais réclame, comme le C.N.O.S.F., qu'une part de 3 % sur les recettes du P.M.U. (1) soit affectée au sport, ce qui représenterait environ 200 millions de francs par an, et un effort budgétaire du gouvernement de 1978. Sur ce dernier point, M. Chirac s'est engagé à soutenir cette action si la loi est votée au cours de la prochaine session printanière du Parlement.

Le projet élaboré par le Haut Comité de la jeunesse et des sports a été toutefois très vivement contesté par certaines associations sportives, comme le comité pour les relations nationales et internationales des associations de jeunesse et d'éducation populaire (C.N.A.J.E.P.). Quelques centaines d'étudiants en éducation physique ont, d'autre part, manifesté pendant la réunion du Haut Comité de la jeunesse et des sports, à Marly-le-Roi, pour réclamer la création de trois mille postes de professeur d'éducation physique pour le concours de recrutement de 1975. Une centaine d'étudiants en éducation physique et sportive ont manifesté dans le même temps devant la rectorat de l'académie de Dijon.

(1) Pour la première fois en 1975, une somme de 40 millions de francs a été prélevée sur les recettes du P.M.U. et affectée aux équipements sportifs et sociaux éducatifs.

RELIGION

A PROPOS DE LA PRIÈRE APOCRYPHE DE JEAN XXIII SUR LES JUIFS

M. et Mme Léon Zack, de Vaux, qui ont écrit la « prière de Jean XXIII » sur les relations judéo-chrétiennes citée dans une lettre de Paul Samuel reproduite dans le Monde du 26 décembre 1974, ont annoncé du silence qu'a entouéré ce document.

En fait, il s'agit d'un texte apocryphe, bien qu'il ait été diffusé pour la première fois,

semble-t-il, en janvier 1965 par *American Commentary*, puis par différents organes d'Europe, y compris la *Documentation catholique* du 2 octobre 1966. Mais l'authenticité de ce texte a été contestée par Mgr Capovilla, ancien secrétaire particulier de Jean XXIII. Le Monde du 27 octobre 1966 et du 8 mai 1967 a donné toutes les précisions nécessaires.

FELLOWSHIPS

The Johns Hopkins University - Bologna Center/Italy
— An American Graduate Institution of International Studies —
Fellowships are available for the advanced study of International relations in the academic year 1975-1976 (September-May). The program of study (which includes the traditional fields of Comparative Politics, History and International Economics) offers 55 semester courses given by 25 faculty members to a student body of 100, for an average enrollment of 15 students per class. All lectures and seminars are held in English. Language classes in English, German, French, Italian, Spanish and Russian are also offered during the academic year. Degrees offered by the Center include a one-year Diploma and a two-year Johns Hopkins degree of Master of Arts in International Affairs.

Qualified candidates must generally have finished their university studies. Applications have to be received no later than April 15, 1975

Application forms may be obtained from : The Registrar, The Bologna Center, Via Belisario 11, 40126 Bologna/Italy.

The Bologna Center faculty includes, among others : Ahmet Akar (Cyprus), Gaetano Aronigo-Ruiz (Italy), Giorgio Basevi (Italy), Ennio di Nolfo (Italy), Pierre Hassner (France), Michael Harrison (U.S.A.), Ekkehart Krippendorff (B.R.D.-Germany), Federico Mancini (Italy), William C. Olson (U.S.A.), Branka Pribicevic (Yugoslavia), Simon Sarfaty (U.S.A.), Kurt Shell (B.R.D.-Germany).

SOCIÉTÉ

LA SEMAINE DE LA PENSÉE MARXISTE

Sexualité et féminité

Qu'il est difficile d'être femme, de parler des femmes, d'écouter des propos sur les femmes ! La grande salle de la Mutualité, à Paris, archi comble, en a donné, vendredi soir 31 janvier, une preuve éclatante par le troisième débat de la Semaine de la pensée marxiste. Trois femmes, Mme Catherine Clément, marxiste et philosophe à l'université Paris-VI, Mme Annette Langwin, sociologue, Mme Lucie Irigaray, psychanalyste de l'école freudienne de Paris ; un homme, le docteur Bernard Muldworf, médecin des hôpitaux psychiatriques, se présentant comme le « phalocrate de service, phalocrate », ont tenté, avec beaucoup de conscience et de persévérance, de réfléchir ensemble et en public sur le thème de « la sexualité et la féminité ».

On devait être rapidement convaincu que Catherine Clément, qui la sexualité féminine était « bisociable » et que « des blocages sautent » au fil des siècles et des années, ce n'est pas pour autant le « révolution culturelle ». Annette Langwin, statisticienne démographique et rapport Simon à l'appui, s'est attachée à montrer la difficulté économique, sociale, morale pour les femmes d'échapper au « lien sacré du mariage ». Bernard Muldworf chercha à expliquer « l'aliénation sexuelle de la femme ». Après avoir décrit trois types d'homme, « le mequetru de don Juan, le pervers », après avoir souligné la force « masculine » du langage argotique, voire des perversionnelles, il rappelle que, « pour changer les mentalités, il ne suffit pas d'anvoier les hommes au cours du soir ».

Mais c'est sans doute Lucie Irigaray qui engagea le débat dans une impasse, un propos à la réflexion les thèmes de l'oppression patriarcale, de ses rapports avec la lutte des classes et de l'importance du « discours ». On se perdit alors dans un discours sur le valeur du discours dominant des hommes, la force du langage, à la réflexion les thèmes de savoir si les femmes, pour exister réellement, pour se libérer, devaient découvrir et parler un autre langage que l'habituel, le masculin, il ne fut plus possible d'en sortir, sauf pour en arriver subitement à cette question : quelle est l'essence première, la lutte des classes ou la lutte des sexes ? On ne le pesa pas vendredi soir, car dans une salle houleuse des militantes féministes devaient empêcher, par des interpellations, des cris, puis des chants, une réflexion plus avant. A 23 heures, plus un orateur ne voulait parler, et Mme Gréble Moreau, députée communiste, qui présidait le débat, dut admettre qu'il était bien difficile, pour ne pas dire impossible, de parler des femmes ce soir-là. Elle aurait pourtant souhaité que l'on parût, entre autres, de l'éducation des filles, mais elle ajouta que ce serait pour une autre fois. — M. A.-R.

● Lundi 3 février, à 20 h. 30, à la Mutualité, le débat public portera sur « la femme et la famille », avec Marie-Thérèse Goutmann, Jacques Beauvais, professeur Robert Debré, Marie-Thérèse Eyquem, professeur, et chef Manclaux, Jacqueline Métra et René Zazzo.

● Mardi 4 février, le débat portera sur le thème : « Démocratie, Socialisme et Promotion de la femme », avec la participation de Yvan Vieux, Michèle Buttin, Maurice Duverger, Mérie Grégoire, Georges Hourdin et Marie-Françoise Leclerc.

A WASHINGTON

Des Indiens qui se font tirer l'oreille

Washington. — La joie saine (ambassade de March House, un hôtel particulier près de la Maison Blanche, a été remplie de Choyanes, de Sioux et de Comanches, convoqués par les organisateurs des États-Unis du bicentenaire des États-Unis. Ils étaient venus en civil, sans peinture sur le visage, ni plumes au-dessus de la tête. Quelques-uns cependant avaient les cheveux longs tressés. Mais s'ils avaient laissé leurs tomahawks au vestiaire, les chapeaux des vingt-neuf tribus n'étaient pas encore prêts à lumer la cérémonie de paix. Ils écoutaient au silence les visages pâles, la bureaucratie, les invités à participer au bicentenaire, à profiter de l'occasion « pour faire part à la nation entière des richesses de leur héritage ». Après cette exhortation du grand chef blanc, on leur apporta les insignes et les épingles du bicentenaire. « Voici venir la pacotille », murmura un Indien de Carl Boltz (Montana), et le chef Sioux de la tribu des Boutons de Roses, après avoir contemplé une grande reproduction de la déclaration d'indépendance s'indigna : « Justice ! Justice ! Nous n'avons jamais obtenu cette justice et nous ne demandons de participer à vos fêtes ! L'un après l'autre, ils vinrent exprimer leur déception ou leur mécontentement. Non, décidément, même un chérubin bien, ils ne voyaient vraiment pas ce qu'ils pourraient célébrer en commun avec les Blancs.

Ainsi les Indiens, premiers arrivés sur la terre d'Amérique, boudèrent le bicentenaire, mais s'étaient avant deux ans on aura trouvé de « bons Indiens » pour la figuration. Les Indiens, il est vrai, ne sont pas les seuls à se plaindre. Chaque minute, bien sûr, estime que ses mérites et ses héros ne sont pas assez vantés dans le programme. Mais pour être les Indiens ont-ils des griefs plus sérieux que les Polonais, les Italiens, les Scandi-

naves, les Juifs. Non seulement parce qu'ils ont été volés et dépossédés, mais parce qu'à l'origine d'année les visiteurs du grand et du petit écran rappellent leurs défaits et leurs humiliations. Dans une caricature du New Yorker, un chef indien sortant d'un cinéma disait à son fidèle guerrier, qui avait coiffé de plumes : « J'en ai assez de ces films où nous sommes toujours battus... » Pourtant, plusieurs films ont été réalisés sur la grande victoire indienne de Little-Big-Horn, en 1876, mais ce n'est pas tant l'astuce et le courage de Tareau Assis, de Cheval Fou et de leurs guerriers, qu'ils évoquent, mais l'effacement vaniteux, les limites intellectuelles de l'infortuné général Custer massacré avec ses camarades de U.S. Cavalry.

L'organisation du bicentenaire n'a pas prévu de commémoration officielle de cette trépidation, mais en croira M. Patrick Stands over Bull (Débats sur Tareau), chef d'une tribu du Montana, quelques visages pâles focaux envisagent des cérémonies. « Je ne sais pas ce que les hommes blancs veulent célébrer... Mais le champ de bataille est sur notre réserve et nous ne voulons pas qu'ils y organisent une cérémonie... »

Qui sait, cependant, si un certain masochisme national, le mauvais conscience ou l'esprit sportif ne pousseront pas les Blancs à dresser une statue sur les lieux du massacre à la mémoire de Tareau Assis, vaincu de Custer, et qui fut tué quatorze ans plus tard. Même les Britanniques, qui poussaient le sens de l'honneur jusqu'à inviter régulièrement les militaires français à se joindre à eux pour célébrer Waterloo, n'ont pas encore songé à élever une statue de l'aventurier Buonaparte ni même de Napoléon. Beaucoup l'aiment bien, ce grand vaincu, mais tout de même... HENRI PIERRE.

Le Monde réalise chaque semaine
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
Réservez six lecteurs résident à l'étranger
Numéro spécimen sur demande
5, rue des Italiens, 75422 PARIS cedex 09

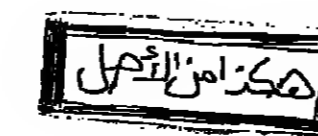
CATASTROPHES

DEUX MINEURS SONT TUÉS PAR UN ÉBOULEMENT DANS UN Puits DE MERLEBACH

Deux mineurs ont péri écrasés sous un éboulement vendredi 31 janvier, au puits Westers des Houillères de bassin de la Merlebach (Oise). Un troisième ouvrier, légèrement blessé, a pu être rapidement remmené à la surface.

L'éboulement est survenu pendant que l'équipe des trois hommes travaillait dans un chantier, à 222 mètres de fond. En raison de la conformation du terrain, le charbon tiré de cette galerie est extrait de bas en haut, ce qui a compliqué la tâche des sauveteurs. Les équipes de secours ont dû rebouter toute la galerie avant d'entreprendre le déboulonnage des dizaines de tonnes de roches et de charbon qui s'y étaient accumulées.

● Incendie sur un pétrolier dans « un mort » d'épaves. L'incendie de pétrolier dans le golfe de Gascogne, mercredi 29 janvier, au Portugal, a fait au moins un mort, quatre blessés graves et cinq disparus. Le pétrolier, qui transportait 85 000 tonnes de pétrole en provenance du golfe Persique, a été totalement détruit au large du port de Leixoes, près de Porto. — (A.P.P.)



ETRANGER

Reflets du monde entier

Guatemala

Une base bien protégée
« Pour réparer une injustice » commise par les Etats-Unis, le gouvernement de La Hoya, rapporte GRAMMA, organe du P.C. de Cuba, a dû intervenir pour assurer une viellese décente aux travailleurs cubains et étrangers de la base ovale de Caimanera...

SOVIETSKAYA KOULTOURA

Parlez-vous Lénine ?

Selon SOVIETSKAYA KOULTOURA, périodique culturel moscovite, l'Institut de la langue russe de l'Académie des sciences de l'U.R.S.S. à Moscou va mettre en chantier « le Dictionnaire de la langue de Lénine » en cinq volumes...

Daily Mirror

Ce qui fait courir les Britanniques

« Les prolixants du footing » — cette petite course nationale qui met en forme — sont particulièrement nombreux à Regent's Park à Londres...

La fin des éléphants

Le trafic — interdit — de l'ivoire n'est pas nouveau au Kenya. Le dernier scandale en date a éclaté lorsque trois commerçants ont été découverts en possession de quatre-vingt-trois défenses d'éléphants et de six cornes de rhinocéros destinées à la contrebande...



Si la passion qu'un Français nourrit pour Milan varie un illustre précédent, que reste-t-il de la ville qu'il aime l'autour du De l'amour ? La cristallisation est malaisée en compagnie de termes nullement pensifs ayant la verte hui.

Stendhal, vers 1830, se gausse d'un « complot contre les industriels ». — On voit bien aujourd'hui, ici, qui complote et quelles sont les victimes : le « smog » acre saisit le passant à la gorge, on a couvert les canaux, la rivière Lambro route des eaux rougeâtres et puantes.

Je vie à Milan depuis plus de dix ans. Pour quelques privilèges, le mot « bonheur » y a encore le même résonance que du temps où c'était une idée neuve en Europe ; la grande ville permet de choisir ses amis sans qu'ils vous apprennent — les Lombards, sont discrets et cultivés, — le Petit Théâtre offre les générales mises en scène de Strahler, les librairies ont toujours pleines de nouveautés...

Dans les premières années 60, les architectes tentaient le haut du pavé culturel, jugeant de tout, tranchant sur l'art, la politique et le linguistique... Mais la ville d'Antonio avait leil vivre tragiquement dans la Notre commençaient déjà à appartenir au passé. Un seul mot était sur les lèvres : récession. Le beau ballon de baudouche du « miracle économique » des années 50 avait une luitte.

Pendant, le centro-gauche débatait. Les socialistes étaient parvenus sur le seuil de « la pièce aux boutons », comme ils disaient, au terme d'une longue marche de soixante-dix ans vers le pouvoir, conscients du fait que l'autoritarisme avait rendu caduque la vieille métaphore des leviers de commande. Un nouveau coup scella l'alliance avec les démocrates-chrétiens : l'industrie électrique fut nationalisée. A Milan, tout un secteur de la société Edison cessa d'appartenir à la bourgeoisie industrielle lombarde et aux petits épargnants. Un pan du symbolique socio-historique s'était écroulé.

Edison, pour les Milanais, c'était un lieu : les gâchettes du Foro Bonaparte où, périodiquement, le éléphant payer luitance d'électricité. La grande compagnie avait son siège là, dans cette rue très large en forme de demi-cercle qui l'ouma autour du château des Sforza, mais dont elle est séparée par de gros pâtées de maisons. On ne règle plus, désormais, ses quences au Foro Bonaparte. L'Edison Nationale par l'Énergie Electrique son siège ailleurs, et sur la plaque de la vieille demeure la raison sociale a grandi : Edison est devenu Montedison.

Ce changement n'illustre pas l'arbitraire des signes linguistiques. La société privée Edison ne s'était pas intéressée qu'à l'électricité : après la nationalisation de ce secteur-clé à la fin de 1962, des fleis lui restèrent (industrie chimique en particulier). De plus, elle reçut un bel épanage sous forme d'indemnités compensatoires versées par l'Etat. En 1963 se produisit le mariage avec le groupe Montecatini : Edison + Montecatini = Montedison. Concentration industrielle assez banale et encore une fois, Bonaparte n'appelait Napoléon.

Aujourd'hui, au Foro Bonaparte irène un nouveau Napoléon : Eugenio Cefis, P.-D.G. de Montedison. Rien à voir avec le prince Eugène, qui était un Beauharnais, ni non plus avec quelque expression de style balzacien : nul ne dira du docteur Cefis qu'il est le Napoléon de la chimie, comme César Biroletto l'était de la parfumerie ; ce grand manager a fait ses classes à l'académie militaire de Modène. Ignorant les hésitations romantiques entre le rouge et le noir, dans le sillage d'Enrico Mattei, Cefis a vite compris que, dans notre siècle d'or noir, le pétrole permet de tenir à sa merci les gouvernements mieux que les plus belles campagnes d'Italie.

A la fin d'octobre 1962, Mattei meurt dans un accident d'avion. A la tête de la compagnie pétrolière de l'Etat italien (ENI), Eugenio Cefis lui succède et entreprend de redres-

Lettre de Milan

NAPOLÉON OU FERRAGUS

ser une situation difficile : concluant avec les compagnies internationales, il sait également favoriser les pétroliers italiens locaux ; homme du régime des partis qui courent le détroit chrétien, sa « générosité » fait des politiciens et des grands commis qui sont à la tête de l'Etat ses obligés.

Les années passent. En 1967-1968, c'est la « chenille » dans les universités italiennes (ça a commencé avant la France), mais les événements importants se déroulent évidemment ailleurs : l'ENI, de février à septembre 1968, a ramassé discrètement assez d'actions Montedison pour leine passer sous le contrôle de l'Etat le grande société privée que dirige alors M. Valerio Celis-ci restera en place jusqu'en 1970. Après deux présidents de transition, le 3 mai 1971, Cefis, qui a abandonné l'ENI à son lieutenant Girotti, est sacré P.-D.G. de Montedison. Ce n'est pas une fin de carrière : le grand manager d'Etat s'attelle à la remise en ordre du groupe. L'été dernier, grâce à un accord avec l'éditeur Rizzoli, le Foro Bonaparte a acquis le Carriere della sera. D'autres journaux sont également entre ses mains.

Dans un livre de près de cinq cents pages Eugenio Scalfari et Giuseppe Tursani, journalistes de l'Espresso, racontent plus de dix années de vie italienne. Edité par Feltrinelli, Sembrasties à Fabrice au debut de la Cavour, appartient d'habitants de Milan ne comprendront que rétrospectivement un liant ce livre qu'ils ont assisté ou participé, comme petits actionnaires d'Edison, par exemple, à une grande bataille ou, mieux encore, à une grande naissance ?

A travers l'histoire de la Montedison et le destin particulier de Cefis, Scalfari et Tursani vont comment en Italie, ces dernières années, s'est formée une nouvelle race de patrons : les chefs d'entreprise de jadis (Agnelli le Piémontais, Pirelli le Milanais, appartenant des résidences siéatypées, entragrili cherchaient à conditionner le plus possible le pouvoir politique, mais lie en demeurant distincts. Aujourd'hui, un homme comme Cefis, parce qu'une importante partie de l'économie mal délaudée par les capitalistes privés est passée au secteur public, peut se servir des finances

de l'Etat pour combattre les chefs d'industrie traditionnelle (s'affier avec eux également) et tenir à sa merci les politiciens qui ont besoin d'argent et d'emplois pour leur clientèle.

DEFIS et ses maréchaux, ses grognards, ses Flambeaux. Ils n'ont guère de panache, on discute parfois de l'efficacité de ce stratège de la finance et de la politique, d'est ce qu'on nomme ici la « bourgeoisie d'Etat » : fonctionnaires et assimilés, bataillons en col blanc auxquels le moloch bureaucratique donne tout, et qui doivent tout à une « raccomandazione » arrivée au bon moment.

Mais ce n'est pas cela qui m'intrigue quand, flânant dans les rues de Milan, je repense au livre de Scalfari et Tursani : après tout, un homme qui défend une tranche de pouvoir est toujours un individu dangereux, c'est un citoyen de l'avoir à l'œil. L'histoire du capitalisme n'est pas non plus le Légende dorée. En revanche, il est troublant que deux journalistes de gauche aient une pareille nostalgie du bon chef (qui n'a jamais existé et n'existera jamais). Car, outre que reprochent-ils aux entrepreneurs privés, sinon de n'être plus des maîtres de forges, des bourgeois conquérants meneurs d'hommes ? Quant à Cefis, semblerait-il suggérer, lui qui a toutes les qualités du grand manager, dommage qu'il les mette au service du mal, en brouillant le public et le privé, le politique et l'économique... Le mythe du condottiere a la vie dure.

Je marche dans la ville. Me voici devant l'université d'Etat, haut lieu de la contestation. Je ne sais pourquoi il me revient à l'esprit qu'il y a un an ou deux Ferragus, le roman de Balzac où, tout à loier, se déploie le jeu de l'imaginaire dans la grande ville, était au programme des étudiants de français. Un beau jour, un examinateur facéieux, lassé d'entendre des réponses stéréotypées, entragrili de poser systématiquement cette question : « Croyez-vous qu'aujourd'hui, à Milan, puisse exister un homme comme Ferragus, le chef de l'ordre des dévorants ? » La réponse fut toujours identique : « Oui, je crois. » Il est vrai que notre ville a été le lieu de bien

des mystères ces dernières années. A commencer par l'attente serrée de la piazza Fontana, à la fin de 1969.

Ma voici devant la librairie Feltrinelli-Europa : quarante mille exemplaires, dit la bande de Narze padrona. Deux mois se sont écoulés depuis la présentation du livre à Milan : pour l'occasion, un colloque et un économiste disent que toutes leurs analyses s'en trouvent confirmées, qu'il y avait toujours attiré l'attention de l'opinion publique sur certains faits troublants. Ni l'un ni l'autre pourtant ne firent noter que ce pamphlet bien tressé et bourré de chiffres suit une perspective un peu trop nationale, que les Etats-Unis y font un peu figure de grand absent... Trois jours après, à Turin, Gianni Agnelli n'a pas hésité à se montrer à la réception monstre donnée en l'honneur de Scalfari et Tursani. A Rome...

Piazza Fontana, je tourne à gauche et je suis au pied de la grande masse gris clair du Dôme.

Il y a des détails amusants dans Ragusa padrona, assez curieusement. Eugenio Scalfari qui attaque et vivement le P.-D.G. de Montedison porte le même prénom que lui : c'est la guerre des deux Eugènes. En attendant Cefis, l'ex-président du Sénat Merzagora, une sorte de Canton de la République italienne, avait été nommé à la présidence de Montedison. Dans sa lettre de démission, il n'hésite pas à se comparer à « un volé couvrant un faux accablement paritaire onto l'Etat et les particuliers » et, aussitôt après, « J'ai guillotté d'une balance transformée en coche-sexe » (en français dans le texte).

J'ai traversé toute la place du Dôme. Je ne pense plus au nouveau complot contre les industriels et la finance publique. Je peux donc acheter quelque nouveau livre. Toutefois, je ne prendrai pas à gauche, car c'est par là qu'on va tout droit au Foro Bonaparte. La nuit vient, et l'air pur du nouveau Ferragus, le chef de l'ordre des dévorants — qui mange les capitalistes privés et les deniers publics. Par ces temps de vaches maigres, il se pourrait peut-être volontiers un intellectuel sous le dent.

CLAUDE AMBROISE.

L'ENVERS DE BUCKINGHAM

CHÈRE SOUVERAINE...

« M » a retiné et mot. « Ce n'est pas le titre d'une opérette, mais celui d'un pamphlet antiroyaliste qui, toutes proportions gardées, évoque pour les Britanniques l'atmosphère de 1789 en France. L'auteur en est M. William Hamilton, un député écossais qui est depuis bien longtemps déjà le seul « républicain » siégeant à la Chambre des communes.

La réputation de M. Hamilton est bien établie. Il a écrit « L'ennemi pas le moins du monde un extrémiste, un révolutionnaire, et encore moins un marxiste. Mais il a toujours dénoncé l'« extravagance » de la famille royale. Chaque année, il critique les clauses du budget consacrées à la liste civile de la reine et de ses parents. Non pas qu'il témoigne d'une animosité suspecte à l'égard de la souveraine. Il estime tout simplement que les châteaux, les cérémonies, les voyages, les trains spéciaux et les yachts royaux coûtent beaucoup trop cher au pays.

Au-delà des limites ?

Jusqu'ici, en tout cas, M. Hamilton a été considéré comme un honnête homme ayant peut-être quelques idées un peu trop hétérodoxes. Cette fois-ci, cependant, le public et plus encore sans doute les fonctionnaires de Buckingham Palace se demandent si, dans ce pays respectueux des traditions, l'originalité de M. Hamilton n'est pas en train de dépasser les limites de la bienséance.

En Grande-Bretagne, certes, presque rien n'est absolument interdit dans le domaine de la parole. Les orateurs du speaker's corner à Hyde Park peuvent plaider toutes les causes, fu-ce es plus extraordinaires, sans même qu'un policier s'intéresse à leurs élocubrations. Une seule chose pourtant est interdite dans ce forum de la libre parole : les insultes contre la famille royale.

Aussi n'est-il pas surprenant que M. Hamilton ait en quelque mal à trouver un éditeur « respectable » pour publier son ouvrage antiroyaliste. Mais il s'agit là d'un obstacle qui, même en Grande-Bretagne, peut être surmonté. A partir de jeudi matin 30 janvier, le livre du député écossais a été mis en vente dans toutes les librairies qui avaient accepté de l'offrir au public, faisant prévaloir leurs propres intérêts commerciaux sur le crime de lèse-majesté.

En toute justice il faut reconnaître que Buckingham Palace n'a pas commis la maladresse de vouloir faire obstacle à cette publication. Ou effort de dernière heure a certes été entrepris par lord Savoodo, l'époux de la princesse Margaret. Mais celui-ci a protesté seulement contre certaines inexactitudes concernant les références à sa personne, sans parvenir toutefois à impressionner l'éditeur de M. Hamilton. Le député a, pour sa part, répliqué en faisant savoir que la princesse qui bénéficie d'une liste civile de 35 000 livres par an ne vaudrait pas 35 000 pence.

L'argument fiscal occupe eo effet une place centrale dans le réquisitoire de M. Hamilton. Selon ses calculs, par exemple, le prince Charles, qui reçoit 300 000 livres par an, libres d'impôt, devrait, s'il était simple citoyen, disposer d'un revenu brut de 7 millions de livres. Assez surprenant est le fait que le champion républicain parait avoir été favorisé par la presse. Ces jours derniers, la presse s'est émue à propos de la « royale Britain... » châteaufloatant qui coûte près de 8 000 livres par semaine aux contribuables. Quelques mauvais esprits suggèrent même que le yacht possède ses langues périodiques d'entretien pourrait être loué à des organisateurs de croisières pour chelkha arabes et autres multimillionnaires. L'administration des chemins de fer

nationalisés a fait preuve d'un tact encore plus discutable en choisissant ce moment pour annoncer qu'elle va à échanger 200 000 livres afin de rénover les voitures du train réservé aux déplacements de la famille royale.

Un point fixe

De telles informations alimentent certes quelques conversations dans les pubs de Grande-Bretagne. Mais, à vrai dire, la presse fournit également aux citoyens quelques autres arguments susceptibles d'embarrasser les parlementaires qui pourraient être ecclités à soutenir M. Hamilton. La liste civile de la souveraine a été portée à 980 000 livres en 1974, c'est-à-dire que le montant en a été doublé depuis l'accession au trône il y a vingt ans, alors que durant la même période le traitement de ses parlementaires s'accroît à eux-mêmes o été multiplié par six.

En fin de compte, certes, il est très difficile d'apprécier de façon sérieuse les réactions des citoyens sur ce sujet délicat. Les sondages d'opinion, qui font pourtant preuve d'initiative dans bien des domaines, ne manifestent-ils pas une réserve très surprenante lorsqu'il s'agit de la famille royale ?

Le fait qu'en ces pas moins que en dépit de polémiques occasionnelles la monarchie britannique ne donne pas l'impression de pcher par opulence. Peut-être les secrets sont-ils bien gardés ? Toujours est-il que personne n'a jamais entendu parler d'orgies de cavaliar, de folie gras et de champagne à Buckingham Palace ou au château de Windsor. D'autre part, les sujets de la reine Elizabeth continuent, semble-t-il, de trouver un indéfinable réconfort dans le maintien d'une monarchie qui reste un point fixe — dans un monde à la dérive.

JEAN WETZ.

Handwritten signature or stamp in the bottom right corner.

Handwritten numbers and scribbles at the bottom of the page.

سكرا عن الامن

RADIO-TELEVISION

« Ticket de rétro »

LE MUSÉE AVERTY

JEAN-CHRISTOPHE AVERTY revient. Son « Ticket de rétro » est le luxe nécessaire que souffre Pierre Tchernia, un « Petit dimanche illustré » par mois : cinquante minutes de chansons d'autrefois, mises en pages, comme dans un musée vivant, par le maître de l'écriture électronique. Mais c'est à petite échelle originale : Averty a toujours été rétro, ce qui lui évite d'être à la mode.

« La musique, la littérature et la peinture que j'aime ont toujours été de 1880 à 1940, dit-il. Toute ma culture vient des collections de journaux illustrés qui traitaient dans le premier des mes parents. Des images du début du siècle, la guerre de 1914 était passée dessus. Ensuite, comme je suis né avant la crise de 1929, je peux affirmer que les années 30 sont la dernière époque à avoir eu un style. On peut dire de rétro de l'âge du plâtre pour la plus des années 60, mais il est encore trop tôt pour savoir. Alors que les années 30, c'est le jazz américain, et aussi le jazz français, et tout un congrès d'expressions artistiques — musique, peinture, images, bandes dessinées, objets, affiches, boîtes de cigares, boîtes d'allumettes ou boîtes de camembert — qui font le charme de l'ére.



« Mais, pour l'instant, on n'est qu'à quelques années 30. Pour comprendre cette époque, la chansonnette est capitale. Une chanson de Milton nous en dit beaucoup plus qu'une enquête de l'IFOP sur la philosophie d'une onnée, sur l'air du temps. Milton chantait : « C'est normal, c'est normal. Et on dit que c'est à cause de lui que la France a perdu la guerre. Tant mieux : je préfère Milton à Pétain, et Sheila à un fils. »

« Ticket de rétro » adoptera une formule proche d'« Au cinéma ce soir » : bandes d'actualités et production d'époque — mais la chassonnette a remplacé le film. 1930, c'est la prohibition, le mariage de la fille de Mussolini, l'élection de miss Europe, le 14 juillet à Paris.

« Avec une quinzième de chansons, et des documents, j'entreprends un travail d'archéologie, dit Jean-Christophe Averty. Mais, en même temps, je n'ai pas le sentiment de rabâcher : la vraie science-fiction, ce n'est pas l'avenir, c'est la machine à remonter le temps. Ce qui s'est passé depuis 1880 a été conservé à travers la photo, le film, le disque ; il s'agit d'antiquités à la portée de tous. Et, ce que j'apprécie, c'est donc une mise en scène. Car je fais mon métier, et pas des constats d'huissier avec une caméra.

« Si on parle de rétro, parlons du seul qui ait fait école à la télévision : Jacques Chabannes. C'est à qui aura son salon, avec ou sans plante verte assis par terre ou sur du Lénine, parfois même dans du Knoll. On se lève, on chante, on s'essuie, on parle, et ça recommence. Belle invention : le téléphone qui parle avec des images. Jules Verne avait rêvé mieux. Ça détruit les autres moyens d'expression, et ça ne remplace rien. On n'a plus qu'un tout petit ciné, une toute petite radio, et c'est triste. J'ai envie de crier au secours au nom de l'électronique. On est en train de se laisser éteindre par les morts. Alors, je fais comme les gens des catacombes, je dresse des murs avec des crânes. »

La différence, c'est qu'Averty ressort les chansons d'acier pour dresser un mur contre aujourd'hui.

Entendu

Des pourquoi, des comment et des si

P our un producteur, un journaliste, passer de la télévision à la radio n'est plus aujourd'hui une intolérable descente aux enfers. Entre ces deux formes d'expression s'est instauré un mouvement continu de va-et-vient qui relève l'esprit d'invention. On aurait tort de s'imaginer qu'un retour au micro est une solution de facilité : à un rendez-vous des grands reporters, de Michel Tizac et Roger Pég, dit « rendez-vous sur France-Inter (deux invités par mois à 19 h 30), est la preuve du contraire. A la télévision, les invités ont souvent tendance à suppléer à la rareté des images par des relations parfois plutôt complaisantes. Le reproche reste valable à la radio, comme l'a démontré cette première consacrée à la paix manquée au Vietnam. Faute de donner la priorité à son propre contenu, les journalistes ont eu du mal à faire passer un message aussi simple que celui de la création de France-Culture élaborée et composée des émissions d'un grand pouvoir suggestif. Deux soirées consacrées aux travailleurs arabes ont mis en valeur, par la seule magie du son, le réalisme même de la « Centre Barbès et Nation », à Paris, par le biais d'incompréhension entre les Arabes et la population bien brève et « pas réaliste » quand même » de la Philharmonie de l'Audignon. Mardi dernier Daniel Coz et Andrew Orr nous ont fait pénétrer au cœur de ce monde des « boulangers Barbès et Nation ». Et si Louis XVII n'avait pas été arrêté à Varennes ? On a beaucoup rêvé sur cette hypothèse. Les variations de nos trois muséographes soumissés à l'interprétation d'un spécialiste (Jean Massin) restent tributaires de la fatalité historique. A peine une petite entorse aux événements pour se donner le plaisir. Après avoir décapé martyrs interrogés lors d'interrogatoires de Varennes, Louis XVI n'en mourut pas moins frappé d'un tonnerre ou d'une balle perdue. Il faut des fantaisies pour éviter le cours de l'histoire.

MARCELLE MICHEL

Les « journaux » pour les jeunes

Un tout petit peu plus que les femmes

« D e mon temps... disent nos aînés (qui ont connu la guerre), de mon temps, les enfants, par bonheur, n'occupaient pas le centre du monde. Ils n'avaient ni piscines, ni terrain de sport, ni centres aérés, ni maisons de le cultiver, ni transistors, ni téléviseurs, pour occuper leurs loisirs. Ils couraient dans les champs, se baignaient dans les rivières, montaient aux arbres, jouaient aux gendarmes et aux voleurs, laissaient les adultes en paix et ne s'annuyaient jamais. Alors qu'aujourd'hui, où ils ont tout, ils en demandent toujours davantage. Allons-nous, sous prétexte que c'est la mode, satisfaire tous leurs caprices ? »

« Que ces nostalgiques se rassurent : l'événement de l'enfant-roi, en France, n'est pas encore pour demain. »

Des pichées, des terrains de jeux, des canines de loieirs, c'est vrai qu'il en existe. Mais fort peu, un regard du nombre de rivières polluées,

d'arbres abattus, de champs transformés en autoroutes et de trottoirs cyclables reconvertis en parkings. La place réservée aux enfants nécessiterait un tel effort d'imagination de la part des adultes (crèches, ateliers d'expression artistique et corporelle) qu'on se leur accorde un compte-gouttes. La meilleure preuve : il suffit de regarder la télévision.

Car voilà que TF 1 et Antenne 2 décident avec un bel ensemble — comme l'avaient fait avant eux les stations régionales — de traiter l'enfant comme un être pensant et responsable, en lui permettant d'accéder à l'information, non plus ultra et sanctuaire du professionnalisme. S'il a plus de six ans et moins de treize ans, il aura son bulletin, comme son père. Et avec quinze minutes par semaine, sur TF 1, il pourra même faire le pige à sa mère, qui n'a que soixante secondes quotidiennes.

Sur Antenne 2

ENFANTS SAGES ET INTELLECTUELS MAL ASSIS

P atrice Laffont s'est vu confier, depuis le 20 janvier, la responsabilité du journal des jeunes respectueux — le J.J.T. — qui est un direct tous les jours de 17 h. 50 à 18 h. 30, sauf le mercredi et le samedi, au cours de l'émission d'Armand Jammot, « Hier, aujourd'hui, demain », sur Antenne 2. Une entreprise difficile. Patrice Laffont et ses cinq collaborateurs, barbus et chevelus, se sont tournés avec enthousiasme. Ils sont jeunes, efficaces et ils ont une toute idée, mais très peu de moyens : une équipe légère de reportage. Ils leur faut cependant rassembler les enfants, préparer avec eux l'émission, choisir les sujets, contacter les invités, trouver des illustrations, animer les débats.

« C'est le ministère de l'éducation nationale, dit Patrice Laffont, qui nous donne une liste de C.E.S. auxquels nous pouvons nous adresser pour leur venir les élèves. Mais ce n'est pas nous qui les sélectionnons. Cette sélection revient au directeur de l'établissement et à un ou deux professeurs qui s'occupent ensuite de l'élaboration d'un travail commun avec quelques-uns d'entre eux. Ils les aident surtout à préparer des questions sur deux ou trois thèmes que nous proposons. »

« Alors, à la parole ? Aux plus brillants ? Aux plus sages ? A ceux qui donneront la meilleure image de leur école ? »

« Chaque jour, huit ou dix enfants accompagnés par un professeur et le directeur de l'établissement ont rendez-vous à Cognac-Jay, dans la salle de conférence du premier étage, une heure avant leur passage à l'antenne. Ils s'essayent et c'est là, dans le bruit des allées et venues, que se construit le schéma de l'émission.

Les « jeunes » sont nerveux ou inconscients, inquiets et curieux. Ils attendent. Les « animateurs » les interrogent brièvement, leur demandent s'ils ont beaucoup de questions en tête, lâchent de décrire un peu l'atmosphère et les répartissent en groupes, avant de descendre sur le plateau. Il faut faire très vite, après c'est l'impression. »

« Nous sommes un peu déçus par

les réactions des enfants, dit Patrice Laffont. Pour l'instant on travaille vraiment dans le vide et nous ne savons pas où nous en sommes avant un mois. Les enfants disent souvent : « On n'a pas eu le temps on n'a pas parlé et on avait plein de questions à poser. » Je ne comprends plus. Je me demande ce que veulent les « gosses ». Dans la cour, que nous recevons, ils expriment le désir d'entendre les vedettes de la chanson, de voir des comédiens. »

« Je me demande également s'ils laur continuer à faire ce journal avec eux, si les enfants qui sont chez eux ont envie d'en voir d'autres à l'écran, s'il n'y a pas, finalement, un seul sujet. En ce moment, nous animons plutôt un magazine, mais on manque terriblement d'illustrations. C'est du bricolage. Faire un journal tel que nous l'enfance, est impossible avec de tels moyens. Quand j'ai établi ce projet, tout était pratiquement en tabac. »

« Dans l'idéal, le scénariste qui se crée une époque d'émulation, que les enfants préparent eux-mêmes l'émission — et alors nous intervenons le moins possible, — la télévision leur donnerait ainsi le parole et l'occasion de rencontrer qui ils veulent. Mais si nous n'y arrivons pas, autant faire l'émission sans eux. »

Elle a décidé de parler des choses dont on parle peu. Mais elle voudrait avant tout que des jeunes présentent eux-mêmes leur propre journal, toutes les trois semaines environ, qu'ils traitent l'actualité, qu'ils fassent, par exemple, un tableau de la vie d'une région. Mais, pour la moment, elle semble « mal assise » dans les fauteuils du samedi invité, où d'ailleurs les nombreux invités de Michel Lancelot.

MARIE-FRANÇOISE LEVY.

Sur TF 1

Modèle réduit

L e programme est clair, on n'en sort pas. Ou plutôt, si : on en sort. Le jour où le bulletin junior de TF 1 cessera d'être traité en émission-pilote ou d'échouer guère que les dépêches négligées ou périmées. Le jour où il ne sera plus fabriqué à la hâte, monté le mardi, rédigé le mercredi, par un seul journaliste aide d'une assistante à mi-temps. Le jour où tout le monde se mettra d'accord pour reconnaître qu'il n'existe pas de sujet pour adultes (l'économie, la politique) et des thèmes exploités pour enfants (la S.N.C.F., l'aviation, les phénomènes météorologiques). Le jour où l'information se composera d'une actualité unique, traitée différemment selon l'âge des publics.

Les faits récents, traduits en clair, dans un vocabulaire réduit : voilà ce dont rêvent pour les enfants, sur le modèle de la R.B.C., Elise Victor (responsable des programmes d'été) et Claude Pierrat, présentateur animé d'« Informations jeunesse ». Mais comment faire sans ce collaborateur étroit avec les services d'I.T. ?

« Grâce à la complicité de Henri Marquet et de Michel Bernadac, cette collaboration nous est accordée en principe, dit Claude Pierrat. En fait, nous sommes les derniers arrivés. Les reporters s'occupent de la rédaction de nos textes, les séquences sur le canal de Saec ou sur le congrès du parti radical que nous leur commandons. Non par mauvaise volonté. Mais parce qu'ils ont déjà fort à faire pour alimenter les grands journaux quotidiens. Il nous faudrait une équipe entière et dix minutes d'antenne journalières. »

« Rien n'empêche de penser que la concurrence avec Antenne 2, même, ce rythme sera atteint dans les années à venir. Pour sur le budget du service d'Henri Marquet, le bulletin d'« Informations jeunesse » verra cependant ce qu'il est : un mini-journal décapé, ce il faut de deux minutes à deux minutes et demi. »

« Ce style d'est pas à dégoûter. Mais il en est d'autres comme la preuve chaque jour le nouveau quotidien l'impression dans sa rubrique. La politique racontée aux enfants ». Celui du petit poème en prose, de l'apologue, du conte fantastique, de la nouvelle de politique-fiction — par le biais du « il sera une fois... » — prend ses distances avec l'événement et analyse les institutions. Ce n'est qu'un exemple. Mais il existe sans doute des équivalents, en images. — A. R.

VU

Les voix de la France

A UTREFOIS notre télévision n'avait pas la parole. Celle libre et parole enfin prévue et garantie par la loi. Aujourd'hui elle l'a. Elle la prend, elle la donne, elle ne la lâche pas. Depuis trois semaines ce ne sont que tribunes, débats, causeries, discussions, controverses et points de vue. A tous les coins de grille et de chaîne. Il n'y a pas question, vous pensez bien, pour nos rivaux, de laisser à FR 3 le privilège de la liberté d'expression ou plutôt de l'expression gratuite d'une liberté retrouvée. Pas l'offre, les deux autres ont aussi cette occasion bémol de booster un budget en renouant un dialogue.

S'il est encore un peu surpris, encore un peu saoulé, déjà de voir son poste se transformer en plate-forme et ses soirs de détente en sortes d'élections, dans l'ensemble, le téléspectateur est assez content. C'est bon d'appuyer sur le bouton et d'entendre une voix qui n'est pas forcément celle de la France. Ou celle de son maître. D'autant qu'au cas où elle vous dégoûterait sa voix, elle ne vous obligerait à l'écouter. Vous pouvez toujours essayer de trouver ailleurs des accents plus charmants. Ne pas oublier que les fameuses tribunes libres de 19 h. 40 sur la « info » — est-ce un hasard ? — devient vaincra la redoutable concurrence des deux feuilletons programmés au même moment sur les chaînes à côté. Et qu'un contre les débats organisés un peu plus tard par TF 1 et A 2 tombent, le mardi excepté, à l'heure précise des films de FR 2.

Les Français seraient donc maintenant grâce à sa plume. Le saut à partir d'un changement amené pourtant, imposé par lui, c'est le premier d'entre eux. N'ayant plus le privilège de l'écran, le chef de l'Etat, quand il y paraît une fois par mois, est nécessairement l'objet de comparaisons. Pas nécessairement flatteuses. On ne vit la veille, on vit le lendemain, les leaders de l'opposition s'efforcent dans les mêmes conditions et pendant la même lapa de temps. Ou à peu près. Et il leur arrive d'être très bons. Très percutants. Encore que leurs interventions soient elles-mêmes démodées par celles qui les précèdent ou les suivent.

J'ai vu quelques-uns des tribunes libres de FR 3. La plus convaincante à mes yeux par sa sincérité, son impétuosité, sa hâte à vouloir profiter des trop rares minutes qui lui étaient imparties, c'est celle de la Ligue des droits de la femme. La Ous intéressante, la plus riche d'enseignement, celle de notre collègue Maurice Duverger. Elle avait précisément sur la liberté de l'information. Harris et Sédouy — des revenants, on ne les avait pratiquement pas vus depuis mai 1968 — avaient été invités à interviewer M. Denis Baudouin, d'abord à la française, puis à l'américaine. Décapant, contrasté. Le jour et la nuit. Fausse politesse et vraies questions. Il y avait là Philippe Tesson, du Quotidien de Paris. Il nous disait — il le sait pour avoir subi leur — que nos compatriotes n'étaient pas encore prêts à admettre un simple journaliste s'adresse aux puissants en oubliant qu'ils le sont, à comprendre qu'on puisse, qu'on doive parler d'égal à égal avec un dirigeant, un directeur, un général. Sans manquer à la politesse. Sans confondre familiarité et vulgarité.

La démocratie télé s'apprend. Espérons que la télévision saura assouffir ce droit à la parole de son indispensable corollaire, le droit à la réponse, et que l'on verra un jour, pas trop lointain, M. Giscard d'Estaing prendre étonné sur ses collègues anglais, allemands ou américains et quitter son palais, pour aller le plus naturellement du monde débattre dans nos studios, avec ses adversaires politiques des grands problèmes de l'heure. Le discours c'est bien, le dialogue c'est mieux.

CLAUDE SARRAUTE.

Edité par la S.A.R.L. Le Monde.
Gérants : Jacques Fauret, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.

Imprimerie de « Moniteur » S. R. L. 10, rue de Valenciennes, PARIS-11e
Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration.

RAGUS

LE MONDE

TRAIN...

LE MONDE

RADIO-TELEVISION

Lundi 3 février

- CHAINE I : TF 1
12 h. 30 Variétés : Midi première.
13 h. 20 Le Fil des jours.
14 h. 40 Pour les petits : Chapi Chapo.

- 16 h. 20 Les après-midi d'A. Jammot. Hier, aujourd'hui, demain.
18 h. 45 Pour les petits : Monsieur Dado.
18 h. 55 Jeu : Des chiffres et des lettres.

- FRANCE-CULTURE
7 h. 2. Disques : 7 h. 20. Echos au hasard.
7 h. 2. Disques : 7 h. 20. Echos au hasard.

- FRANCE-MUSIQUE
7 h. (S.). Petites pages musicales : 7 h. 40 (S.).
10 h. (S.). Que savons-nous de... la mort bienheureuse dans l'œuvre de J.S. Bach.

Mardi 4 février

- CHAINE I : TF 1
12 h. 30 Variétés : Midi première.
13 h. 20 Le Fil des jours.
14 h. 40 Pour les petits : Chapi Chapo.

- 16 h. 20 Les dossiers de l'écran d'A. Jammot.
18 h. 40 Tribune libre : L'Église orthodoxe d'aujourd'hui.
18 h. 40 Tribune libre : L'Église orthodoxe d'aujourd'hui.

- FRANCE-CULTURE
7 h. 2. Disques : 7 h. 20. Echos au hasard.
7 h. 2. Disques : 7 h. 20. Echos au hasard.

- FRANCE-MUSIQUE
7 h. (S.). Petites pages musicales : 7 h. 40 (S.).
10 h. (S.). Que savons-nous de... la mort bienheureuse dans l'œuvre de J.S. Bach.

Mercredi 5 février

- CHAINE I : TF 1
12 h. 30 Variétés : Midi mercredi.
13 h. 30 (M) Pour les jeunes : Les visiteurs du mercredi.
14 h. 40 Pour les petits : Chapi Chapo.

- 16 h. 20 Les dossiers de l'écran d'A. Jammot.
18 h. 40 Tribune libre : L'Église orthodoxe d'aujourd'hui.
18 h. 40 Tribune libre : L'Église orthodoxe d'aujourd'hui.

- FRANCE-CULTURE
7 h. 2. Disques : 7 h. 20. Echos au hasard.
7 h. 2. Disques : 7 h. 20. Echos au hasard.

- FRANCE-MUSIQUE
7 h. (S.). Petites pages musicales : 7 h. 40 (S.).
10 h. (S.). Que savons-nous de... la mort bienheureuse dans l'œuvre de J.S. Bach.

Jeudi 6 février

- CHAINE I : TF 1
12 h. 30 Variétés : Midi première.
13 h. 20 Le Fil des jours.
14 h. 40 Pour les petits : Chapi Chapo.

- 16 h. 20 Les dossiers de l'écran d'A. Jammot.
18 h. 40 Tribune libre : L'Église orthodoxe d'aujourd'hui.
18 h. 40 Tribune libre : L'Église orthodoxe d'aujourd'hui.

- FRANCE-CULTURE
7 h. 2. Disques : 7 h. 20. Echos au hasard.
7 h. 2. Disques : 7 h. 20. Echos au hasard.

- FRANCE-MUSIQUE
7 h. (S.). Petites pages musicales : 7 h. 40 (S.).
10 h. (S.). Que savons-nous de... la mort bienheureuse dans l'œuvre de J.S. Bach.

LES TELEVISIONS FRANCOPHONES
Lundi 3 février
TELE - LUXEMBOURG : 20 h.
TELE - MONTE-CARLO : 20 h.
TELEVISION SUISSE ROMANDE : 20 h.

ENFIN DES CHANSONS SUBVERSIVES SANS ALIBI ARTISTIQUE!
EVARISTE
CHANSONS DETOURNEES
A voir d'urgence. B. MABILLE (Quotidien de Paris.)
— LA PIZZA DU MARAIS —
15, rue des Bains-Manteaux - Tél. 277-42-51

INCE-MUSIQUE

Les concerts de la semaine... [List of musical events and venues]

MISSIONS CULTURELLES

Les missions culturelles de la semaine... [List of cultural missions and activities]

INCE-MUSIQUE

Les concerts de la semaine... [List of musical events and venues]

INCE-MUSIQUE

Les concerts de la semaine... [List of musical events and venues]

de radio

Les programmes de radio de la semaine... [List of radio programs and stations]

Le football chez les immigrés

KORA EL KADEM!

UNE effluve blanche aux lettres... Kora El Kadem, en arabe, balle au pied... [Article about football among immigrants]

Le « casseur » a changé de vie

Les Arabes ne sont qu'à leurs débuts... [Article about the life of a 'casseur' (thief/burglar)]

TÉMOIGNAGE

Le procès d'un insoumis

DE jeunes appelés manifestent dans les rues de Draguignan... [Testimony about a trial]

mirent et dirent pourquoi : Maurienne, daos « Le Déserteur »... [Continuation of testimony]

perpétuel de son retour — comparaison devant un juge, somme toute bienveillant... [Continuation of testimony]

L'interrogatoire

Le président. — Vous êtes bien Maschino Maurice? [Transcript of an interrogation]

Après avoir entendu...

Une sonnerie. « En rang, puis garde-à-vous pendant la lecture du verdict... [Continuation of the trial transcript]

Le verdict

M'Buttin enchaîne, parle, explique, justifie... [Continuation of the trial transcript]

RÉVE

La poésie sur le marché

COMME à l'ordinaire, le marché de la Croix-Rousses vivait sa vie de chaque matin... [Article about poetry in a market]

Le dessin de la semaine

Ma fille est journaliste, mon fils cadre supérieur, mon neveu professeur et je suis en train de mourrir tout ce monde-là... [Caption for the drawing]



USA & CANADA ALLER/RETOUR A PARTIR DE 1550f (Canada 1675f) Une nouvelle formule avec les spécialistes de l'Amérique du Nord. Appelez Paris 073.50.56 ou adressez-vous à votre Agent de Voyages. Greyhound Varajet

HISTOIRE

« LES HOMMES PARTIS DE RIEN », de René Cassin

Comment fut conclu l'accord Churchill-de Gaulle en 1940

Sous le titre « Les hommes partis de rien », M. René Cassin, président honoraire du Conseil d'Etat, prix Nobel de la paix en 1928, membre de l'Institut, publie un ouvrage (Edit. Plon, 35 F) dans lequel il évoque le débat de 1940 et la naissance de la France libre à Londres.

M. Cassin, qui fut l'un des premiers à rejoindre le général de Gaulle et le secrétaire permanent de son Comité de défense, avant d'être commissaire national à la justice et à l'éducation (1941-1943), avait été chargé, dès le fin de juin 1940, de rédiger le projet d'accord avec le gouvernement britannique. Dans le chapitre que nous publions en « Bonnes Feuilles », M. Cassin donne des précisions sur ce que fut cette première négociation entre Churchill et de Gaulle.

A mes yeux, il importait de ne pas nous laisser enfermer, si faibles que nous fussions au départ, dans une sorte de protectorat unilatéral, mais d'imprimer au document destiné à servir de base à la formation d'une armée française internationale reconnue tous les caractères possibles d'une alliance politique renouvelée, impliquant le maintien de la France dans la guerre avec ses droits et ses obligations. C'est pourquoi, dans la rédaction du premier article de mon premier projet, le général de Gaulle se présentait en allié aussitôt après avoir exposé le but de la création de la force française composée de volontaires, savoir : concourir à la défense des territoires français contre l'ennemi allemand, italien ou autre. Il s'engageait aussi spécifiquement à participer à la défense du territoire britannique contre les mêmes ennemis. M'ins-

pirant du ton général de certaines expressions employées par Churchill dans des discours précédents, je prévoyais avec le maximum de précision que, de son côté, « le gouvernement britannique poursuivait sa détermination de rétablir, lors de la victoire des armes alliées, l'intégrité territoriale et l'indépendance de la France et de son empire, telles qu'elles existaient au seuil de la guerre (...). Le lundi 1^{er} juillet, de bonne heure, j'apportai le résultat de mon travail au général de Gaulle et j'eus la satisfaction d'obtenir son approbation d'ensemble sur la structure et les termes de l'avant-projet. Après un examen soigneux, six annotations, dont deux particulièrement importantes concernant la défense des territoires sous mandat français et la propriété et l'utilisation du matériel de guerre français, furent apportées au projet initial.

Contre-projet britannique

Le 16, jour où M. René Plevin prenait ses fonctions aux affaires extérieures, le gouvernement britannique, agissant par l'intermédiaire du Foreign Office, nous communiqua ses contre-propositions répondant à notre projet.

Dès le 17 au matin, j'étais en état d'exposer au général de Gaulle, dans une note écrite, les principaux caractères du projet britannique, plus éloigné de nous dans la forme qu'au fond, mais plein de lacunes et d'imprécisions.

Le plus important de tout concernait la méthode de rédaction et l'aspect politique. Le projet de l'accord bilatéral en forme que j'avais conçu, le gouvernement britannique proposait un « échange de lettres » entre le premier ministre et le général de Gaulle, avec en outre un mémorandum annexe qui comblerait les clauses concrètes de l'accord. C'est ainsi que le projet de lettre d'envoi de ce mémorandum par Winston Churchill que celui-ci affirmait unilatéralement « la détermination du gouvernement britannique de s'associer, lorsque les armées alliées auront remporté la victoire, la restauration de l'indépendance et de la grandeur de la France ». Il n'était pas question de l'intégrité de celle-ci et de son empire. D'autre part, en ne proposant aucune formule pour la lettre à envoyer par le général de Gaulle en réponse à celle du premier ministre, le gouvernement britannique accentuait le caractère unilatéral de ses engagements ; or, pour nous, l'aspect positif de la création et des missions de la force française avait en ce qui concerne la position de la France dans l'alliance, une importance essentielle (...).

Saisis du texte du projet anglais et de mes observations, le général de Gaulle reconnut néanmoins avec moi que nous ne pouvions nous contenter de réclamer un traité en forme, alors que nous n'avions pas obtenu le consentement des gouvernements alliés, et que le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères pût échanger des signatures ; nous devrions donc nous rallier à la procédure d'un échange de lettres avec le premier

ministre. En revanche, nous devrions tenir très ferme sur notre conception d'engagements réciproques et sur la quasi-totalité des autres problèmes de fond visés dans notre projet d'accord.

En exécution de ce plan, je préparai deux lettres à échanger entre le premier ministre et le général de Gaulle, pour chacune des deux hypothèses du projet de lettre d'envoi du projet de mémorandum d'annexe par M. Winston Churchill et la réponse française, soit l'initiative française et la réponse britannique. Mais, dans les deux hypothèses, le projet de lettre du général de Gaulle préparé par nous rappelait sa qualité reconnue de chef des Français libres et représentait la substance de l'article de notre projet initial, en confirmant que la force créée par lui était « destinée à concourir à la défense des territoires français et des territoires français contre les ennemis communs allemands, italiens ou autres ennemis étrangers et, en tant que de besoin, à concourir à la défense des territoires britanniques contre ces mêmes ennemis ».

Simultanément, je libellai les rectifications et compléments concrets à apporter au contre-projet britannique, après avoir consulté non seulement le général sur l'ensemble, mais Plevin, pour la clause d'équipement, l'amiral Muselier, pour la clause navale, et Raouzan pour la disposition financière finale (1). Je n'oubiais pas, bien entendu, de rétablir la clause qui avait « sauté » lors de notre premier projet, en la libellait ainsi : « En aucun cas les volontaires français ne pourront être porteurs d'armes, d'obligations de porteurs d'armes, de béta, avec raison, que l'Allemagne élargissant les tristes précédents de la guerre de 1914-1918, n'hésiterait pas à interposer des poitrines françaises contre ses soldats et les nôtres. Comme elle l'avait fait à Badouilliers et sur l'Yser.

embarrassé de devoir motiver l'impossibilité du premier ministre de signer un traité en forme avec le général de Gaulle, tandis qu'il lui était loisible de procéder par voie d'échange de lettres. Aussi ne put-il réprimer un geste d'étonnement lorsque je lui annonçai que, sur ce point, le général de Gaulle et ses collaborateurs étaient disposés à accepter la procédure préconisée par le gouvernement britannique : « Nous n'attachons pas à la forme des engagements une importance décisive. L'essentiel est qu'ils soient tenus. Or nous savons que, au cours de l'histoire, le gouvernement britannique a pris les engagements les plus importants par voie de lettres. Celle de lord Balfour à lord Rothschild remonte à 1917, mais n'est pas en soi le projet de M. Chamberlain et le gouvernement français, depuis 1936, de simples lettres qui ont servi de base à l'alliance ? Voici donc les deux séries de projets de lettres auxquels nous avons pensé ».

Mr. Strang manifesta nettement sa préférence pour le projet de lettre à l'usage de Winston Churchill l'initiateur de présenter le mémorandum annexe, procédure déjà choisie dans le projet britannique. Mais il accepta de bonne grâce, au vu de l'importance de notre lettre de réponse, nous prenions acte de l'engagement du gouvernement britannique, touchant la restauration intégrale de la France dans sa grandeur et son indépendance, et remarqua avec un sourire sceptique que nous avions souligné, aussitôt après, le caractère bilatéral et relatif de cet engagement. Ainsi, le caractère d'accord bilatéral et relatif égalitaire que nous avions souligné imprimait à notre charte internationale la force française se trouvait acquise.

Après avoir enregistré avec satisfaction notre acceptation spontanée des « divers éléments de la haute communication britannique », il n'éleva aucune objection à la clause ayant pour but de protéger nos volontaires contre toute pression les incitant à porter les armes contre la France.

Mais ces problèmes préalables une fois tranchés, il restait à obtenir que, dans notre projet, nos contre-propositions concrètes fussent étudiées, discutées et acceptées. Une longue attente nous fut cette fois épargnée ; dès le 23 juillet les lettres furent échangées et j'appellerai le deuxième contre-projet britannique.

Celui-ci nous donnait satisfaction totale en ce qui concernait les lettres à échanger, non seulement parce que la phrase « restauration intégrale de l'indépendance et de la grandeur de la France », demandée par nous, était acceptée, mais encore parce que le gouvernement britannique, prenant à son tour très au sérieux les engagements français, avait lui-même suggéré une formule large et précise de notre effort : « Participer aux opérations contre les ennemis communs », dans laquelle s'inscrivait « la défense des territoires et mandats britanniques et de leurs communications ». Ceci, qui incluait le concours de notre marine marchande à la guerre navale, était d'autant plus significatif qu'au cours de mon second entretien avec M. Strang, en présence de Plevin, notre interlocuteur nous

avait dissuadés de viser dans le mémorandum « les ennemis communs de la France et de l'Angleterre », en raison de l'attitude du gouvernement de Vichy, qui cependant demeurait reconnu.

Je relevai également, dans le nouveau texte anglais, diverses suggestions acceptables et des progrès très appréciables sur certains points essentiels, comme le caractère français de la nouvelle force, l'engagement britannique de fournir la force française de l'équipement additionnel nécessaire pour ses unités sur une échelle équivalente à celle des unités britanniques de même type ; de même sur les garanties à donner à notre personnel pour sa nationalité.

Mais sur plusieurs autres points importants du projet britannique du 23 juillet, accusés encore des divergences telles que je dus avoir, les 23, 24, 25, 27 juillet, seul ou en présence de Plevin, des entretiens furent tenus, les uns et les autres parfois de représentants des ministères techniques. Visiblement, on ne voulait nous reconnaître aucun droit de regard sur l'utilisation des nombreux navires marchands, de commerce ou de pêche, mouillés dans les eaux britanniques et, dans l'impossibilité d'un refus absolu, on entendait réduire ce droit à un minimum bien inférieur au régime fait aux gouvernements alliés ayant une flotte marchande comme les Norvégiens et les Hollandais.

De même les ministères militaires répugnaient à souscrire à tout engagement de principe acceptant l'idée générale de l'équivalence de traitement, des Britanniques, que nous réclamions pour les volontaires et leurs familles.

Le gouvernement britannique n'éprouvait nul plus aucun enthousiasme à communiquer au général de Gaulle une liste nominative des éléments français qui auraient été incorporés dans des forces ou services de ce gouvernement.

Ce projet retenait enfin une lacune volontaire, qui fut comblée le 25 juillet grâce à grande partie à la ténacité de l'amiral Muselier. L'Amirauté présenta en effet, ce jour-là, la nouvelle rédaction de l'article de notre projet concernant les navires de guerre français. Le principe posé initialement par nous, à savoir que « la force française armera et mettra en service les navires de guerre français », fut remplacé par la phrase « l'Amirauté fournira les équipages » à l'usage de ces navires.

Pendant, des divergences notables subsistèrent encore, une troisième série de négociations fut entreprise, mais les négociations furent partiellement interrompues entre le 25 et le 30 juillet, à la suite de quoi le gouvernement britannique présenta, le 30 juillet, un troisième projet de rédaction. Celui-ci consacrait les progrès déjà accomplis et apportait de nouvelles précisions favorables. Il était clairement reconnu que tous les navires de guerre, même ceux momentanément mis à la disposition de l'Amirauté ou de flottes alliées faute de pouvoir être armés par notre propre force, seraient propriété française.

En même temps, on renouait à peu près comme un fait normal cet enrôlement de Français dans la marine royale pratiqué dès fin juin par les techniciens de la

marine anglaise sur une si large échelle. Non seulement on leur reconnaissait formellement le droit pour le général de Gaulle d'instituer les services administratifs nécessaires à l'organisation de ses forces, ainsi que de recruter du personnel technique et scientifique pour le travail de guerre — tout cela en consultation avec le ministre des départements ministériels intéressés.

Une formule de conciliation acceptable pour nous était enfin trouvée sur le problème du compte d'avances. Le principe de l'établissement d'une colonne « crédits » était accepté, mais les modalités prévues pour le règlement final de ce compte.

D'où vient donc que l'accord définitif a pu être conclu dès le 30 juillet ?

L'explication est double. Du côté français, nous avons jusqu'au bout, avec l'appui personnel du général de Gaulle, tenu d'améliorer la clause relative à la marine marchande et à ses équipages, clause qui réduisait, en principe, à « des contacts réguliers avec le

ministère de la marine britannique », notre droit de regard sur les navires français et sur les équipages non affectés par nous à des opérations militaires.

Nous avons aussi insisté avec ténacité pour obtenir, des l'accord général, pour nos volontaires, une garantie de l'équivalence générale de traitement pour les soldes « avec les militaires, marins et aviateurs des armées britanniques ». Mais lorsque nous vîmes que « pour nous satisfaire » on nous proposait une clause risquant de cristalliser le statut financier de nos volontaires au niveau de ce qu'il était en période de démarrage, Raouzan et moi nous sommes rendus compte que notre revendication se heurtait à des difficultés techniques de nature à retarder la signature urgente de l'accord général et même à se retourner contre l'application des règlements de nos propres armées. Nous avons donc préféré renvoyer le règlement de cette question à des accords ultérieurs. De fait, Raouzan a obtenu plus tard les satisfactions concrètes dues à nos volontaires.

L'arbitrage de Churchill

En réalité, la principale source des divergences et des retards était d'ordre psychologique et consistait d'avoir des conséquences politiques graves. Les chefs des trois armées britanniques, satisfaits d'avoir pu, dès le début de la guerre, recruter de nombreux engagés individuels, notamment d'excellents matelots brevetés, des mécaniciens de valeur, de jeunes aviateurs et officiers de l'armée de terre trouvaient cette formule de collaboration plus commode. Ils ne tenaient pas à se dessaisir de ceux qu'ils utilisaient au profit d'une force nationale étrangère. De là, leur propension à ne pas favoriser la propagande en faveur de la force française en voie de constitution et, en particulier, à refuser aux volontaires de cette armée des avantages immédiats de solde aussi grands que ceux accordés aux volontaires engagés dans les forces de Sa Majesté. A ce stade, il s'agissait impossible d'avancer au-delà des points acquis, tant que les autorités politiques supérieures n'auraient pas fixé définitivement les bases de l'accord.

J'exposai nettement par écrit ce problème au général de Gaulle le 30 juillet, à l'issue d'une réunion où les représentants de l'Amirauté avaient commencé à remettre en cause certains points déjà réglés. Je terminai ainsi ma note : « La prolongation des négociations sur l'accord général est devenue nuisible au caractère politique de celui-ci. Il est indispensable qu'après un entretien entre vous et le premier ministre, on en finisse au plus tôt ».

L'entrevue décisive eut lieu dans l'après-midi du 30 à Downing Street. Winston Churchill était assisté de Mr. Strang. Le général de Gaulle était accompagné de moi-même et de P. O. Lapie, remplaçant Plevin déjà en Afrique. La délibération ne fut pas bien longue, car, avec son fulgurant coup d'oeil d'homme d'Etat, Churchill rendit son arbitrage politique en faveur de ceux qui entendaient tirer de la reconnaissance du 20 juin les conséquences favorables à la création d'une

force française, noyau de l'armée libérée.

D'autre part, le gouvernement britannique avait décidé à la fin de juillet des pénalités très sévères contre les Français qui s'enrôlaient dans une armée étrangère. Il ne pouvait pas être question d'inscrire dans un accord public une référence quelconque à de tels enrôlements, ce qui fut pour favoriser l'entrée dans des unités britanniques ou, inversement, pour consacrer, comme le demandait le général de Gaulle, son pouvoir d'autoriser ou de contrôler ces enrôlements.

Le premier ministre, qui mesurait l'importance de l'affaire, consentit à reconnaître comme une solution satisfaisante que « les enrôlements éventuels relèvent de la force nationale respective ». Mais, pour n'offenser personne, il fut décidé que cette reconnaissance serait consignée dans une lettre annexe à l'accord et non publiée, la même d'ailleurs que celle qu'il serait accepté que les services compétents britanniques communiquent de temps en temps au général de Gaulle soit les noms des Français enrôlés depuis le 15 juin dans les forces armées ou services du gouvernement britannique pour des buts de guerre, soit les noms de ceux qui, en vertu de la composition de cette unité française constituée ralliant les forces britanniques, sont enfin l'état du matériel de guerre français qui se trouverait en possession des forces armées britanniques.

Le point de départ des effets de l'accord fut fixé sans aucune difficulté au 1^{er} juillet 1940.

L'entente de principe fut donc réalisée et au sommet, il ne restait qu'à procéder à la mise au point définitive des textes et aux formalités des signatures. Celles-ci furent pas lieu au Foreign Office mais bien à Downing Street, dans la salle des délibérations du cabinet britannique, où je me trouvai pour la seconde fois le 7 août 1940 au soir.

(1) L'amiral Muselier était à la tête des Forces navales libres et Mr. Pierre Denis Raouzan, ancien fonctionnaire de la Société des Nations, était chargé des finances de la France libre.

Un livre de Raymond Cartier

« LE MONDE ENTRE DEUX GUERRES »

Raymond Cartier écrit l'histoire à l'envers. Entendez par là qu'il a fait par là réussite l'histoire mondiale de l'après-guerre, en 1959, puis la Seconde Guerre mondiale, en 1965, et qu'il publie aujourd'hui le Monde entre deux guerres (1918-1939) (1). Sa dernière œuvre en date et de loin la plus remarquable. Cet album-récit de quatre cent trente pages, illustré de documents photographiques de premier intérêt parce que pour la plupart inédits, présente en effet les vingt dernières années qu'a vécues notre génération en marche, avec une lucidité de la synchronisation qui atteste le grand art de l'historien moderne sachant faire avancer de pair l'image et le texte, en connaissance des recettes pour grand public de l'audio-visuel. Pas de saques artificiellement posées au télescope, pas de rétrospectives, dits « flash-back », dans la tempête, une composition extrêmement claire suivant le simple ordre chronologique. Ainsi Raymond Cartier, avec son écriture rapide, et rythme du récit mouillé qui n'appartient qu'à lui et qui a fait école, le raccourci de portraits saisissants, anime la vie des peuples et les conflits des Etats, dans une interpénétration permanente.

Sur l'ensemble des vingt-deux chapitres qui constituent l'ouvrage, les deux « époques » les plus hautes en couleur concernent le pénible

élaboration du traité de Versailles, aux sévérités excessives auxquelles le messianisme de Wilson essaya de s'opposer, et les cinq années, accidentées pour les hommes d'Etat français, qui ont précédé la deuxième guerre mondiale. Toute cette trame d'événements qu'évoquait en corollaire, jour le jour le Monde des livres (1) est reconstituée avec une objectivité inhabituelle chez l'auteur, celui-ci profite de son expérience d'ancien journaliste parlementaire pour justifier les abandons de notre politique intérieure et présente la plume d'un écrivain militaire à la Henry Bidou, dès qu'il s'agit de décrire la guerre du Rif, les opérations en Mandchourie ou la guerre civile espagnole.

Parmi tant de pages où la jeune génération traversera les troubles de conscience et les angosnes que vécurent la nôtre à la veille de la déflagration de 1939, le « morceau » le mieux venu, le plus captivant, est sans doute le chapitre intitulé « La tragédie de Munich », dans lequel Raymond Cartier utilise les sources de documentation que son poste d'observateur sur procès de Nuremberg lui permit de recueillir rétrospectivement alors qu'il était habitué à assister aux pré-interrogatoires des criminels de guerre. En dehors de « bluff » d'Adolf Hitler, que des loupes de littérature détectent chaque jour

encore dans l'édition, si qu'il est superflu de nier, Raymond Cartier affirme péremptoirement que Mussolini fut « braqué », en 1938, par les maîtres plus ou moins voulus de la diplomatie britannique. Il montre comment Neville Chamberlain, le Premier britannique, joua, au moment de Munich, un rôle néfaste en balançant pour la paix face à une béta fauve assouplie de conquêtes.

De cette lecture dramatique découle

l'évidence que les hommes politiques qui dirigent le monde choisissent toujours un grain de sable pour faire sauter l'immense édifice des sociétés peuplées — les masses du III^e Reich excusées, — avant que le bras soldat Durand, sur un trait de plume, soit envoyé au casse-pipe. A méditer pour aujourd'hui.

OLIVIER MERLIN.
* Co-éditions Larousse - Paris - Métan, 432 pages, 150 F.

CORRESPONDANCE

Michelet et les « papes du marxisme »

M. Jean Bruhat nous écrit :
Traité de l'actualité de Michelet, M. Gilbert Comte a cru devoir, dans le Monde du 26-27 janvier, s'en prendre à ceux qu'il appelle « les jeunes papes de l'école matérialiste, disciples de Marx et Plekhanov ». Je ne sais à quel point il est de faire allusion M. Gilbert Comte. Je me permets de lui faire remarquer que la seule revue qui ait consacré un numéro spécial à Michelet pour le centenaire de son décès (1931) et qu'elle compte des chroniqueurs marxistes de l'Université Europe (novembre-décembre 1973) et qu'elle compte des marxistes (19-2-74). Rappelant quelques mots de Jules Vallès, je

concluais : « La flamme couve toujours sous la cendre de ce feu de sarrasin. Pas besoin de lionner longtemps pour la faire jaillir. » Je comprends très bien que M. Gilbert Comte ne se nourrisse point de littérature marxiste. Mais qu'il ne prête pas aux marxistes un comportement anti-Michelet qu'ils n'ont jamais eu !

A L'HOTEL DROUOT

Lundi
VENTES
8. - Bijoux. Ameubl. M^e le Blanc.
14. - Bons meubles. M^e Peschereau.

Négociations avec le Foreign Office

Qu'il me soit permis incidemment de signaler quelle bonne fortune cela a été pour la France de nous trouver en présence de Winston Churchill, interlocuteur compréhensif de la tragique situation des Français. Son ministre, lord Halifax, professait des vues bien plus éloignées des nôtres.

Lorsque, le 30 juillet, autorisé enfin à négocier, je me présentai chez Mr. William Strang, un des

plus hauts fonctionnaires du Foreign Office dont j'avais fait la connaissance à Genève, à la Société des Nations, je me trouvais muni de contre-propositions écrites représentant notre deuxième avant-projet, élaboré les 17, 18 et 19 juillet, et j'étais de plus préparé à une discussion serrée.

Au seuil de notre premier entretien très confiant, mon interlocuteur semblait un peu

Certaines chaussures : un danger pour la santé...

Une récente publicité du Palais de la Chaussure se référait aux travaux de l'U.N.A.M. dont le « Comité de Vigilance pour la Protection des Chaussures » avait dénoncé l'usage de chaussures irrégulières, responsables de maladies du pied, d'entorses, etc.

L'U.N.A.M., Association Loi de 1901, tient à préciser qu'elle est tout à fait étrangère à cette éducation publicitaire, sa vocation consistant à défendre les intérêts et les droits des assurés sociaux tant sur le plan de la politique de santé nationale que dans les rapports des intéressés avec l'Administration. Notamment un Co-

mité de Vigilance a pour rôle de mettre en garde les pouvoirs publics et les usagers contre toutes les nuisances anormales pouvant compromettre la santé.

C'est dans le cadre de ce comité qu'a été publié le 7^e et 8^e un rapport des docteurs J. BOIS sur la responsabilité de mauvaises chaussures, répondant le plus souvent aux suggestions de la mode, dans les maladies du pied.

U.N.A.M.
92009 ANTIERES
Téléphone : 792-45-88

Chapitre 150

650
350
150

JUSTICE

SPORTS

LA SITUATION DE L'ORPHELINAT DE MEUDON AU TRIBUNAL DE PARIS

De l'exclusion d'un élève aux expérimentations de cosmétiques

L'affaire, à l'époque, avait semé l'émotion et provoqué le scandale : on expérimentait sur les pensionnaires d'un orphelinat de Meudon des produits cosmétiques ; pomades sur certains, pâtes dentifrices sur d'autres. Le parquet de Versailles avait ouvert une enquête. Un mois plus tard on avait oublié le Monde du 7 avril 1972.

AU CONSEIL D'ÉTAT

Il est illégal de prendre en compte l'activité syndicale d'un magistrat pour le noter

Le Conseil d'Etat a rendu, vendredi 31 janvier, ses décisions sur les requêtes introduites par MM. Jean Wolff et Raymond Exertier, respectivement substitut à Metz et substitut à Grenoble, contre les notes annuelles qui leur avaient été attribuées par leurs chefs de cour au titre des années judiciaires 1970-1971 et 1971-1972.

Arrêtées à Lyon

TROIS PERSONNES AURAIENT PARTICIPÉ EN 1972 A UN VOL DE TABLEAUX CHEZ LE PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ BANANIA

Trois personnes soupçonnées d'être compromises dans le vol de trente et une toiles de maîtres connus le 24 avril 1972 dans l'appartement de M. Albert Lespinaux, président-directeur général de la société Banania, 4 avenue du Général-Maunier à Paris 16, ont été placées sous mandat de dépôt par M. Emile Cabré, juge d'instruction à Paris, incriminées de révolte, en trois personnes, sans autre motif que d'être venues à Paris le 24 avril 1972.

A Oran

PEINES DE RÉCLUSION POUR DES FRANÇAIS ACCUSÉS DE TRAFIC DE DEVISES

Oran (A.F.P.). — Deux ressortissants français, Ernest Janner et Mireille Juan, ont été condamnés, vendredi 31 janvier, à Oran, respectivement sept et trois années de réclusion criminelle par la cour spéciale de répression des infractions économiques pour trafic de devises.

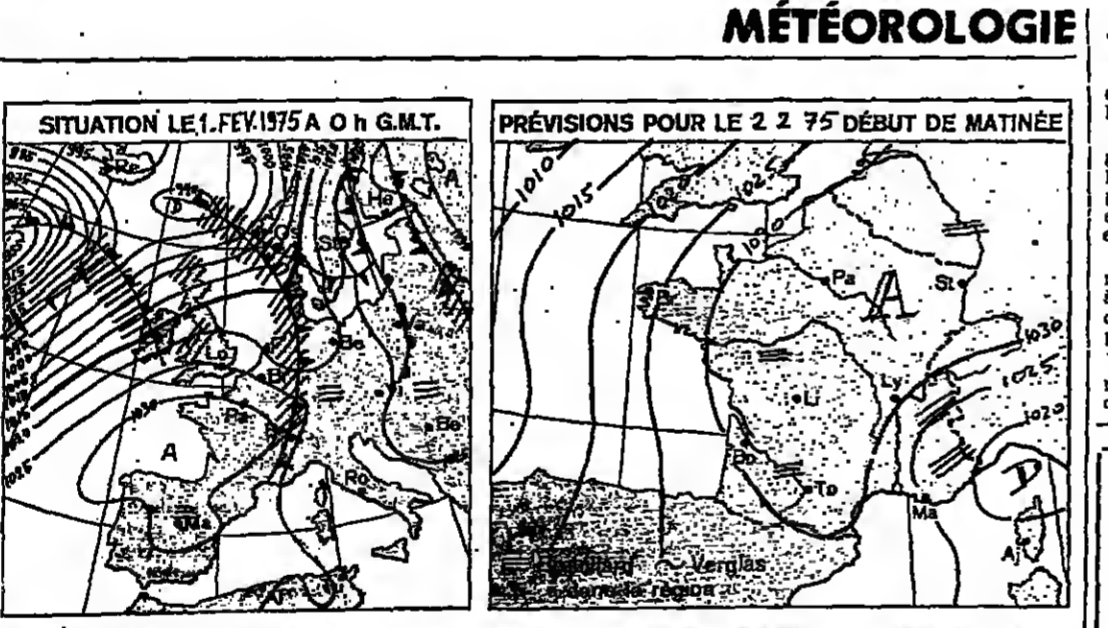
SKI

Anne-Marie Moser-Proell : une grande fille sans problèmes

Chamonix — Une voiture de sport rouge stationne devant la porte de l'hôtel où les filles de l'équipe autrichienne empaquent leur matériel dans des minibus. La propriétaire est Anne-Marie Moser-Proell, la star n° 1 du ski féminin qui vient de remporter le Kangaroo. Comme le Kangaroo défilait sous son quadrille, elle ne prenait la route qu'à la nuit noire.

CLASSEMENT DE LA DESCENTE FÉMININE. 1. B. Zurbriggen (Suisse), 1 min. 33 sec. 9/100. 2. A.-M. Proell (Autr.), 1 min. 33 sec. 43. 3. M.-T. Nadig (Suisse), 1 min. 33 sec. 70. 4. C. Neisbock (E.U.), 1 min. 34 sec. 34.

MÉTÉOROLOGIE



Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel le 1er février 1975 : DES DÉCRETS : Relatif aux modalités d'organisation du baccalauréat de l'enseignement du second degré pour les élèves des établissements expérimentaux de plein exercice et arrêté en ce qui concerne les épreuves.

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 1066. HORIZONTALEMENT : 1. Assurance contre les accidents. II. Qui semble faire corps. Article. III. Lourde chaîne. IV. A supprimer. V. Possessif. Elancée. VI. Abréviations. Fin de participation. Ne se signe jamais répété. VII. Peu gênés quand ils se cassent une patte. Va au fond des choses. VIII. Supprimer un viscère. IX. Roman connu. En Thessalie. X. Article étranger. Abréviation. XI. Désigne un chef spirituel. Très convenable.

Environnement

CRÉATION D'UN COMITÉ NATIONAL D'INFORMATION SUR LES PROBLÈMES DE LA MER

Sur l'initiative de MM. François Bellanger, professeur à la faculté de droit et des sciences politiques de Strasbourg, et Joseph Martray, membre du Conseil économique et social, une association vient de se constituer dénommée Comité national d'information sur les problèmes de la mer.

Le Monde. Service des Abonnements. 75127 PARIS. CEDEX 09. C.C.P. 1207-33. ABONNEMENTS : 6 mois 6 mois 9 mois 12 mois. FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (cof Algérie) : 90 F 180 F 270 F 360 F. TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE : 144 F 272 F 402 F 528 F. ÉTRANGER par mandats : 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE : 113 F 216 F 307 F 408 F. II - TUNISIE : 125 F 231 F 337 F 440 F. Par voie aérienne. Tarif sur demande.

Fiscalité

MESURES EN FAVEUR DES CHÔMEURS PARTIELS

M. Fourcade vient d'accorder des facilités de paiement d'impôts en faveur des personnes qui ont été touchées par des mesures de mise en chômage partiel (comme le Monde du 31 janvier l'avait laissé entendre). Le ministre des finances en a avisé par lettre, vendredi 31 janvier, le secrétaire général de P.O., M. André Bergaron, qui lui avait demandé des assouplissements.

GUERRES

Evolution probable du temps en France entre le samedi 1er février à 8 heures et le dimanche 2 février à 24 heures : Des hautes pressions se sont établies sur la France. Elles contribueront à maintenir à l'ouest de notre pays les perturbations du courant atlantique qui circuleront dans l'océan à la mer de Norvège. Toutefois, un peu plus tard, à l'ouest de la mer du Nord et la Méditerranée, il donnera un temps instable des Alpes à la Corse.

SPONDANCE

Le Monde. Service des Abonnements. 75127 PARIS. CEDEX 09. C.C.P. 1207-33. ABONNEMENTS : 6 mois 6 mois 9 mois 12 mois. FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (cof Algérie) : 90 F 180 F 270 F 360 F. TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE : 144 F 272 F 402 F 528 F. ÉTRANGER par mandats : 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE : 113 F 216 F 307 F 408 F. II - TUNISIE : 125 F 231 F 337 F 440 F. Par voie aérienne. Tarif sur demande.

SPONDANCE

Le Monde. Service des Abonnements. 75127 PARIS. CEDEX 09. C.C.P. 1207-33. ABONNEMENTS : 6 mois 6 mois 9 mois 12 mois. FRANCE - D.O.M. - T.O.M. ex-COMMUNAUTE (cof Algérie) : 90 F 180 F 270 F 360 F. TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE : 144 F 272 F 402 F 528 F. ÉTRANGER par mandats : 1 - BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS - SUISSE : 113 F 216 F 307 F 408 F. II - TUNISIE : 125 F 231 F 337 F 440 F. Par voie aérienne. Tarif sur demande.

EQUIPEMENT ET RÉGIONS

TRANSPORTS

EN MÊME TEMPS QU'ELLES SE RAPPROCHENT LA PAN AM ET LA T.W.A. NÉGOCIENT AVEC L'IRAN

Les deux grandes compagnies américaines Pan American et T.W.A. viennent de réorganiser ensemble leurs réseaux et d'échanger plusieurs de leurs escadres pour limiter la concurrence qu'elles se font (« Le Monde », du 1^{er} février).

Les difficultés qu'elles connaissent actuellement les conduisent à autre part à se rapprocher de l'Iran, dont elles attendent un appui financier.

Attendu depuis plusieurs mois et esquivé, dit-on, depuis plusieurs années, un accord pourrait être conclu d'ici à quelques jours entre Pan American et les autorités iraniennes.

Le Wall Street Journal donne les indications suivantes (non confirmées officiellement) sur le contenu de cet accord :

Aide de la Pan Am à la compagnie nationale iranienne Iran Air. La Pan Am fournirait à Iran Air une aide technique pour la mise en œuvre des avions supersoniques Concorde que celle-ci a commandés entre Téhéran et New-York, via Londres. La Pan Am se réserverait de louer des Concorde iraniens pour les exploiter elle-même.

Aide de l'Iran à la Pan Am. L'aide de l'Iran à la Pan Am prendrait deux formes : 1) Participation et garantie pour de nouveaux prêts bancaires atteignant 250 millions de dollars ; 2) prise de participation de 55 % de l'Iran dans la chaîne hôtelière Intercontinental, filiale de la Pan Am. La chaîne continuerait d'être gérée par les Américains.

Les autorités américaines ont été tenues constamment au courant de la progression des négocia-

tions, précise le Wall Street Journal, qui croit savoir que le gouvernement américain n'admettrait pas d'objection majeure au schéma proposé. Mais Washington pourrait imposer certaines clauses restrictives à la Pan Am pour empêcher que l'aide consistant à ce que l'Iran se prépare à accorder à la Pan Am ne se traduise par une prise de contrôle de la compagnie américaine. La législation des Etats-Unis interdit en effet, théoriquement, toutes prises de participation supérieure à 10 % d'intérêts étrangers dans des sociétés américaines.

Plus inattendue a été la nouvelle annoncée le 31 janvier par la T.W.A. indiquant que celle-ci venait de vendre au gouvernement iranien six Boeing-747 pour 99 millions de dollars. La vente à l'Iran de six Boeing-747 supplémentaires est par ailleurs envisagée par la compagnie aérienne américaine. Les six avions seront livrés avant la fin de 1976. Le président de la T.W.A., M. Charles C. Tillinghast, a précisé, en outre, que cet accord jette une base pour de futures discussions entre sa compagnie et les autorités iraniennes sur des questions aéronautiques.

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Le schéma de la Loire moyenne est adopté

De notre correspondant

Orléans. — Après un débat de près de vingt-quatre heures, les conseillers régionaux du Centre ont finalement adopté le projet de schéma d'aménagement de la Loire moyenne (« Le Monde » du 1^{er} février) entre Blois et Orléans. Le résultat de vote est même plus net (unanimité, 7 abstentions) qu'on aurait pu l'imaginer après la vigoureuse intervention de M. Royer, qui a renouvelé ses critiques devant le préfet de région, M. Paul Masson.

Celui-ci a reproché au maire de Tours de « faire un grand jeu d'écritures », et de donner des idées, a-t-il dit, on vous trace une trajectoire, et vous voulez des moyens et des décisions.

M. Royer a à son tour répliqué que le conseil régional n'était pas une simple assemblée d'enregistrement et que ce « serait une erreur de vouloir lier le destin de la région Centre à celui de l'aménagement du territoire national se modifie profondément ».

Il a d'ailleurs été suivi sur ce point par les « socialistes » des départements du Cher et de l'Indre, qui se sentent un peu les « mal-aimés » de la région, ainsi que par certains élus de l'« Europe-Loir ».

La résolution adoptée finalement n'est pas, elle, très fortement amendée, ainsi que le souhaitait M. Royer. Si les grands objectifs du schéma sont approuvés — équaire des grandes villes, discontinuité dans l'urbanisation no alternance avec des coupures, vertes, protection et mise en valeur des paysages. —

le conseil régional considère notamment que la « région Centre et la vallée de la Loire moyenne doivent organiser leur développement non seulement en fonction de l'avenir de la région et du bassin parisien mais aussi de l'évolution des régions voisines, comme la vallée du Rhône, la Bourgogne, les Pays de Loire et la Poitou-Charentes... et que les actions prévues dans le schéma doivent être complétées par des mesures visant à développer tous les départements de la région ». — R. G.

FAITS ET PROJETS

Paris

DEUX PLACES A NEUF

Les places Saint-Michel et Saint-André-des-Arts à Paris demeurent le quartier latin vont-elles être mieux aménagées ?

Dans un projet qui sera soumis au Conseil de Paris, l'administration propose que les chaînes et poteaux disgracieux disparaissent, place Saint-Michel et que le trottoir bordant la fontaine soit prolongé vers le centre de la place. Une grille placée sur la fontaine protégerait la propriété de l'eau.

Les élus de l'arrondissement ont demandé et obtenu que la sortie de métro, située 9, place Saint-Michel devant la Maison des artistes, soit supprimée, contrairement au projet initial.

Sur la place Saint-André-des-Arts les trottoirs seront élargis et on plantera des arbres.

LA REGION PARISIENNE DANS LE METRO. — Une exposition intitulée « La région parisienne aujourd'hui et demain, du quartier au quartier », est organisée par la préfecture de la région parisienne à la station de métro Gare-de-Lyon (direction Noilly). Cette exposition permanente montre aux passants de la région parisienne, à l'aide de vingt-sept panneaux lumineux présentant des cartes, des photos, des plans et des projections, le quasi même du métro, l'évolution du district au cours de ces dernières années. Le contenu de cette exposition sera périodiquement renouvelé.

Environnement

A PROPOS DES VOIS DE NUIT A ROISSY. — Le comité de défense des riverains de l'aéroport Paris-Nord, réuni en assemblée générale à Goussainville (Val-d'Oise), a exigé, dans une motion l'interdiction des vols de nuit — de 22 h à 7 h — sur les aéroports du Bourget et Charles-de-Gaulle à Roissy-en-France. Il a, d'autre part, insisté pour que soit supprimée toute dérogation de bord relative au prochain Salon de l'aéronautique et de l'espace.

LES PILOTES AMERICAINS REAGISSENT. — L'Association des pilotes de ligne américains a annoncé que désormais les commandants de bord refuseraient d'embarquer toutes substances jugées dangereuses dans les soutes à bagages.

Les pilotes avaient auparavant protesté à plusieurs reprises auprès de l'administration fédérale de l'aviation civile contre le transport de matières radioactives en cabine d'avions réservés au transport de passagers. — (A.F.P.)

PECHEURS : PLAINTE POUR POLLUTION. — Les pêcheurs de Grand-Fort-Philippe (Nord) ont déposé une plainte auprès du parquet de Dunkerque pour pollution des eaux côtières entre Calais et Dunkerque. Les pêcheurs soupçonnent les rejets des usines chimiques de provoquer une maladie chez les poissons, de tuer la végétation et de rendre stériles les fonds marins.

Transports

M. JACQUES TROIAL, PRESIDENT DU PORT DE PARIS. — M. Jacques Troial vient d'être réélu à l'unanimité pour six ans, président du port autonome de Paris.

GREVE SUR LE « JEAN-CHARCOT ». — Le navire océanographique Jean-Charcot, qui avait dû quitter Brest le dimanche 27 janvier, restera à quai, son équipage ayant refusé d'appareiller.

Le Jean-Charcot, comme tous les navires océanographiques et les câbles, est armé par la direction des câbles sous-marins qui dépend du Secrétariat d'Etat aux P.T.T. Un mouvement d'ensemble touche actuellement tous les navires de la Flotte des P.T.T. — (Corresp.)

LA VIE ECONOMIQUE

A L'ÉTRANGER

Les ministres américain et britannique des finances se rencontrent près d'Oxford

De notre correspondant

Londres. — Alors que M. Wilson achevait ses entretiens à Washington avec le président Ford, le directeur de l'Échiquier, M. Healey, et le secrétaire d'Etat américain au Trésor, M. Simon, ont discuté des problèmes financiers du monde occidental à Téhéran. En fait, l'importance de la participation américaine et les efforts

entrepris pour éviter toute publicité donnée à cette rencontre ont un caractère assez différent. Les milieux officiels n'ont jusqu'à présent donné aucun détail sur ces échanges. Certains sénateurs suggèrent que la rencontre n'aurait pas seulement servi à harmoniser les vues britanniques et américaines sur les problèmes généraux de la réforme monétaire, du recyclage des fonds arabes, des plans Healey et Kissinger, mais aussi à coordonner la stratégie de Londres et de Washington en vue des négociations à venir avec les pays producteurs de pétrole. — J. W.

Le Japon est en train de gagner la bataille contre l'inflation

De notre correspondant

Tokyo. — Le Japon est en train de gagner la bataille contre l'inflation. D'après les statistiques que publie le bureau du premier ministre, les prix de détail ont augmenté en janvier que de 0,2 % par rapport à décembre. Déjà, en novembre et en décembre, la hausse n'avait été respectivement que de 0,5 et de 0,4 %. Le coup de frein est très fort, alors que dans le contrat de 1974 les augmentations mensuelles avaient même dépassé 2 %. En un an, par rapport à janvier 1974, les prix de détail dans la capitale ont augmenté de 16,8 %. Pour la première fois depuis douze mois, la hausse annuelle est ainsi retombée en dessous de 20 %.

Pour le cabinet Miki, récemment installé au pouvoir, et pour le ministre des finances, M. Fukuda, champion de la lutte contre l'inflation, ces chiffres sont de bon augure et comportent des conséquences politiques importantes. L'avenir du cabinet dépend pour une bonne part du point de savoir s'il arrivera, d'ici au mois d'avril, à abaisser le taux annuel d'inflation à 15 %, comme il en a pris l'engagement devant l'opinion. Il a maintenant les meilleures chances d'y parvenir.

Da même coup, le gouvernement japonais pourrait atteindre l'autre objectif qu'il s'est fixé, à savoir qu'il soit beaucoup plus discret à son sujet, qui est de tenir tête, en avril, à l'offensive des travailleurs pour des augmentations de salaires. Il s'agit de mettre les employeurs en position, puisque l'inflation est jugulée, de ne consentir cette année qu'un accroissement de salaires bien inférieur à celui de toutes ces dernières années pendant lesquelles les rémunérations galopèrent avec les prix.

Le succès dans la lutte contre l'inflation ramène du même coup les appels au secours des milieux d'affaires, qui réclament à grands cris que l'on passe maintenant au combat contre la récession, par des mesures de relance de la production et de la consommation. M. Miki et ses ministres ont laissé entendre, ces jours derniers, de vouloir le faire, mais ils ont insisté sur le fait que la déflation iranienne à la dernière réunion des pays membres de l'OPEP à Alger, dans une interview publiée le 31 janvier par « Révolution africaine ».

« Nous avons bien du mal à conserver notre pouvoir d'achat », poursuit M. Amouzegar. Nos revenus pétroliers ne cessent en fait de décroître. La valeur du dollar, avec lequel nous payons notre précieux produit, a baissé de 8 % environ durant les trois derniers mois. Cela signifie que nos revenus ont effectivement baissé de 8 %. Si ce n'est à cela le fait que les prix des produits industrialisés, « que nous importons des pays occidentaux », ont augmenté d'environ 25 %, nous constatons aisément qu'en fait il y a eu une érosion de 33 % de notre pouvoir d'achat ».

« Pour compenser un lent soit peu ce manque à gagner, nous avons augmenté nos prix de quelque 10 % pendant cette même année 1974. Au mieux, nous aurons quand même perdu 23 % de notre pouvoir d'achat. (...) Si le taux d'inflation atteint 16 % à 15 % cette année, ce sera vraiment insupportable. » — (A.F.P.)

ÉNERGIE

UNE MISE EN GARDE DU MINISTRE IRANIEEN DU PÉTROLE

« Fruite de dialogue positif », lors de la prochaine conférence internationale, « le prix du pétrole augmentera avant la fin de 1975 », a déclaré M. Amouzegar, ministre de l'Intérieur et chef de la délégation iranienne à la dernière réunion des pays membres de l'OPEP à Alger, dans une interview publiée le 31 janvier par « Révolution africaine ».

« Nous avons bien du mal à conserver notre pouvoir d'achat », poursuit M. Amouzegar. Nos revenus pétroliers ne cessent en fait de décroître. La valeur du dollar, avec lequel nous payons notre précieux produit, a baissé de 8 % environ durant les trois derniers mois. Cela signifie que nos revenus ont effectivement baissé de 8 %. Si ce n'est à cela le fait que les prix des produits industrialisés, « que nous importons des pays occidentaux », ont augmenté d'environ 25 %, nous constatons aisément qu'en fait il y a eu une érosion de 33 % de notre pouvoir d'achat ».

« Pour compenser un lent soit peu ce manque à gagner, nous avons augmenté nos prix de quelque 10 % pendant cette même année 1974. Au mieux, nous aurons quand même perdu 23 % de notre pouvoir d'achat. (...) Si le taux d'inflation atteint 16 % à 15 % cette année, ce sera vraiment insupportable. » — (A.F.P.)

(PUBLI-CITE)

HIGHER COMMITTEE FOR THE EXECUTION OF THE UNIVERSITY OF TECHNOLOGY PROJECT OF THE NATIONAL DEVELOPMENT PROJECTS NOTICE

1. The Ministry of Higher Education and Scientific Research (Higher Committee for the Execution of the University of Technology Project) announces to the Co-ordinating Bureau, Local & Foreign Companies, with experience in executing similar projects, the University of Technology Project and are invited to submit their offers for Designing, Constructing & Executing the project according to the details outlined in the Preliminary Report.

2. Co-ordinating Bureau, Local Companies and Agents of Foreign Consultants, Arab & Foreign Companies residing in Iraq can obtain a copy of the Preliminary Report from the Secretariat of the Higher Committee for the Execution of the University of Technology Project, College of Engineering Technology, Tel-Mohammed, Baghdad. Copies can also be obtained from the Iraqi Embassies abroad.

3. In addition to the information required in supplements 2 & 3 to the Preliminary Report, tenderers are requested to submit the following information:

a) The parties with whom they will co-operate and the nature of co-operation.

b) Past experience and projects designed, designed & executed.

c) A summary of the manner in which the project will be executed and the time expected to finish the project.

4. Tenders are accepted until 15 February, 1975.

5. Tenders should be submitted to the following address, against a deposit of 100,000 Iraqi Dinars, to the Ministry of Higher Education & Scientific Research, Higher Committee for the Execution of the University of Technology Project, College of Engineering Technology Building, Tel-Mohammed, BAGHDAD - IRAQ, or they are to be sent by registered mail to the above address.

Dr. Taha T. Al-Naimi, Chairman
Higher Committee for the Execution of the University of Technology Project.

ENVIRONNEMENT

Les forestiers font leurs comptes

Le rapport de gestion de l'Office national des forêts (O.N.F.) pour 1973 vient d'être rendu public. Il apporte quelques sujets d'étonnement. L'O.N.F. gère plus de 4 000 000 d'hectares de forêts domaniales et communales.

Cette belle portion de l'Hexagone, c'est tout à la fois une usine à bois dont les ventes dépassent 1 milliard de francs par an, un convertisseur naturel dont le rôle régulateur n'est plus à démontrer, un équipement de loisirs et de santé encore inestimable, mais qu'il faudra bien un jour compléter. On pourrait supposer que l'on a tout fait pour arrondir ce capital. En fait la forêt publique ne s'est accrue que de 0,4 % en 1973, de 17 000 hectares rachetés ici et là : une misère.

Les six mille huit cent cinquante-quatre forestiers qui entretiennent et font valoir ce patrimoine sont-ils au moins correctement choisis ? Pas davantage. Souvent surmenés, mal payés, les agents de l'O.N.F. ont dû défilier en novembre 1973 dans les rues de Paris — ce qu'on n'avait jamais vu — pour que leur sort soit légèrement amélioré.

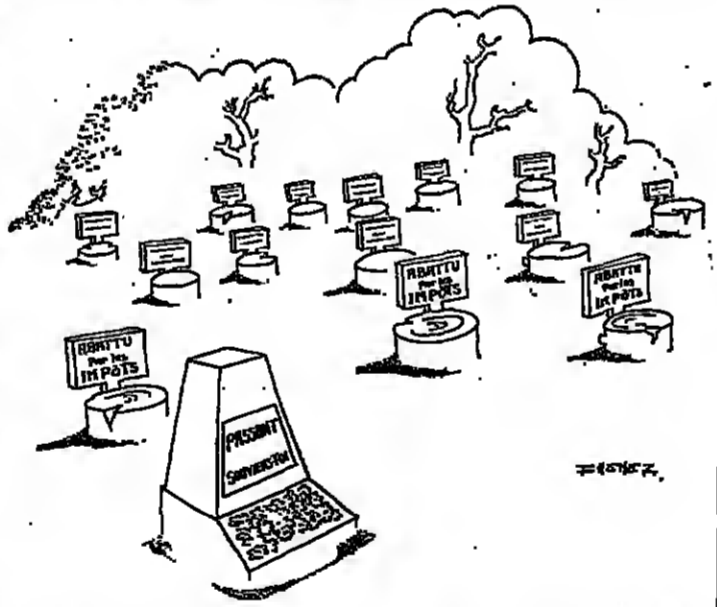
Où va l'argent ?

Paradoxe : ce n'est pas le mauvais état de ses finances qui empêche l'Office d'augmenter les surfaces plantées et de mieux traiter son personnel. En 1973 son bénéfice d'exploitation s'est élevé à 223 millions. Là-dessus, il a payé au fisc 133 millions au titre de l'impôt sur les sociétés. Restait encore, après quelques maigres réserves pour autofinancement, un bénéfice net fort important de 137 millions, qui a été intégralement versé dans les caisses du ministère des finances. Ainsi l'exige le statut de l'Office. Or, dans le même temps, les acqui-

sitions de forêts par l'Etat et les aménagements d'espaces verts pour le public sont freinés à faute de crédits. Aussi, les collectivités locales sont-elles obligées de prendre en charge ces achats et ces travaux.

Une telle situation n'a pas

son en grande partie exonérées de cet impôt. M. Kalinski demande, dans une question écrite adressée à M. Jarrot, « s'il n'est pas possible de faire bénéficier les collectivités locales de la déduction de l'impôt des dépenses de l'O.N.F. à l'acquisition d'espaces boisés et



(Dessin de CHENEZ.)

à leur aménagement pour les ouvrir au public. La question mérite d'être posée. Dans son rapport, le conseil d'administration de l'Office a lui-même proposé que les bénéfices soient consacrés en priorité aux investissements. Après tout, c'est le cas aussi d'une usine qui veut investir dans la forêt que dans le pétrole ?

Avec ses profits, l'O.N.F. pourrait entretenir les deux mille quatre cents maisons forestières de l'Etat, dont certaines tombent en ruine, construire des locaux administratifs décentes, acquérir le matériel indispensable à l'exploitation des forêts. Il pourrait surtout procéder à des plantations massives et acheter de nouvelles forêts. Le V^e Plan avait prévu des dotations importantes pour « achats d'espaces verts forestiers ». A la fin de cette année, il ne sera exécuté qu'à 86 %. Ce ne sont pourtant pas les bois à vendre qui manquent. En 1973, on a proposé à l'Etat 25 000 hectares de forêts. Il n'en a acheté que 5 000 hectares.

Des pans entiers de nos montagnes sont menacés par l'érosion. On a manqué, dit-on, de crédits pour y planter des arbres qui maintiendraient le sol. Faute de cette couverture permettant de régulariser le régime des eaux, il faut couler du béton dans les vallées pour créer des retenues artificielles. Les barrages de l'« E.D.F. » eux-mêmes seraient besoin des arbres. Le lac de Serre-Ponçon, orgueil des années 60, est menacé de comblement par le glissement de ses rives dénudées. La durée de vie et le rendement des sommes qu'on y a consacrées auraient donc été doublés si l'on avait rebouché massivement la région pendant que l'on construisait l'ouvrage. Mais les ingénieurs et les financiers de l'Etat sont jusqu'à présent restés sourds aux suggestions de bon sens des forestiers.

MARC AMBROISE-RENDU.

POLICE

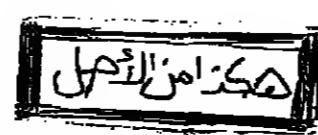
Les syndicats écartés du comité paritaire pourront formuler des avis sur les sujets qui les concernent

déclare M. Poniatowski

Saisi par plusieurs organisations syndicales minoritaires de la police de protestations touchant à la représentativité du personnel au sein du comité technique paritaire qui les exclut des discussions le 26 janvier, le ministre de l'Intérieur a été amené à préciser à leur intention les raisons qui ont conduit à adopter le présent mode de composition de ce comité.

Dans une lettre à M. Jacques Leroy, président du Syndicat des gradés de la police nationale, M. Michel Poniatowski écrit : « La composition du comité technique paritaire, tel qu'il est prévu, est conforme aux dispositions du décret statutaire du 24 janvier 1968, article 3. » Les « fonctionnaires des services actifs » de la police nationale sont représentés au comité technique paritaire de la police nationale à raison de deux délégués par

« corps » ; ces délégués sont désignés « par les organisations syndicales les plus représentatives pour l'ensemble du corps considéré », dispositions dont il ne m'a pas paru opportun d'entreprendre actuellement la modification (...). » En conclusion, désirez de remettre en pratique la consultation du comité technique paritaire, je n'ai pu que me conformer aux dispositions statutaires actuelles qui régissent sa composition. » Le ministre de l'Intérieur précise toutefois : « Je suis disposé à recueillir l'avis d'organisations professionnelles non représentées au comité technique paritaire sur tous les sujets à l'étude susceptibles de les concerner directement. » En convoquant le comité technique, le ministre de l'Intérieur avait précisé que les syndicats non représentés recevraient les documents de travail du comité et les comptes rendus des séances.



Américain et britannique se rencontrent près d'Oxford

en train de gagner contre l'inflation

en train de gagner contre l'inflation

ÉNERGIE

UNE MISE EN GARDE DU MINISTRE IRANEN DU PÉTROLE

DE NOUVELLES MESURES EN FAVEUR DES SOCIÉTÉS DE TRAVAUX PUBLICS SONT À L'ÉTUDE

PROJET DE LA COMMISSION EUROPÉENNE POUR L'EXÉCUTION DE PROJETS DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

ÉTATS-UNIS

LA VIE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE

CONJONCTURE

BIEN QU'EN DÉCÉLÉRATION

Le rythme de la hausse des prix est actuellement de 12,5 % l'an

Le ralentissement de la hausse des prix de détail s'est confirmé en décembre. Au cours des trois derniers mois de l'année, le coût de la vie a progressé à un rythme annuel de 12,5 %.

HAUSSE DES PRIX DE DÉTAIL (*)

Table showing price index increases for various categories like Alimentation, Produits Manuf., Services, etc., comparing current months to previous periods.

(*) Indice calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1970.

trop rapide », a reconnu M. Fourcade... mais la décelération est nette depuis le début de l'année.

EN DÉCEMBRE, LES PRIX ALIMENTAIRES ont progressé moins vite qu'en novembre (10,8 % contre 11 %).

LES PRIX DES PRODUITS INDUSTRIELS ont augmenté à la même vitesse qu'en novembre (10,9 % en un mois).

ENFIN LES SERVICES ont augmenté de 0,9 % en décembre par rapport à novembre, c'est-à-dire plus vite qu'en novembre par rapport à octobre.

DE NOUVELLES MESURES EN FAVEUR DES SOCIÉTÉS DE TRAVAUX PUBLICS SONT À L'ÉTUDE

Au banquet annuel des professionnels des travaux publics, M. Fourcade, ministre de l'économie et des finances, a annoncé le vendredi 31 janvier que les mesures spécifiques prises récemment en faveur de ce secteur d'activités...

nouveau mécanisme pour liquider plus rapidement les créances des collectivités locales ; institution d'un échelon unique de clauses administratives ; renforcement des garanties apportées par le COFACE aux sociétés engageant des travaux à l'étranger...

CITROËN : PRIX EN HAUSSE DE 4,5 %

Le nouveau tarif « dies » de Citroën sera de 18 288 F pour la CX-3000, de 24 788 F pour la CX-2000, de 20 788 F pour la CX-2000, de 20 788 F pour la CX-2000.

Fonctionnaires en cocktail

Beaucoup de monde vendredi soir 31 janvier au Palais des congrès, porte Maillot, à Paris, où M. Fourcade avait réuni deux mille cinq cents hauts fonctionnaires de son ministère en octobre...

IMMIGRATION

NOUVELLE EXPULSION DE TRAVAILLEURS APRÈS DES INCIDENTS AU SERVICE DE MAIN-D'ŒUVRE DE L'HÉRAULT ?

Montpellier. — Soixante-sept travailleurs immigrés ont été gardés à vue quelques heures, vendredi après-midi 31 janvier, après des incidents qui s'étaient produits dans la matinée au service de la main-d'œuvre de l'Hérault.

CONFLITS ET REVENDICATIONS

Les grévistes de l'usine Colroy, dans les Vosges obtiennent le maintien du salaire en cas de chômage total ou partiel

Epinal. — A la S.A. Colroy, une bonneterie de Sedan (Vosges), l'occupation de blocage des expéditions qui avait débuté le mardi 28 janvier a cessé vendredi 31 janvier à la suite d'un accord. Le personnel s'était mis en grève après la décision de la direction de placer en chômage total, à compter du 1er février, cinquante ouvriers, et de réduire à vingt-quatre ou trente-deux heures l'horaire habituel de travail des quatre cents salariés.

ELECTIONS PROFESSIONNELLES

Net succès de la C.F.D.T. chez Lip

Besanoon. — Pour la première fois depuis la reprise des activités de Lip, devenue la Compagnie européenne d'Orthologie, des élections professionnelles ont eu lieu dans l'entreprise bisonnoise. Le personnel bénéficiaire des accords de Dole, qui s'est déjà effectivement réintégré ou seulement en possession d'une lettre d'embauche à terme, était appelé, le 30 et 31 janvier, à désigner ses délégués et ses représentants au comité d'entreprise.

L'Anjou entre deux vins

De notre envoyé spécial

Angers. — Il faudra s'engager à manifester, lança Jean-Marie Humeau dans le feu de la discussion. Autour de la table familiale, il y eut un silence incrédule, comme un brusque courant d'air glacé, dans cette demeure bourgeoise du Haut-Layon.

La cassure apparut dans les années 50 avec la disgrâce des vins blancs. Heureusement nous avons alors découvert que notre région avait une position de repli sur les rosés moelleux.

Volé plus d'un an que le rosé d'Anjou se vend au prix de brederie de 1,10-1,20 F le litre (départ propriété). A quelques centimes près, c'est le cours du gros rouge dans le Midi ; or l'Anjou figure (en droit du moins) parmi l'élite des vins : les appellations contrôlées « F 16, Insula M. Humeau, On le vendait 2 F 20 en 1973, et notre prix de revient tourne aujourd'hui autour de 2 F. Pour la première fois depuis longtemps, en 1973, on avait vraiment gagné notre vie d'œuvrier le retour à la propriété d'autrefois. Notez qu'on n'y croyait pas trop. (Un silence.) On ne croyait pas non plus que ça serait aussi bref.

Le diable par la queue

Depuis une vingtaine d'années la viticulture angevine tira le diable par la queue. Elle se débrouille, elle trafiquote, vivant toujours entre deux vins : ses grands blancs liquoreux, aujourd'hui passés de mode, dont il ne reste plus que des réminiscences ; « rétro » plus ou moins authentiques ; et ses gros rosés moelleux, boisson honnête mais de si piètre qualité qu'on se demande toujours comment elle trouve autant d'ama-

teurs de par le monde Avant-guerre, l'Anjou était surtout du blanc : « l'élite » à demi-sec « bien gouleyant qu'on boitait » (selon le vocabulaire consacré) sur le zinc d'un bistrot ; ou valait bouteilles de liqueurs, vins de notaire, que l'âge rendait inégalement un coteau-d'Anjou et de sa propre société Rémy-Pennier, une des bonnes affaires nationales de vins. Très vite, le rosé et le cabernet rosé d'Anjou (plus liquoreux), popularisés à la radio par la famille Duranton, commencent un vif succès au nord de la France. Ce fut ensuite le percée réussie à l'étranger. Les surfaces plantées en rosé et en cabernet ont plus que doublé en Maine-et-Loire depuis 1950, tandis que celles en vin blanc régressaient d'un tiers ; et de 1958 à 1972 les exportations d'Anjou ont progressé (en volume) moitié plus vite que celles de Bordeaux.

A s'en tenir aux chiffres, l'Anjou aurait réussi sa conversion Du moins si l'on parle de commerce et d'affaires. Mais pour le vœux (hélas !), pour ce qui est de la qualité du produit... Exotiques-nous : des rosés, on en produit partout en Provence, en Languedoc, jusqu'en Grèce, jusqu'au Portugal, et là-bas dans des conditions économiques autrement plus favorables. Les négociants angevins se sont donc battus sur un marché difficile, où ils se sont imposés avec un rosé de qualité moyenne et de faible prix. On ne dit jamais un grand rosé. Pas question donc de le vendre cher, commente M. Remy Test

Journal de 150

LA REVUE DES VALEURS

NANCIÈRE

CHANGES

nt du dollar

Table of exchange rates for various currencies against the dollar.

comparés d'une semaine à l'autre

Table comparing exchange rates from one week to the next.

ONÉTAIRE poursuit

PREMIÈRES REPLI DU BIL

MAIRIE DE LOS

Additional financial news and market commentary.

Valeurs à revenu fixe

ou indexées
L'emprunt 4 1/2 % 1973 a dû abandonner quelques fractions au terme de transactions redevenues moins étoffées.

Table of fixed income values and indexed values.

Banques, assurances, sociétés d'investissement
Interrompus depuis le 23 janvier, les transactions sur Prédobal Sicom ont été reprises le 29 janvier.

Table of bank, insurance, and investment company values.

Bâtiment et travaux publics
Le groupe Bouygues a obtenu en 1974 un bénéfice après impôts.

Table of construction and public works values.

Autres sociétés
Cinq pour cent de hausse, un volume d'affaires sans précédent.

Table of other company values.

été en augmentation de 25 %. La progression a été relativement faible, compte tenu de la hausse des prix. Dans une conjoncture moins favorable, la société cherche à élargir ses débouchés au Moyen-Orient.

Alimentation
L'attention des opérateurs s'est portée sur un certain nombre de valeurs parmi lesquelles il faut mentionner Jacques Borel dont la cotation a dû être un moment différée deux jours de suite (jeudi et vendredi).

Motériel électrique, services publics
R.T.T. a enregistré en 1974 un chiffre d'affaires hors taxes de 339 millions dont 62 millions à l'exportation, contre 287 millions en 1973.

Mines, caoutchouc, outre-mer
Le Nickel, devenu Imetal, est coté depuis lundi sous son nouveau nom.

Table of food, electrical equipment, and public services values.

Table of mining, rubber, and overseas values.

Bruxelles
Se conformant aux indications de Wall Street, le marché bruxellois a fortement monté.

Table of Brussels market values.

Bourse de Paris

SEMAINE DU 27 AU 31 JANVIER

HAUSSE DE RATTRAPAGE

MALGRE l'apparition, à la veille du week-end, de quelques ombres dans le ciel de l'économie, qui ont pu ternir son bel optimisme, la Bourse de Paris, fait rattrapage dans son histoire, à moins pour la sixième semaine consécutive, tant et si bien que les deux tiers des pertes qu'elle avait subies au 1974 sont désormais effacés.

Lundi, littéralement galvanisé par la décision des pays producteurs de pétrole de ne pas relever le prix du brut en 1975, le marché, qui avait commencé à présenter quelques signes de lassitude à la fin de la semaine écoulée, reprit son ascension à très vive allure et la poursuite mardi au même rythme avec un volume d'affaires augmenté d'un bon tiers.

C'est à peine croyable. En bonne logique, pourtant, la Bourse, qui avait déjà monté de 17 % d'une liquidation à l'autre, aurait dû réagir en baisse cette semaine, si elle peut-être été opportuniste comme le fit Autalhe il y a quelques jours.

Sur le marché de l'or, les cours ont très peu varié. Le lingot a perdu 155 F à 215 F, le kilo en barre 190 F à 2100 F, et le napoléon 180 à 228,90 F.

Les valeurs étrangères, forte hausse des américaines, des pétroles intermédiaires, des néerlandaises. Progress plus modeste des allemandes. Irrégularité des mines d'or.

Table of Paris stock market values.

Les résultats de l'exercice 1974 ont été très satisfaisants. Le volume des achats a décliné en valeurs françaises (368,2 millions de francs) à décliné d'un mois à l'autre d'environ 4 % en valeur relative.

Métallurgie, constructions

En raison du ralentissement des commandes, Solmer a décidé l'arrêt de l'un des deux hauts fourneaux de Fos.

Participation de 23 % de Schneider dans la Marine serait ramenée de 22 à 15 % par les apports de la Compagnie Lorrette.

Le chiffre d'affaires du groupe ELF-Aquitaine pour 1974 peut être estimé à 24 milliards de francs, soit le double de celui de 1973.

Le résultat lié à l'évaluation comptable des stocks, la marge brute consolidée du groupe devrait atteindre 3 milliards de francs.

Le bénéfice consolidé de Pétrifrance pour 1973 s'élève à 5,01 milliards de F.B. (+ 31,7 %).

Nobel-Bosel annonce pour 1974 un bénéfice net de 9,21 milliards de F, en augmentation de plus de 50 % sur celui de l'exercice précédent.

Table of metallurgy and construction values.

Le groupe Delalande annonce pour 1974 un bénéfice net après prélèvement fiscal exceptionnel de 18 millions de F (+ 20 %) pour un chiffre d'affaires hors taxes augmenté de 14 % à 315 millions.

Mines d'or, diamants

L'offre publique d'échange lancée par la Goldfields of South Africa (G.F.S.A.), filiale du groupe Consolidated Goldfields, sur les actions de la compagnie Union Corporation en vue d'en prendre le contrôle, a échoué, bien qu'agréement en dernière heure d'une soufre de 120 rands par titre.

Après P.U.K. et Rhône-Poulenc, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson envisage d'augmenter son dividende.

Après P.U.K. et Rhône-Poulenc, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson envisage d'augmenter son dividende.

Après P.U.K. et Rhône-Poulenc, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson envisage d'augmenter son dividende.

Après P.U.K. et Rhône-Poulenc, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson envisage d'augmenter son dividende.

Table of gold and diamond mining values.

Après P.U.K. et Rhône-Poulenc, Saint-Gobain-Pont-à-Mousson envisage d'augmenter son dividende.

Table of gold and diamond mining values.

LE VOLUME DES TRANSACTIONS (en francs)

Table of transaction volumes in francs.

INDICES QUOTIDIENS (I.N.S.E.E base 100, 31 décembre 1974)

Table of daily indices (I.N.S.E.E base 100, 31 décembre 1974).

COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE (base 100, 29 décembre 1961)

Table of company agents of change (base 100, 29 décembre 1961).

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. AFRIQUE**
 - ANGOLA : Lisbonne a transféré ses pouvoirs à un gouvernement de transition.
 - ETHIOPIE : singuliers représentants à Addis ; « Carnets de route en Ethiopie » socialiste (IV), par Jean-Claude Guillebaud.
- 2. AMERIQUES**
 - ETATS-UNIS : M. Wilson se félicite de l'identité des vues britanniques et américaines.
- 3. EUROPE**
 - ESPAGNE : les ultimes réclames de la démission de M. Arias Navarro.
- 3. DIPLOMATIE**
 - Le remplacement des F-104.
- 4.7. POLITIQUE**
 - Les réactions après le remaniement du gouvernement.
- 8. JEUNESSE**
 - M. Chirac souhaite que les jeunes soient mieux informés.
- 8. EDUCATION**
 - M. Giscard d'Estaing a reçu les représentants de la Fédération Logarde.
- 8. SOCIÉTÉ**
 - La Semaine de la pensée marxiste : sexualité et féminité.

LE MONDE AUJOURD'HUI
Pages 9 à 15.

- Un patron de presse américain : Comment influencer les gens qui ont de l'influence.
- Humeur : Ne pas se pencher au-dessus.
- Au fil de la semaine : A la recherche d'un emploi, par Pierre Vianin-Ponté.
- Lettre de Milan, par Claude Ambray.
- Le football chez les trumfés.
- Pénitence : Le procès d'un inconnu.
- RADIO-TELEVISION : Vu ; Les voix de la France, par Claude Gervais ; Les « Journaux » pour les jeunes.

- 16. HISTOIRE**
 - Les Hommes partis de rien, de René Guénon.
 - Le Monde entre deux guerres, de Raymond Carlier.
- 17. SPORTS**
 - SKI : Anne-Marie Moser-Proell, une grande fille toute simple.
- 17. JUSTICE**
 - Au Conseil d'Etat : la notation des magistrats ne doit pas tenir compte de leur activité syndicale.
- 18-19. ARTS ET SPECTACLES**
 - EXPOSITIONS : art africain ; Calder.
 - THEATRE : Tabo.
- 20. EQUIPEMENT ET REGIONS**
 - ENVIRONNEMENT : les forestiers font leurs comptes.
- 20-21. LA VIE ECONOMIQUE ET SOCIALE**
 - CONJONCTURE : le rythme de la hausse des prix est actuellement de 12,5 % l'an.
 - CONFLITS ET REVOLUTIONS : les grévistes de l'usine Colroy, dans les Vosges, obtiennent le maintien du salaire en cas de chômage total ou partiel.
- 22-23. LA SEMAINE FINANCIERE**

LIRE EGALEMENT

RADIO-TELEVISION (11 à 14)
Annonces classées (22) ; Carnet (18) ; Aujourd'hui (17) ; Journal officiel (17) ; Météorologie (17) ; Mots croisés (17).

Europe car simplifiée la location de voitures Réservez au 645.21.25.

BUREAUX A LOUER

BRUXELLES

- 18/16 INDUSTRIE
- 139 à 239 m2
- Air conditionné
- Disponible à partir de 73

Agent de location :
MELLEERS & HARDING
348, avenue Louise
1050 BRUXELLES
Téléph. : (02) 649-31-64

A B C D E F G

Les décisions du Conseil central de planification

LA FRANCE CONSTRUIRA DOUZE CENTRALES NUCLEAIRES EN 1976-1977

Après avoir défini le 28 janvier les grands objectifs de la politique énergétique de la France au cours des dix prochaines années, le conseil central de planification a tenu ce samedi matin 1^{er} février, à l'Élysée, sa seconde réunion sous la présidence de M. Giscard d'Estaing. Il a notamment décidé du choix du rythme de construction de centrales nucléaires à partir de 1976 : la France mettra en chantier, durant les deux années 1976 et 1977, douze centrales nucléaires de 1 000 mégawatts. D'autre part, le gouvernement a confirmé son intention d'accroître les recherches pétrolières en mer d'Irlande.

Cette seconde réunion du conseil de planification, établi dès l'été 1974, a pour objet de coordonner les décisions prises le 28 janvier sur la politique énergétique de la France pour les dix prochaines années. Trois grands objectifs ont donc été définis pour 1986 : limitation de la consommation à 240 millions de tonnes d'équivalent-pétrole ; réduction de 16% jusqu'à la fin de 80 du déficit de dépendance énergétique de la France ; aucun pays ne devra fournir à la France plus de 15% de nos approvisionnements en produits pétroliers. L'objet de la seconde réunion du conseil de planification était de fixer la part que chacun de ces produits (pétrole, gaz, lignite, charbon, etc.) occupera dans le total.

● **LE PETROLE** : le gouvernement souhaite ramener sa part de 66% actuellement à environ 40%. Cela signifie un plafonnement de la consommation à quelque 115 millions de tonnes par an. Il subsiste une incertitude cependant : les tonnages qui pourront être tirés des ressources nationales, en particulier de la mer d'Irlande, et de la production de pétrole en mer d'Irlande.

● **L'ENERGIE HYDRAULIQUE** : sa part s'établira à quelque 5% du total.

● **LES ENERGIES NOUVELLES** : le gouvernement a manifesté son intention de développer les études à ce sujet. Toutefois l'énergie solaire, la géothermie, etc. ne deviendront des sources d'énergie importantes qu'à très long terme. Pour 1986, elles ne représenteront que 1%.

● **LE CHARBON** : il a été décidé de stabiliser à 30 millions de tonnes d'équivalent-pétrole (45 millions de tonnes de charbon) la consommation houillère française, soit 12% de l'ensemble.

● **LE GAZ** : actuellement, sa part est d'un peu plus de 6% du total. Elle serait doublée d'ici dix ans. Toutefois une assez grande latitude devrait être laissée aux organismes compétents pour négocier au coup par coup les contrats.

● **LE NUCLEAIRE** : c'est sur ce point que le débat a été le plus ouvert. Certes, il n'est pas question de revenir sur le principe défini lors du conseil interministériel du 6 mars 1974 : la France fera un gros effort pour développer la production d'énergie par construction de centrales envisagé il y a près d'un an - sept centrales par an en 1976 et en 1977 - avait été remise en question par certains membres du gouvernement, partisans d'adopter une cadence plus faible - cinq centrales - quitte à accélérer par la suite le rythme de construction.

AU CONGRÈS DES REPUBLICAINS INDEPENDANTS

M. d'Ornano : l'homme de la rue veut le changement

Samedi matin, 1^{er} février, le congrès des républicains indépendants a repris ses travaux au Palais de la porte Maillot. Ceux-ci devaient se poursuivre jusqu'au dimanche 3 au de manière à se clore par un discours de M. Michel Fontana, président de la section de vote visant au renouvellement des instances dirigeantes ont eu lieu samedi après-midi.

À la cours des débats de la matinée, M. Michel d'Ornano, ministre de l'Industrie, a été recherché, a évoqué dans son intervention la démission de la gauche. Il a déclaré : « Les querelles de l'opposition sont vaines, elles ne servent qu'à égarer l'attention de l'homme de la rue. Ce qui compte, c'est de faire comprendre que la gauche est attachée à son programme démocratique. L'ancien Testament ? Ce qu'il faut, c'est le changement, c'est l'action. Je me demande franchement comment beaucoup d'hommes sérieux, d'espérance, peuvent encore s'accommoder de cette mésalliance avec le parti communiste. Ils comprendront sans doute un jour que la voie sur laquelle on se trouve est une impasse, et qu'il faut en faire l'expérience pour leur malheur. »

M. Roger Chénedé, député de Paris, et qui allait abandonner ses fonctions de secrétaire général, a affirmé : « A l'heure où je passe de la politique de la gauche à la politique de la droite, c'est aussi celui de la raison et c'est aussi celui du cœur. Ce combat-là, vous n'avez pas le droit de le laisser tomber. »

M. Jacques Dominati, député de Paris, qui devait devenir secrétaire général du Mouvement, a insisté sur la nécessité pour les républicains indépendants de se ranger à des hommes nouveaux. Les congressistes ont encore notamment entendu M. Jean-Pierre Solson, secrétaire d'Etat aux universités, qui a fait des orientations qu'il entend donner à son ministère en disant : « Les universités doivent s'ouvrir aux réalités économiques et sociales de notre pays. Elles doivent être des lieux de vie, des lieux de rencontres, des lieux de rencontres de la vie régionale. Il faut en effet tisser des liens plus étroits entre les institutions universitaires et les institutions des régions. »

APRES LE REMANIEMENT DU GOUVERNEMENT

M. Achille Fould : le plus urgent est de rétablir le dialogue aux P.T.T.

« Le plus urgent est d'établir et de conserver le dialogue avec le personnel de cette grande maison », a déclaré le 31 janvier dans la soirée à l'Europe 1 M. Achille Fould, nouveau secrétaire d'Etat aux postes et télécommunications, lors de sa première audition, a-t-il ajouté, dès que j'aurai pris connaissance des dossiers, je voudrais à peine les difficultés pour faire fonctionner ce grand service public. Je n'ai reçu aucune instruction particulière, ni du président de la République ni du premier ministre, pour agir. »

M. Achille-Fould répond ainsi à la première réaction que les postiers ont manifestée après sa nomination. « La médiation a été faite, a ainsi déclaré un porte-parole de la C.F.D.T., c'est que le nouveau ministre accepte de recevoir les trois représentants syndicaux pour discuter des compensations à accorder pour le surcoût de travail des postiers durant trois mois. (...) »

La première tâche du nouveau secrétaire d'Etat sera d'essayer de dissiper le malaise profond qui

TOUT EN DÉCALANT L'EXAMEN DU DOSSIER DU SUCRE

Les ministres des Neuf et des quarante-six candidats à l'association ont approuvé le système d'une nouvelle convention

Bruxelles (Communauté européenne) Les ministres des Neuf et ceux représentant les quarante-six pays d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (A.C.P.), qui envisagent d'établir des liens privilégiés avec la Communauté, ont mené à leur terme leur négociation, samedi 1^{er} février, à 19 heures du matin. Après avoir déposé sans interruption toute la nuit précédente, ils sont parvenus à approuver les textes décrivant le contenu de la future convention F.E.E.-A.C.P.

De façon délicate, les deux parties n'ont toutefois pas abordé, au cours de leur dernière phase de pourparlers, le dossier du sucre. Ils devaient en reprendre l'examen samedi après-midi. Aucun des participants ne croyait à l'issue de la réunion, que des difficultés persistantes sur l'affaire du sucre risqueraient de remettre en cause l'accord sur le contenu de la convention. Les pays A.C.P. se réuniront à Accra (Ghana), le 11 février, pour décider officiellement s'ils sont prêts à signer la nouvelle convention.

En principe, la nouvelle convention, qui ne s'appellera pas convention d'association mais tout simplement convention entre les A.C.P. et la C.E.E., sera signée à Lomé (Togo), fin février ou début mars. Dès lors, l'ensemble de l'Afrique noire indépendante se trouvera liée à la Communauté. La convention comptera trois principaux chapitres :

● **LA COOPERATION COMMERCIALE** - Les A.C.P. ont obtenu l'accès en franchise sur les marchés des Neuf pour 98 % de leurs exportations ; pour 4 % - il s'agit des produits agricoles susceptibles de concurrencer les produits européens - ils obtiennent des préférences, mais non pas la franchise. Les A.C.P. se sont engagés à faire bénéficier les Neuf de la clause de la nation la plus favorisée.

LES REVENUS DES EXPORTATIONS. - Les Neuf se sont engagés à garantir - dans certaines limites - la stabilisation des recettes que les pays A.C.P. obtiennent grâce à l'exportation d'une douzaine de produits de base. C'est la première fois qu'un accord de ce type est conclu entre des pays industrialisés et des pays du tiers-monde.

L'AIDE FINANCIERE consentie par la C.E.E. aux pays A.C.P. atteindra 3 milliards d'unités de compte, soit 18,5 milliards de francs, auxquels il convient d'ajouter 390 millions d'unités de compte de prêts accordés par la Banque européenne d'investissement. C'est sur les 3 milliards que sera prélevé l'argent nécessaire pour garantir la stabilisation des recettes d'exportation. Une aide financière est également prévue en faveur des territoires et départements d'outre-mer.

PHILIPPE LEMAITRE.

Bravant l'interdiction du Mouvement des forces armées

Plusieurs milliers de maoïstes ont manifesté à Lisbonne

Lisbonne. - Quelques milliers de militants maoïstes du Mouvement pour la réorganisation du parti du prolétariat (M.R.P.P.) ont manifesté le vendredi 31 janvier, à Lisbonne, désobéissant ainsi au conseil supérieur du Mouvement des forces armées qui avait interdit les quatre manifestations prévues ces jours-là.

Dès le milieu de l'après-midi, de fortes contingents de la police militaire et des troupes spéciales (commandos) interdisaient l'accès à la place du Rossio, d'où devait partir la manifestation. Néanmoins, des milliers d'extrême gauche, mêlés à la foule des travailleurs sortant de leur emploi, se sont rassemblés et ont commencé à scander : « A bas l'impérialisme d'Etat », « Expropriation des troupes de l'OTAN ». Les manifestants étaient en nombre assez réduit, ce qui a permis aux forces de l'ordre de les neutraliser facilement. Arrivés à moins d'un kilomètre de l'endroit quadrillé par la troupe, les militants maoïstes se dispersèrent dans le calme.

J. R.

Au Chili

LA JUNTE ANNONCE LA LIBERATION DE MM. JAIME TOHA ET CARLOS JORQUERA

Santiago-de-Chili (A.F.P.). - Les autorités ont annoncé le vendredi 31 janvier un certain nombre d'expulsions et de libérations de détenus politiques. Parmi ceux qui devaient être prochainement libérés figurent les membres du conseil de l'agriculture M. Jaime Toha et le conseiller de presse du président Allende, M. Carlos Jorquera.

M. MARIO SOARES ESTIME QUE LES MANOEUVRES DE L'OTAN SONT « INOUPORTUNES »

Lisbonne (A.F.P.). - M. Mario Soares, ministre portugais des affaires étrangères et secrétaire général du conseil socialiste des ministres, a déclaré que les manœuvres militaires de l'organisation du pacte atlantique qui se déroulent au large des côtes portugaises « ne sont pas opportunes dans les circonstances actuelles de l'expérience portugaise ».

Le ministre portugais, qui s'exprime cette opinion dans une interview publiée vendredi par le quotidien du soir Noticias, se refuse, d'autre part, à faire un rapport entre cette présence des forces de l'OTAN et un éventuel coup d'Etat de la gauche.

A LA FIN DU PREMIER TRIMESTRE...

DE TROP NOMBREUX ENFANTS CONNAISSENT DES DIFFICULTÉS EN ORTHOGRAPHE PARENTS, VOUS DEVEZ RÉAGIR !

En ce début de trimestre, il est reconnu que de très nombreux enfants manifestent très mal la langue française qu'ils font de fréquentes fautes d'orthographe.

Et pourtant, ce qui est qu'une faiblesse de l'enfance se révèle être un lourd handicap à chaque étape de la vie, et surtout à l'âge de la recherche d'un emploi.

Ces inquiétantes lacunes mettent en danger l'avenir de nos jeunes techniciens d'assimilation en français.

Il s'agit d'ORTHOGRAPHE RAPIDE Cette technique actuelle et simple utilise les plus récentes méthodes pédagogiques, la compréhension est aisée et le contrôle des connaissances acquises est systématique. Il s'agit de votre enfant de quelques minutes par jour pour enrichir son vocabulaire, s'entraîner à la conjugaison et comprendre les règles de la grammaire avec une facilité qui vous surprendra.

Cette méthode pédagogique à la portée de tous les enfants est maintenant commercialisée. Sans engagement de votre part, demandez dès aujourd'hui à bénéficier d'une information personnelle et confidentielle en écrivant à LIGUE Service LM, 28, avenue Edouard-Vaillant, 97800 PANTIN.

Après la ratification de l'accord de 1971

PLUSIEURS ANCIENS CHEFS DE LA GESTAPO EN FRANCE VONT POUVOIR ÊTRE POURSUIVIS

Bonn (A.F.P.). - Kurt Lischka, octante-huit ans, chef adjoint de services de sécurité allemands en France et chef de ses services en France, est le plus connu des criminels de guerre susceptibles d'être jugés par les tribunaux ouest allemands à la suite de l'adoption par le Bundestag, le 30 janvier, de la convention judiciaire franco-allemande sur la poursuite des criminels de guerre condamnés en France par contumace (le Monde du 1^{er} février).

Dans une circulaire datée du 13 mai 1942 et signée notamment par Lischka, il est expressément question de « la solution finale de la question juive ».

C'est lui qui dirigea du côté allemand la rafle monstre de 1942 à Paris, au cours de laquelle furent arrêtés des milliers de juifs, et voyés ensuite dans les camps d'extermination. Interné par les autorités britanniques, il fut livré à Tchecoslovaquie en 1947, mais révoqué en 1950 en Allemagne. L'ouest. Condamné par contumace à la prison à vie le 18 septembre 1950 par un tribunal militaire siégeant à Paris, Lischka réussit à soustraire aux recherches d'identité à Cologne, où il travaillait comme fondeur de plomb.

Heinrich Illers, chef de la Gestapo à Paris, condamné par contumace à Paris, était jusqu'à sa retraite, il y a deux ans, président de chambre au tribunal des affaires sociales de Basse-Saxe à Hanovre. Illers organisa le départ de Compiègne, 2 juillet 1944, du convoi qui devait transporter les détenus de la prison de Lyon, condamné à mort par le tribunal de la mort - cinq cent trente-six des deux mille cent soixante-dix déportés trouvèrent mort pendant ce transport, effectif dans des conditions effroyables.

August Moritz, soixante-deux ans, adjoint de Klaus Barbie à la Gestapo de Lyon, condamné à mort par contumace à Lyon le 25 novembre 1954, a également été un des responsables des services de sécurité à Orléans et à Marseille. Il aura participé à l'arrestation par la Gestapo lyonnaise de Victor Besah, président de la Ligue française de droits de l'homme, et de son épouse. Moritz travailla aujourd'hui comme employé à Hambourg.

Herbert Hagen, soixante et un ans, représentant d'Eichmann à Paris auparavant chef de la Sipco (police de sécurité) à Bordeaux, a été condamné par contumace à la prison à vie. Comme adjoint d'Eichmann, il serait responsable de la déportation de deux millions de juifs de 1937 à 1943. L'ancien SS-Sturmbannführer vit à Warstein, en Rhénanie-Westphalie, où il est directeur commercial d'une entreprise de machines-outils.

Enfin, parmi les autres principaux criminels de guerre encore en vie figure le général en retraite Karl Theodor Molinar, condamné à mort par contumace par un tribunal militaire à Metz, le 19 avril 1951. Molinar, qui a commandé la Bundeswehr dans les régions de Hesse, Rhénanie-Palatinat et Sarre, est accusé d'avoir fait tuer sans jugement six citoyens français près de Revin, sur le plateau des Hautes-Batnes, le 13 juin 1944, trois jours après le massacre d'Oradour-sur-Glane.

Dans une circulaire datée du 13 mai 1942 et signée notamment par Lischka, il est expressément question de « la solution finale de la question juive ».

C'est lui qui dirigea du côté allemand la rafle monstre de 1942 à Paris, au cours de laquelle furent arrêtés des milliers de juifs, et voyés ensuite dans les camps d'extermination. Interné par les autorités britanniques, il fut livré à Tchecoslovaquie en 1947, mais révoqué en 1950 en Allemagne. L'ouest. Condamné par contumace à la prison à vie le 18 septembre 1950 par un tribunal militaire siégeant à Paris, Lischka réussit à soustraire aux recherches d'identité à Cologne, où il travaillait comme fondeur de plomb.

Heinrich Illers, chef de la Gestapo à Paris, condamné par contumace à Paris, était jusqu'à sa retraite, il y a deux ans, président de chambre au tribunal des affaires sociales de Basse-Saxe à Hanovre. Illers organisa le départ de Compiègne, 2 juillet 1944, du convoi qui devait transporter les détenus de la prison de Lyon, condamné à mort par le tribunal de la mort - cinq cent trente-six des deux mille cent soixante-dix déportés trouvèrent mort pendant ce transport, effectif dans des conditions effroyables.

August Moritz, soixante-deux ans, adjoint de Klaus Barbie à la Gestapo de Lyon, condamné à mort par contumace à Lyon le 25 novembre 1954, a également été un des responsables des services de sécurité à Orléans et à Marseille. Il aura participé à l'arrestation par la Gestapo lyonnaise de Victor Besah, président de la Ligue française de droits de l'homme, et de son épouse. Moritz travailla aujourd'hui comme employé à Hambourg.

Herbert Hagen, soixante et un ans, représentant d'Eichmann à Paris auparavant chef de la Sipco (police de sécurité) à Bordeaux, a été condamné par contumace à la prison à vie. Comme adjoint d'Eichmann, il serait responsable de la déportation de deux millions de juifs de 1937 à 1943. L'ancien SS-Sturmbannführer vit à Warstein, en Rhénanie-Westphalie, où il est directeur commercial d'une entreprise de machines-outils.

Enfin, parmi les autres principaux criminels de guerre encore en vie figure le général en retraite Karl Theodor Molinar, condamné à mort par contumace par un tribunal militaire à Metz, le 19 avril 1951. Molinar, qui a commandé la Bundeswehr dans les régions de Hesse, Rhénanie-Palatinat et Sarre, est accusé d'avoir fait tuer sans jugement six citoyens français près de Revin, sur le plateau des Hautes-Batnes, le 13 juin 1944, trois jours après le massacre d'Oradour-sur-Glane.

Le numéro du « Monde » daté 1^{er} février 1975 a été tiré à 576 081 exemplaires.

